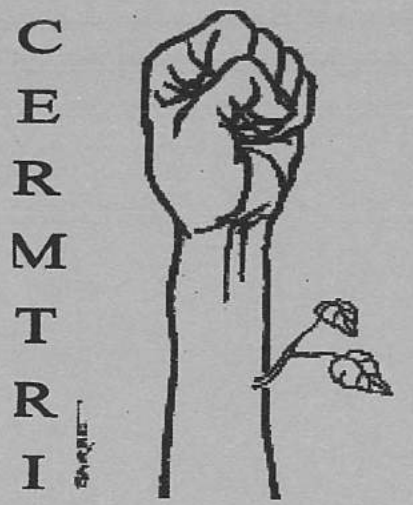
Cahiers du mouvement ouvrier

Les malheurs de Clio, ou l'enseignement officiel de l'histoire dans les écoles, les collèges et les lycées...



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux

N° 43 - Troisième trimestre 2009 (juillet-août-septembre) - REVUE TRIMESTRIELLE - PRIX : 8 euros

Cahiers du mouvement ouvrier

Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine, collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de Russie

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie
Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine, Frank Labrasca, Pierre Levasseur, Jean-Jacques Marie, Pierre Roy, Jean-Marc Schiappa.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris
Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
Internet : http://assoc.wanadoo.fr/cermtri
E-mail : cermtri@wanadoo.fr.

SOMMAIRE

• Présentation ..... p. 5

I. LES MALHEURS DE CLIO,
OU L'ENSEIGNEMENT OFFICIEL DE L'HISTOIRE
DANS LES ÉCOLES,
LES COLLÈGES ET LES LYCÉES ..... p. 7

• Rémy Janneau : Pédagogie et didactisme :
les ruses de l'obscurantisme ..... p. 9

• Nicole Perron : Comment la Révolution française
est maltraitée et mal traitée ..... p. 15

• Odile Dauphin :
— Le nazisme et la Seconde Guerre mondiale
n'ont rien à voir avec la crise de 1929
— Enseignement ou propagande religieuse ? ..... p. 25

II. OUBLIS ET TRAFICS EN TOUT GENRE,
OU QUELQUES VÉRITÉS RÉTABLIES ..... p. 37

• Rémy Janneau :
— *Testimonium flavianum*
— Le tabou de l'antisémitisme
— Nolte dès le cours moyen ..... p. 39

• Odile Dauphin : Les causes supposées
du sous-développement ..... p. 47

• Nicole Perron
— La Vendée
— Le 31 mai 1793 ..... p. 53

• Jean-Jacques Marie : Octobre 1917 :
révolution ou coup d'Etat ? ..... p. 61

• Maurice Martin : L'Union européenne
dans les manuels scolaires ..... p. 65

III. PAGES DU PASSÉ PROCHE OU LOINTAIN ..... p. 71

• Martemian Rioutine : Staline sophiste ..... p. 73

• Le rapport du KGB sur l'assassinat au Goulag, par des agents de la Sécurité d'Etat déguisés en détenus et l'un qualifié de trotskyste, de Sokolnikov et Radek, condamnés du deuxième procès de Moscou ..... p. 83

• Katia Dorey : La grève des mineurs anglais de 1974 ..... p. 87

• Chronique des falsifications ..... p. 103

• Notes de lecture ..... p. 117

• Perles d'hier et d'aujourd'hui ..... p. 125

EN 1900, DANS SON DÉBAT AVEC JULES GUESDE, JAURÈS ÉVOQUE LA *"LUTTE INCESSANTE DU SALARIÉ QUI VEUT ÉLEVER SON SALAIRE ET DU CAPITALISTE QUI VEUT LE RÉDUIRE, DU SALARIÉ QUI VEUT AFFIRMER SA LIBERTÉ ET DU CAPITALISTE QUI VEUT LE TENIR DANS SA DÉPENDANCE. VOILÀ DONC LE PREMIER ÉLÉMENT DE LA LUTTE DE CLASSE. LA CONDITION DE FAIT QUI LE FONDE, QUI LE DÉTERMINE, C'EST LE SYSTÈME DE LA PROPRIÉTÉ CAPITALISTE, DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE."*

JAURÈS AJOUTE : *"POUR QU'IL Y AIT VRAIMENT LUTTE DE CLASSE, POUR QUE TOUT LE PROLÉTARIAT ORGANISÉ ENTRE EN BATAILLE CONTRE LE CAPITALISME, IL NE SUFFIT PAS QU'IL Y AIT ANTAGONISME DES INTÉRÊTS ENTRE LES CAPITALISTES ET LES SALARIÉS, IL FAUT QUE LES SALARIÉS ESPÈRENT, EN VERTU DES LOIS MÊMES DE L'ÉVOLUTION HISTORIQUE, L'AVÈNEMENT D'UN ORDRE NOUVEAU DANS LEQUEL LA PROPRIÉTÉ CESSANT D'ÊTRE MONOPOLEUSE, CESSANT D'ÊTRE PARTICULIÈRE ET PRIVÉE, DEVIENDRA SOCIALE."*

(*Jaurès et Guesde. Les deux méthodes*. Editions de la Liberté, 1945, p. 6)

Présentation

« A l'heure de rendre leur copie en cet automne 2008, les professeurs d'histoire et de géographie qui ont participé à la rédaction de ce livre ne regrettent pas d'avoir, contre vents et marées, bulletins et instructions officiels, documents d'accompagnement des programmes, et malgré les inspections diverses..., continué à enseigner en classe de 3e et de première **"La crise de 1929"** *pourtant rayée des programmes. »*

Ainsi commence la quatrième de couverture d'un ouvrage rédigé sous la direction d'Odile Dauphin, Rémy Janneau et Nicole Perron, et publié chez L'Harmattan sous le titre *L'enseignement de l'histoire-géographie de l'école élémentaire au lycée*, **sous-titré** *: Vecteur de propagande ou fondement de l'esprit critique ?*

Les auteurs, se félicitant d'avoir ainsi ignoré des instructions qui envoient par le fond des pans entiers de l'histoire ou en déforment sciemment d'autres, continuaient : *« Leurs élèves peuvent ainsi mieux appréhender la crise d'aujourd'hui, en comprenant comment celle de 1929 a plongé des millions d'hommes dans la misère. Ils pourront se souvenir également que "la Grande Crise" a été un facteur décisif dans la marche vers la Deuxième Guerre mondiale. »*

Ils ajoutent : *« Les auteurs n'ont pas suivi non plus les instructions officielles qui opposent aux "démocraties" les "totalitarismes" dans un amalgame réducteur entre Italie fasciste, Allemagne nazie et URSS stalinienne. »*

En donnant une place croissante au fait religieux et en supprimant l'étude de la crise de 1929, en défigurant l'histoire de la Révolution française ou celle de la révolution russe, en gommant, voire trafiquant l'histoire du mouvement ouvrier ou celle de la colonisation, en faisant ouvertement la propagande de l'Union européenne en éducation civique, ces instructions et les manuels qui les mettent en œuvre substituent la propagande et l'idéologie à l'étude des faits.

Ce numéro n'a d'autre prétention que d'en donner quelques illustrations, en examinant au préalable dans l'article de Rémy Janneau les théories rétrogrades qui fondent cette entreprise réactionnaire, et d'aider par là à la combattre.

Le CERMTRI dispose de collections pas tout à fait complètes de l'hebdomadaire *La Vérité* des années 1956, 1957 et 1958. Il peut en céder à ceux que cet hebdomadaire — alors régulièrement saisi par la justice pour son opposition à la guerre coloniale en Algérie —intéresse pour la somme de 7 euros (port compris) par groupe de 14 numéros (il y a en gros 45 numéros disponibles par an).

"CACHER AUX ENFANTS LA LUTTE DES CLASSES QUI S'EST DEVELOPPEE, SOUS DES FORMES DIVERSES, TOUT AU LONG DE L'HISTOIRE, ET QUI PREND FORME AUJOURD'HUI DANS LA LUTTE DU CAPITALISME ET DU PROLETARIAT, CE SERAIT SUPPRIMER POUR EUX UN DES ASPECTS ESSENTIELS DE L'HISTOIRE HUMAINE"

(JEAN JAURES, *La Revue des maîtres*, revue de l'enseignement primaire, 25 octobre 1908)

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 128 pages)

Prix du numéro : **8 euros**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

— France : **30 euros** ;

— Etranger : Europe : **35 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **40 euros**.

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

Chèques à l'ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

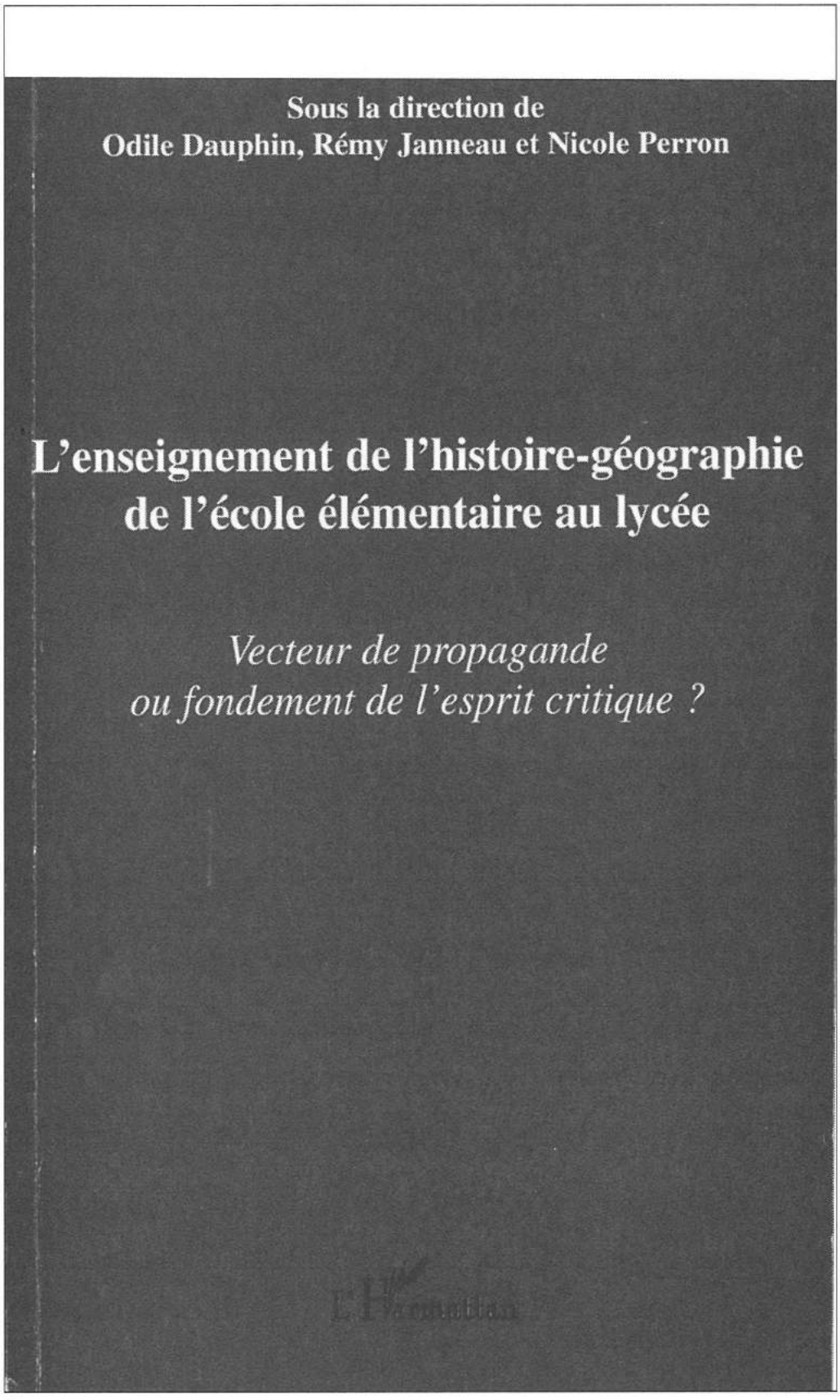
I. LES MALHEURS DE CLIO, OU L'ENSEIGNEMENT OFFICIEL DE L'HISTOIRE DANS LES ÉCOLES, LES COLLÈGES ET LES LYCÉES

La défiguration de l'histoire et la manipulation de la géographie s'expriment dans les instructions et dans de nombreux manuels sur les faits les plus variés de l'histoire.

Nous présentons ci-après une petite dizaine de fiches qui abordent quelques-uns des moments les plus caractéristiques de cette réalité.

Bien d'autres événements pourraient être abordés... Par exemple, la présentation de la Commune de Paris (nous renvoyons à ce propos à l'article sur les Historiales publié dans ce numéro dans la *"Chronique des falsifications"*, qui porte en l'occurrence non sur un ou des manuels, mais sur l'une des entreprises de présentation populaire de l'histoire mise à la portée de tous...). Dans ce domaine, l'un des exemples les plus significatifs a été le film *L'évasion du roi*, présenté sur France 2 en février 2009 et chaudement recommandé par les IPR de Paris aux enseignants et à leurs élèves malgré les falsifications éhontées dont regorgeait ce film (voir à ce propos le n° 41 des *Cahiers du mouvement ouvrier* contenant la lettre ouverte de trois enseignants à ces IPR de Paris, signée par près de deux cents enseignants).

Rémy Janneau : Pédagogie et didactisme : les ruses de l'obscurantisme


Sous la direction de
Odile Dauphin, Rémy Janneau et Nicole Perron
L'enseignement de l'histoire-géographie de l'école élémentaire au lycée
Vecteur de propagande ou fondement de l'esprit critique ?

Une histoire en miettes

J'INTERVIENS, en ce qui me concerne, sur les méthodes d'enseignement, domaine où la réaction s'exerce "sur toute la ligne", où "science" et "modernité" ne sont plus que des "ruses" de l'obscurantisme n'ayant d'autre résultat que l'effondrement du niveau des connaissances et une diffusion plus efficace de l'idéologie, voire de la propagande gouvernementale et pro-Union européenne.

Si vous comparez un manuel d'histoire d'aujourd'hui à un Malet-Isaac ou à un Petit Lavisse, vous n'y trouvez ni plus ni moins d'idéologie, voire de franche propagande. Lavisse, je le rappelle, écrivait, en 1887, que l'école doit former *"des citoyens pénétrés de leurs devoirs et des soldats qui aiment leur drapeau"*. La différence, c'est qu'à cette époque, et jusque dans les années 1960, prévaut l'idée que l'idéologie bourgeoise doit s'appuyer sur le savoir. D'où, quoi qu'on puisse penser des interprétations et des valeurs véhiculées par les manuels, des connaissances denses et bien structurées.

A partir des années 1970, dans le 1er degré, des deux décennies suivantes pour ce qui concerne le collège et le lycée, ce savoir, même passablement filtré et orienté, est encore de trop. L'idéologie et la propagande cherchent désormais leurs atouts sinon dans une totale ignorance, du moins dans la discontinuité des maigres connaissances que l'école continue à dispenser. Mais comme il est difficile, dans un pays où la République a solidement ancré le droit de tous à l'instruction, de prôner ouvertement l'ignorance, l'obscurantisme est obligé de "ruser" en se parant des dehors de la modernité, de la science, de la pédagogie et, plus récemment, de la didactique. Signe des temps, Hegel parlait des *"ruses"* de la raison ; nous en sommes à déjouer celles de l'obscurantisme.

La *"pédagogie de l'éveil"*

J'en développerai deux exemples : la *"pédagogie de l'éveil"*, qui a abouti à la destruction pure et simple de l'enseignement de l'histoire dans le 1er degré, et la didactique socio-constructiviste, qui la rend aujourd'hui parfaitement illisible dans le secondaire.

Si vous avez été instituteurs ou parents d'élève dans les années 1970, vous conservez, je suppose, un souvenir ému de la *"pédagogie de l'éveil"*, ce magma dans lequel les disciplines étaient dissoutes. C'était l'un des aspects d'une prétendue rénovation pédagogique qui

reprenait en les dévoyant quand elles étaient justes, en les poussant à leurs conséquences extrêmes lorsqu'elles étaient fausses, des idées et des pratiques pédagogiques inspirées des apports de la psychologie de l'enfant et des mouvements d'*"Education nouvelle"*. Certains chercheurs de l'INRP présentaient, à l'occasion, *"l'éveil"* comme une transposition de la *"nouvelle histoire"*.

"L'histoire des choses"

A partir de ces idées, dont l'impact restait contenu, jusqu'alors, par des programmes, dans le cadre d'une école qui avait mission d'instruire, la *commission de rénovation* mise en place en 1969 par le ministère a forgé une véritable dogmatique, dont l'article 1er était la religion du *"concret"*. L'enfant était réputé ne pouvoir s'intéresser qu'aux aspects les plus concrets de la vie au temps jadis, à ce que Roger Cousinet appelait *"l'histoire des choses"*, c'est-à-dire à l'alimentation, aux transports, au costume et à l'habitat à travers les âges. Les faits et les personnages politiques, *a fortiori* "l'histoire bataille", étaient frappés d'interdit.

A bas les dates !

Le moins que l'on puisse dire est que la psychologie de l'enfant était mise à rude contribution. Piaget ayant écrit que l'enfant de moins de 12 ans n'a pas la notion du temps, *exit* la chronologie, à bas les dates ! Des travaux de Wallon sur l'importance des interactions avec le milieu, on tirait une condamnation sans appel de toute connaissance qui n'était pas directement liée au milieu local (Francine Best a écrit sur le sujet des pages immortelles !). La mise en évidence par les mêmes auteurs, mais aussi par Dewey, de l'importance de l'activité dans les apprentissages, faisait de ladite activité *l'unique* moyen d'apprendre, à l'exclusion du récit et de tout exposé magistral. Ces partis pris étaient liés à l'idée la plus dévastatrice que les partisans de *"l'éveil"* aient retenue de *"l'Education nouvelle"* : le savoir ne peut se transmettre ; c'est l'enfant qui construit lui-même *son* propre savoir par *son* activité, à partir de *ses* intérêts et des sollicitations de *son* milieu. Une telle idée condamne non seulement la transmission magistrale, mais aussi tout programme, tout savoir qui n'est pas justifié par l'intérêt immédiat et conscient de l'enfant, par les sollicitations du milieu, par les besoins de l'activité ou par le projet pédagogique. De cette idée découle également un véritable fétichisme de la méthode, des savoir-faire, des compétences..., systématiquement opposés aux connaissances. Il ne s'agit plus, c'est bien connu, d'apprendre, mais d'*"apprendre à apprendre"*.

L'intelligence, c'est l'ignorance

A ceux qui s'inquiétaient de cette dépréciation, pour ne pas dire de cette prohibition, des connaissances, étaient opposés deux types d'arguments. Le premier, à prétentions scientifiques : l'enfant de l'école primaire n'a pas la maturité nécessaire pour acquérir des savoirs historiques ; ce sera le rôle du collège ; l'école élémentaire n'a pas mission de *"remplir des têtes"*, mais de développer des aptitudes et de former des intelligences ! L'intelligence, c'est l'ignorance, comme, chez Orwell *"la liberté, c'est l'esclavage"* ! A cette confusion manifeste entre Montaigne et Big Brother, certains sociologues, notamment Baudelot et Establet, relayés par l'Ecole émancipée et par ce qu'il est convenu d'appeler *"l'extrême gauche"*, ajoutaient une argumentation reprise des staliniens de la *"troisième période"*, suivant laquelle l'instruction dispensée par *"l'école de classe"* n'a d'autre rôle que d'asservir les prolétaires, argument qui s'appliquait tout particulièrement à l'histoire.

La *"pédagogie du vide"*

Au total, l'enfant ne *pouvait* pas acquérir de connaissances pour des raisons

psychologiques ; il ne le *devait* pas pour des raisons idéologiques ! On débouchait ainsi sur ce que Boillot et Le Du ont appelé la *"pédagogie du vide"*, ce que l'on appelle plus couramment le pédagogisme, c'est-à-dire l'ignorance prêchée au nom de la pédagogie. Quarante ans après, ni l'histoire ni l'école n'en sont remises.

Dans le long terme, les conséquences sont, en effet, incalculables. La première, c'est la disparition de l'*histoire* républicaine. Je ne défends pas, loin de là, l'histoire tricolore et colonialiste. Je relève seulement que sa disparition n'a pas ouvert la voie à l'histoire sociale et critique qu'attendaient les instituteurs au lendemain de la grève générale, mais qu'elle s'est effectuée, via les projets locaux, les regards attendris sur les vieux lavoirs, l'engouement pour les vieux outils et l'amour du patrimoine, au bénéfice d'une *mémoire* locale, d'un régionalisme qui fleure bon la nostalgie d'une France préindustrielle et qui a plus à voir, me semble-t-il, avec l'idéologie du Maréchal qu'avec la pensée de Marx.

Une *"histoire en miettes"*

Deuxième conséquence : lorsque subsistent quelques bribes de connaissances historiques, généralement des éléments d'histoire des sciences et des techniques ou de l'inévitable *"vie des gens"*, c'est une *"histoire en miettes"* sans cohérence, sans chronologie, sans véritable causalité, qui délivre une grille de lecture extrêmement conservatrice, excluant tout volontarisme politique et toute emprise des peuples, *a fortiori* des classes sociales, sur leur destin collectif.

Troisième conséquence, enfin, et non la moindre : l'illusion durable que l'esprit critique peut naître de la seule activité, de la manipulation de documents, que l'enfant comprend l'histoire, non en l'apprenant, mais en jouant à l'historien en herbe.

Le second degré pouvait difficilement sortir indemne de telles contre-réformes dans le premier. Le niveau des élèves entrant dorénavant en 6e condamnait le collège, puis le lycée à être, à leur tour, "rénovés". Mais l'obscurantisme se heurtait ici à un obstacle supplémentaire : l'attachement des professeurs aux enseignements disciplinaires qui sont l'essence même de leur métier. Les *"maîtres-penseurs"* de la destruction de l'enseignement — j'emprunte cette expression à Liliane Lurçat — allaient devoir recourir à des "ruses" plus sophistiquées, en l'occurrence à une didactique dévoyée par le socio-constructivisme, théorie de l'apprentissage très en faveur à l'INRP, puis dans les IUFM.

Le socio-constructivisme

Le socio-constructivisme repart des mêmes prémisses que le pédagogisme, en particulier la construction par l'enfant de son propre savoir, la condamnation des méthodes dites *"transmissives"* et la religion de la "méthode". Il se veut cependant beaucoup plus rigoureux, plus "scientifique", ce qui se traduit par un certain nombre de procédures obligées et par un jargon parfois digne du Diafoirus de Molière. Pour résumer brièvement la didactique constructiviste dans la langue de Mérieux et d'Astolfi : *l'évaluation prédictive conscientise* les *obstacles épistémologiques*, en particulier les *représentations* et les *conceptions* que le *conflit socio-cognitif* permet ensuite de *déstabiliser* et de *déconstruire*. Viennent, ensuite, d'autres moments obligés comme les évaluations *formative* et *formatrice* et la *métacognition*...

Tout cela prêterait à rire s'il ne s'agissait d'une redoutable machine de guerre contre la transmission du savoir. L'idée de Bachelard suivant laquelle le savoir scientifique se construit par corrections successives est transposée sous la forme d'un dogme : apprendre, c'est modifier ses représentations. Une bonne partie du cours est donc consacrée à lister les idées, y compris les plus saugrenues, que les *apprenants* ont ou sont censés avoir sur le sujet abordé, puis à les confronter entre elles et à une documentation. Ainsi évoluent les *représen-*

tations, se construisent les concepts et les notions, s'acquièrent les bonnes méthodes. En construisant ainsi leur propre savoir, les élèves accèdent aussi à l'esprit critique...

La preuve du pudding, c'est qu'on le mange

La preuve du pudding, c'est qu'on le mange, et ici, le seul résultat observable, c'est un effondrement inquiétant du niveau des connaissances, qui se combine à un éclatement par thèmes, par dossiers, par concepts, par problèmes, etc., à une discontinuité qui ne permet plus à l'élève — ni au citoyen qu'il deviendra — de référer sérieusement le moindre événement ni le moindre problème à des faits historiques, moins encore à une vision globale de l'histoire ou de la période étudiée. Il se trouve ainsi totalement désarmé face à une idéologie qui est, elle, d'autant plus prégnante que le professeur est lui-même astreint à des procédures bien précises.

Celui-ci doit, en effet, procéder à une *transposition didactique* des savoirs *savants* en savoirs *à enseigner*, qui ne sont pas, on le sait d'avance, les savoirs *enseignés*, et dont il ne restera que les savoirs *appris*. Il doit organiser son cours autour d'une *problématique*, ce qui l'amène, pour maîtriser le dernier cri du *"savoir savant"*, à consulter les auteurs censés avoir récemment renouvelé l'historiographie. Souvenez-vous : dans les années 1970, on ne jurait que par la *"nouvelle histoire"*, qui avait, disait-on, définitivement enterré le *"récit événementiel"*. Furet aurait ensuite éclipsé l'historiographie dite *"marxo-jacobine"* de la Révolution. On sait comment Jacques Marseille *"renouvelle"* l'histoire économique. Pour l'URSS, voyez Courtois, Werth et le *Livre noir du communisme*...

Ce *"savoir savant"* se décline en *objectifs méthodologiques et conceptuels*, car l'enseignement de l'histoire n'est plus celui des faits, mais celui des concepts et des méthodes. Il faut ici souligner un tour de passe-passe : pour se différencier du pédagogisme, le socio-constructivisme se dit *"ancré dans les savoirs disciplinaires"*, mais ces savoirs, il les redéfinit. Une discipline — c'est une idée venue de la *"nouvelle géographie"* — est un noyau conceptuel, les connaissances factuelles sont reléguées au rang d'exemples et d'illustrations que l'on va citer dans la mesure où on en a besoin pour construire le concept.

L'*"entrée par le concept"*

Cette *"entrée par le concept"* est l'une des trouvailles les plus efficaces d'un point de vue idéologique : au lieu d'exposer les faits, quitte à en donner une interprétation discutable, comme c'était le cas chez Malet et Isaac ou dans le Tudesq et Rudel, on part des concepts et des interprétations, et l'on convoque les faits en fonction de ce que l'on veut établir. On n'étudie pas la Révolution pour en connaître le déroulement ni les XVII^{e} et XVIII^{e} siècles pour savoir ce qui s'est passé entre les règnes d'Henri IV et de Louis XVI, mais pour construire les concepts de pouvoir, d'Etat ou de révolution, les notions de monarchie, absolue ou constitutionnelle, pour comprendre comment le pouvoir peut engendrer la Terreur. Lorsqu'on aborde le XX^{e} siècle, l'Union soviétique et le régime nazi ne sont abordés que pour définir le totalitarisme...

Le mot "idéologie" me paraît faible. Celui de "propagande", qui figure dans le titre du livre, est pleinement justifié, une propagande face à laquelle l'élève est d'autant plus démuni qu'à aucun niveau de sa scolarité, il n'a étudié les faits. Donc, contrairement à ce qui nous est doctement asséné, contrairement à ce qu'une activité débordante et des travaux sur dossiers pourraient laisser croire, les méthodes socio-constructivistes n'apprennent pas à l'élève à réfléchir par lui-même, on lui délivre un prêt-à-penser idéologique.

Rémy Janneau

Nicole Perron : Comment la Révolution française est maltraitée et mal traitée

De gauche à droite et de haut en bas : Marat, Camille Desmoulins, Fabre d'Eglantine, Danton, Robespierre, Saint-Just.

Une révolution inutile, menteuse, paranoïaque et cruelle ?

JE voudrais souligner ici les caractéristiques principales du trucage par lequel les programmes et les manuels en usage dans le second degré malmènent l'histoire de la Révolution française,

La lutte contre le privilège aristocratique est proprement escamotée

1. C'est une révolution dont l'axe principal, la lutte contre le privilège aristocratique et pour l'égalité des droits, menée avec leurs motivations propres par toutes les couches composant le tiers état, est proprement escamotée. Cela peut être compris comme la conséquence mécaniquement inévitable des programmes Bayrou, qui introduisent l'enseignement du fait religieux dans les programmes d'histoire de seconde ; pour ménager une place horaire substantielle à cette nouvelle rubrique, il fallut élaguer une autre partie du programme. Bayrou a donc contraint les enseignants à aborder la Révolution sans rappeler ce qu'était la société d'Ancien Régime, son économie sclérosée en raison du poids des droits seigneuriaux, des barrières fiscales entre provinces héritées d'un lointain passé féodal, sa bourgeoisie davantage fascinée par la rente seigneuriale et les privilèges fiscaux attachés à la qualification nobiliaire que tentée par l'aventure industrielle... Il reste à expliquer pourquoi ce fut cet aspect-là de l'enseignement que l'on choisit de sacrifier, pourquoi la Révolution fut présentée comme le pur produit d'un mouvement d'idées généré par les Lumières et d'une volonté réformatrice des "élites", noblesse et bourgeoisie confondues. On peut y voir l'influence de François Furet, dont j'examinerai plus loin la relecture "critique" de l'historiographie révolutionnaire.

Escamotées aussi, les couches populaires

2. Escamotées aussi, les couches populaires qui se sont emparées du mot d'ordre d'égalité juridique et politique mis en avant par la bourgeoisie révolutionnaire et l'ont interprété à leur manière dans le sens démocratique d'une plus grande égalité sociale (ce que les sans-culottes appelaient l'égalité des jouissances, le droit à l'existence). Escamotés, le communiste Babeuf et Jacques Roux, qui dénonça si vigoureusement les spéculations des négociants sur le haut prix des grains (sur 9 manuels, un seul cite un passage de son manifeste de juin 1793) ; escamoté, le volet social de la

politique menée par le gouvernement révolutionnaire en 1793, qui réussit en pleine période de guerre, donc de pénurie, à contenir la montée des prix des marchandises de première nécessité, pain, bois de chauffage, savon, cuir...

Place aux gravures effrayantes sur la guillotine

3. L'année 1793 est dès lors réduite à son volet politique : guerre à l'Europe et aux rébellions intérieures, violence exceptionnelle (la terreur) contre l'adversaire aristocratique et clérical. Le graphique en usage dans les manuels des années soixante, qui montrait le mouvement des prix en relation avec les manifestations populaires et les lois de contrôle des prix votées par la Convention montagnarde, a disparu, place aux gravures effrayantes sur la guillotine et sur les noyades de Nantes.

Le but est clair, il s'agit de dégoûter les jeunes de toute aspiration à changer en profondeur la société dans laquelle ils vivent : résigne-toi, la révolution c'est le chaos, la barbarie, le désastre. De surcroît, c'est inutile.

Qui fut le maître d'œuvre de cette inflexion régressive ?

Qui fut le maître d'œuvre de cette inflexion régressive ? Les ministres de la Ve République furent les commanditaires, leur maître à penser salué par les médias comme *le* spécialiste de la Révolution française fut François Furet, "le roi du bicentenaire". Il est décédé en 1997, mais ses ouvrages se rééditent toujours, vous les trouvez en bonne place dans les librairies :

— *La Révolution française*, publié dans une luxueuse édition par Hachette en 1965-1966, réédité en 2007 pour le 10e anniversaire de sa mort dans une collection bon marché.

— *Penser la Révolution française*, écrit en 1978, également réédité : il y réglait ses comptes avec le marxisme de sa jeunesse étudiante tel qu'il l'avait appris de ses maîtres staliniens, et, pour faire bonne mesure, avec les historiens républicains qui, depuis Jaurès, s'étaient efforcés d'étudier les forces économiques et sociales à l'œuvre durant la Révolution. Injuriant les *"jargonneurs léninistes"* (formule qui a disparu des rééditions récentes), pourfendant la *"vulgate lénino-populiste"*, il portait au pinacle les analyses de l'orléaniste Tocqueville et celles d'un monarchiste catholique tombé dans l'oubli : Augustin Cochin, dont le principal intérêt aux yeux de Furet résidait dans sa caractérisation du jacobinisme, une "machine" politique manipulant les masses aveugles et envieuses au profit d'ambitieux médiocres, frustrés et menteurs.

De 1965 à 1978, Furet a approfondi sa dérive vis-à-vis de Marx et de la Révolution. Son premier ouvrage "sauvait" encore la première phase de la Révolution, celle qui s'est close par la remise en selle du roi malgré l'équipée de Varennes, qui avait révélé un roi parjure et prêt à déchaîner la guerre pour retrouver l'intégralité de ses pouvoirs ; la Révolution aurait dû, selon Furet, s'en tenir à l'œuvre de la Constituante.

Une révolution non nécessaire

En 1978, l'ensemble de la révolution étant réexaminé et jugé à la lumière de Tocqueville et de Cochin, le verdict est sans appel : une révolution non nécessaire, sans grand effet sur les structures sociales, une révolution qui parle beaucoup, qui ment énormément, qui manipule les masses ignorantes, et cela dès 1789. Furet cite Cochin : *« L'explosion révolutionnaire ne naît pas de contradictions économiques ou sociales. Elle a sa source dans une dynamique politique : la manipulation du corps social et la conquête du pouvoir par des groupes anonymes dépositaires de la nouvelle souveraineté au nom de l'égalité et du "peuple". Dépositaires abusifs, non par-*

ce qu'ils s'en sont emparés par la force ou par l'intrigue, à la suite d'une action concertée ou d'un complot, mais parce qu'il est dans la nature de la nouvelle légitimité — la démocratie directe — de produire mécaniquement une cascade d'usurpations, dont l'ensemble constitue le pouvoir révolutionnaire : anonyme, instable, condamné par sa nature idéologique à l'exclusion périodique et à la fuite en avant. »

Une phrase annonce la suite du règlement de comptes : *Le passé d'une illusion* décrétera la fin de "l'utopie soviétique", mais, dès 1978, Furet devait y songer : « *En 1793, le jacobinisme sous la fiction du "peuple" se substitue à la fois à la société civile et à l'Etat. A travers la volonté générale, le peuple-roi coïncide désormais mythiquement avec le pouvoir. Cette croyance est la* ***matrice du totalitarisme*** » (souligné par nous).

Ces deux livres réédités aujourd'hui aideront les inspecteurs pédagogiques régionaux désireux de marcher sur les traces de leurs collègues de Paris à imposer aux enseignants la nouvelle vulgate de la V^e^ République concernant l'histoire de la Révolution française.

La révolution était-elle nécessaire pour libérer la société d'Ancien Régime du carcan seigneurial et nobiliaire, pour jeter les bases juridiques d'un essor nouveau de la production selon les règles capitalistes ? La réponse de Furet, c'est non.

Les thèses de François Furet

Selon lui, l'essor économique avait irrigué tout le XVIIIe siècle et ses agents se recrutaient aussi bien dans l'aristocratie éclairée que dans la bourgeoisie, l'Etat monarchique lui-même étant un grand facteur de progrès. Pour preuve, *la grande école économiste du siècle, la physiocratie*.

Celle-ci exaltait l'innovation culturale pratiquée dans la grande exploitation foncière et défendait comme un dogme la libre circulation des grains, le haut prix en cas de pénurie dans telle région frappée par les aléas climatiques, haut prix censé stimuler la production (mais dans quel délai, à quel coût et au bénéfice de qui ? questions jamais posées par les physiocrates). Ils dénonçaient (et Furet à leur suite) *"l'archaïsme populaire"* qui fomente l'émeute, bloque la libre circulation des grains quand le blé vient à manquer, que le prix monte et que le ventre crie famine ; car dans cette France encore paysanne à 85 %, aux transports déficients, le paradoxe est que la majorité de ces paysans doit acheter son pain en cas de pénurie et qu'une région ayant produit une bonne récolte ne peut nourrir celle qui a souffert de la sécheresse, le prix du grain doublant après 100 km d'acheminement sur les mauvaises routes jalonnées de péages et de droits fiscaux divers.

La *"réaction aristocratique"* ? Ce terme désigne notamment le mouvement caractéristique de la seconde moitié du siècle, qui avait vu les seigneurs, armés de leurs juges, de leurs notaires, de leurs "commissaires à terriers" (Babeuf, qui exerça ce métier, y a puisé une solide hostilité à l'égard du monde féodal), exhiber de vieux textes censés prouver que les paysans avaient omis de payer certains droits seigneuriaux "oubliés" depuis des décennies et qu'ils devaient payer les arriérés. Cette emprise accrue de la seigneurie a suscité un profond ressentiment dans les villages, ce qui explique qu'ils se soient lancés en juillet 1789, au lendemain de la prise de la Bastille, à l'assaut des châteaux et des études notariales pour brûler les preuves de leur assujettissement.

Présente dans le livre écrit en 1965, la réaction aristocratique devient hypothétique dans le second ! Les masses paysannes n'avaient donc guère de raison de se soulever, première "démonstration" du caractère irrationnel des initiatives populaires.

Il élargit l'anathème pour y englober Jaurès

Jetant Marx avec l'eau sale du stalinisme, il élargit l'anathème pour y englober Jaurès, qui avait donné en 1903 le

coup d'envoi de solides études menées à partir des dépôts d'archives départementaux sur les réalités économiques et sociales (1).

"Il étend à la vie économique et au social tout entier le mythe de la coupure révolutionnaire : avant, le féodalisme, après, le capitalisme. Avant, la noblesse, après, la bourgeoisie. Mais comme ces propositions ne sont ni démontrables ni d'ailleurs vraisemblables, il se borne à juxtaposer une analyse des causes faite sur le mode économique et social, et un récit des événements écrit sur le mode politique et idéologique" (*La Révolution française*, p. 27).

Alors, pourquoi la révolution a-t-elle éclaté ?

"L'analyse des causes de la Révolution française reste à élucider (p. 38). *La vulgate marxiste situe la rupture révolutionnaire au niveau économique, alors que rien ne ressemble plus à la société française sous Louis XIV que la France sous Louis-Philippe, et elle ne voit pas ce qu'il y a de plus radicalement* ***mystérieux*** *dans la Révolution française"* (p. 41).

Mesurons l'énormité de l'affirmation : le siècle de Louis XIV a enfanté des révoltes paysannes antifiscales ou religieuses qui furent toutes réprimées avec la dernière énergie. La société de Louis-Philippe a enfanté une classe nouvelle qui a renversé la monarchie orléaniste en février 1848 avant de se faire massacrer cinq mois plus tard, en juin, pour avoir revendiqué un droit nouveau, le droit au travail.

La révolution fut-elle utile pour promouvoir de nouveaux droits tels que l'égalité civile, la liberté de penser, de s'exprimer, un nouveau principe, celui de la nation souveraine ?

Une bonne révolution et une mauvaise

Ici, la réponse se fait plus hésitante. L'homme qui se targue de défendre le libéralisme raisonnable, modéré, donc un certain nombre de droits politiques, doit se montrer prudent... tout en formulant des choix significatifs : la bonne révolution, c'est celle qui établit le consensus entre gens de bonne compagnie, celle de 1688 en Angleterre, qui ménagea non seulement l'existence de la monarchie, mais les privilèges de l'aristocratie moyennant certaines libertés octroyées d'en haut. Cela n'a pas été possible en France, soupire Furet, qui reprend la vieille dichotomie établie par les libéraux au début du XIX^{e} siècle (dont Thiers, qui fut l'un des premiers historiens de la révolution) : il y eut une bonne révolution, celle de 1789-1791, et une mauvaise, qui renversa le roi en août 1792, s'égara sur les chemins de la démagogie en 1793 pour s'échouer dans une mare de sang en 1794. Entre les deux, il y eut "dérapage", la guerre, qui à partir de 1792 a rendu impossible le maintien de la monarchie Bourbon solidaire des rois envahisseurs.

Or dès la Constituante, les libertés qui ouvrent la voie à la société moderne étaient déjà acquises, la révolution aurait donc du s'en tenir là. *"La révolution bourgeoise est faite et achevée sans compromis d'aucune sorte avec l'ancienne société dès 1789-1791" (Penser la Révolution française,* réédition folio, p. 201*).*

Sans compromis ? Remettre en selle Louis XVI rattrapé à Varennes et lui conserver son droit de veto sur les décisions législatives pendant une durée pouvant aller jusqu'à quatre ans, n'était-ce pas passer un compromis avec le principe monarchique ? Compromis qui niait le réel, l'irréductible opposition du roi au principe de la souveraineté nationale, comme l'avait explicité sans équivoque l'adresse aux Français qu'il avait laissée derrière lui. Opposition têtue qui lui fit choisir l'aventure guerrière l'année suivante, coup de poker qui allait lui coûter son trône et la vie, et déstabiliser durablement tous les partisans de la royauté, qu'elle fût constitutionnelle ou non.

Compromis dicté par la peur des masses à nouveau mobilisées dans leurs sociétés populaires et qui, au lendemain de Varennes, ont multiplié pétitions et délégations à l'Assemblée constituante

(1) Rappelons que la "commission Jaurès" a été supprimée par arrêté ministériel le 11 février 2000.

pour exiger un changement de régime. On leur répondit à coups de fusil, ce fut le massacre du Champ de Mars le 17 juillet 1791. Bel exemple de modération libérale ! Le libéralisme bourgeois tel que le concevaient alors Barnave, le maire Bailly et le chef de la Garde nationale, La Fayette, tel que le glorifie Furet en cette fin du XX[e] siècle, inclut le droit de fusiller le populaire, la canaille... Un seul manuel sur 9 mentionne qu'il y eut une cinquantaine de morts au Champ de Mars.

Révolution inutile, révolution qui dérape dans le sang, révolution mensongère

Révolution inutile, révolution qui dérape dans le sang, révolution mensongère. Ainsi parla Augustin Cochin, et Furet en écho, analysant ce qu'ils appellent le *mystère* de la dynamique politique qui porte au pouvoir des groupes de plus en plus radicaux, usant de la surenchère verbale qui débouche sur la violence en actes, les massacres.

La révolution éclata en 1789 contre un Etat qui n'existait plus depuis 1787, quand la résistance des Parlements peuplés de nobles avait fait échouer les tentatives de réforme fiscale. L'Etat est vacant, il est à prendre. Alors commence une énorme compétition entre les ambitieux, les journalistes, les avocats, hommes de plume et de parole qui animent la presse, dirigent les clubs et les assemblées délibérantes.

Mais toute parole est ambiguë et il est impossible de rassembler le peuple souverain pour y exercer la démocratie directe telle qu'elle fut pratiquée à Athènes. Le pouvoir est alors à portée de main pour qui s'autoproclame porte-parole du peuple. Il parle, il peut mentir, il va mentir, car il lui faut manipuler un peuple insaisissable animé de pulsions archaïques, la vengeance, la jalousie, et qui poursuit un rêve utopique, l'égalité sociale.

Ainsi, l'immense débat démocratique qui a opposé tant d'orateurs talentueux, cultivés, éloquents, passionnés dans les différentes assemblées et dans les clubs, ce débat au cours duquel se forge une citoyenneté éclairée, est-il rapetissé par Cochin-Furet à la dimension d'un jeu de mystifications, de manipulations, d'intrigues.

Etranges intrigues...

Le mouvement républicain après Varennes ? Une intrigue.

Le mouvement de juillet 1792, qui débouche sur le renversement de la monarchie grâce à la mobilisation de tous les citoyens, fédérés venus des départements et sans-culottes des sections parisiennes ? Une intrigue !

Remarquons qu'ils furent bien maladroits et bien bavards, ces intrigants qui discutaient publiquement des moyens à employer pour résoudre la crise de régime ouverte par la guerre, l'invasion, les menaces de La Fayette, celles du duc de Brunswick, les négociations girondines avec la cour, qui attendait la victoire des Austro-Prussiens : les fédérés venus des départements pour sauver la révolution lisaient à l'Assemblée le 17 juillet une pétition en faveur de la suspension du roi qu'avait rédigée Robespierre.

A l'appel de Danton, de Chaumette aux Cordeliers, les citoyens passifs que la Constituante avait privés du droit de vote envahissaient les sections parisiennes, 47 sections sur 48 demandaient à l'Assemblée le 3 août de décréter la déchéance du roi ; les délégués des sections lui signifiaient qu'elle avait jusqu'au 9 août pour prendre la décision qui s'imposait.

Dans la nuit du 9 au 10 août 1792, une Commune insurrectionnelle élue par les sections préparait la conclusion politique des combats du lendemain : les mercenaires suisses y défendirent en vain la royauté faillie, ce qui coûta près de 400 morts et blessés aux insurgés.

Il s'agit de discréditer la naissance de la République

L'Assemblée paralysée accordait refuge au roi, mais elle devait s'effacer au

profit de la Commune et annoncer la convocation d'une Convention élue au suffrage universel, qui définirait le nouveau régime ainsi que l'avait réclamé Robespierre dès le 29 juillet. Pourquoi qualifier d'intrigue ce qui fut discuté et préparé au grand jour avec "avertissements" répétés aux députés dont on espérait qu'ils prendraient eux-mêmes l'initiative vitale, ce qui aurait permis d'éviter l'effusion de sang ? Mais il s'agit de discréditer la naissance de la République et le choix de ce vocabulaire n'est pas innocent.

Bavards et menteurs, ces révolutionnaires sont également des cyniques qui cautionnent la violence populaire : on sait que les massacres de septembre 1792 furent le fruit d'un mouvement panique d'autodéfense en réplique à l'avancée des Prussiens en Champagne, au manifeste du duc de Brunswick qui promettait d'exécuter militairement tous ceux qui porteraient atteinte à l'autorité royale, menaces relayées par une presse royaliste furibonde qui annonçait le châtiment de Paris-Babylone.

La Commune ordonna donc des visites domiciliaires pour saisir les armes des adversaires et des arrestations qui frappèrent notamment les prêtres réfractaires. Ces derniers furent les victimes privilégiées des massacres de septembre.

Cette peur qui engendra la réaction punitive était-elle fondée, y avait-il menace de résistance nobiliaire appuyée par les armées étrangères ? La question est escamotée par Furet, qui tranche tranquillement, reprenant les affirmations girondines de l'époque : les visites domiciliaires étaient *"sans fondement"*. Et le complot contre-révolutionnaire fut toujours surestimé...

Ce mépris des faits lui permet d'affirmer que les révolutionnaires se sont mutuellement accusés, exclus, exterminés à partir d'un délire du soupçon, toute divergence d'opinion étant assimilée à une trahison. Invention qui permet d'accréditer la thèse du jacobinisme matrice du totalitarisme. Thèse qui a fait des émules : l'historien J.-C. Martin, qui a fait allégeance à Furet, explique pour sa part que la Vendée se souleva en mars 1793 sans intention contre-révolutionnaire et que la lutte sans merci décrétée par la Convention contre ces départements rebelles était elle aussi inspirée par une obsession du complot infondée.

Révolution inutile, menteuse, paranoïaque et cruelle

Dociles à ces reconstructions fautives de l'histoire, nos manuels d'aujourd'hui insistent sur la cruauté de la répression (les noyades de Nantes sont abondamment évoquées, gravures à l'appui), tandis que le programme de restauration de l'Ancien Régime de l'armée catholique et royale, dîme et intolérance religieuse comprises, n'est jamais cité.

Révolution inutile, menteuse, paranoïaque et cruelle, conduite par des manipulateurs de la parole, dont Robespierre, *"champion de la communication"* (!), exploitant des foules animées par des pulsions barbares et des rêves utopiques pour satisfaire leurs mesquines ambitions : telle fut la première esquisse dessinée par Furet de ce qui devait s'appeler en 2008 *Le Livre noir de la Révolution française*.

Avec ce livre édité par Le Cerf, une étape est franchie.

C'est un collage d'écrits contre-révolutionnaires venus d'époques diverses : sont convoqués les témoins à chaud de la révolution tels que Chateaubriand, le vicomte de Bonald ou Joseph de Maistre, les royalistes de l'entre-deux-guerres, Maurras et Bainville, qui s'efforçaient de faire barrage à la "contamination bolchevique" en parant la monarchie de toutes les vertus politiques, voire des essayistes enfants chéris de nos médias tels que Reynald Sécher, le promoteur du "génocide vendéen", ou Stéphane Courtois, toujours prêt à mettre sa notoriété douteuse au service de l'analogie fautive jacobinisme égale stalinisme.

Catalogue hétéroclite de noms inconnus (dont un biographe de la princesse Grâce de Monaco !) ou connus (Emmanuel Leroy Ladurie et Jean Tulard n'ont pas hésité à cautionner l'entreprise en lui apportant la garantie de leur compétence d'historiens chacun dans son domaine)

rassemblés par le directeur de collection du Cerf, le père dominicain Escande, qui, lui, n'a jamais écrit d'étude historique : sans doute estime-t-il que la grâce divine pallierait cette lacune.

Furet a donc ouvert la voie aux délires en vogue aujourd'hui, qui sont moins destinés à éclairer le passé qu'à barrer la route de l'avenir en noircissant toute action révolutionnaire.

Furet évoquait discrètement des foules aux pulsions meurtrières archaïques. J.-C. Petitfils, le conseiller historique du docu-fiction diffusé sur France 2 à la gloire de Louis XVI et de Marie-Antoinette, nous montre *"des amazones déguenillées, dépoitraillées, des harengères, des marchandes de vin, des blanchisseuses, des filles de chambre, des catins..."* qui marchent sur Versailles le 5 octobre 1789, obligent le roi à ratifier la Déclaration des droits de l'homme avant de le conduire à Paris, *"foule irrationnelle et impulsive qui s'apprêtait à égorger la malheureuse* (Marie-Antoinette) *et à faire des cocardes avec ses boyaux"* (2).

Si le père Escande a choisi de publier telle page du vicomte de Bonald ou de Joseph de Maistre, c'est qu'ils servent son projet politique d'aujourd'hui, reconstruire un ordre social et politique chrétien dirigé par Dieu : dans son avant-propos, il présente son ouvrage comme un *"bréviaire philosophique et politique recueillant les portraits et les pensées de certains qui s'opposèrent à la Révolution, et dont les perspectives,* ***loin d'être archaïques, éclairent les temps totalitaires et démocratiques"*** (souligné par nous).

Selon le vicomte de Bonald, en effet, il n'y a pas eu, il n'y aura jamais de peuple souverain, car le souverain, c'est celui qui fait la loi ; le peuple ne fait pas la loi, il lui obéit. La seule souveraineté réelle appartient à Dieu, qui prescrit la loi et délègue le pouvoir de la faire respecter au roi... C'est toujours le rêve de Benoît XVI et peut-être caressé à ses moments perdus par Nicolas Sarkozy...

J.-C. Martin a donné une interview à *Libération* (16 mars 2008) dans laquelle il définissait ce Livre noir comme une *"critique catholique de la révolution proche de l'intégrisme"*, alors que, selon lui, *"la Révolution française a permis la régénération du catholicisme en France"*.

Vision partiale et discutable. Si la révolution a régénéré le catholicisme, ce qui reste à démontrer, ce n'était pas son but prioritaire, lequel consistait à bâtir un nouvel ordre politique basé sur la souveraineté nationale.

"Il est vraiment impossible de faire passer la Révolution française pour antisémite, c'est un tour de passe-passe considérable", écrit J.-C. Martin.

Un contresens délibéré

Certes, mais c'est plus que cela, c'est un contresens délibéré. Ceux qui le commettent assignent à chacun une place dans la société définie en fonction de sa religion, et ils ne pardonnent pas à la Révolution française d'avoir accordé le droit de citoyenneté aux Juifs en ignorant leur croyance religieuse, alors que les rabbins d'Alsace y voyaient une menace pour leur pouvoir, un risque d'affaiblissement communautaire. Vision cléricale de l'histoire à laquelle la révolution a voulu substituer une vision politique, juridique, rationnelle, profane. Cette émancipation des Juifs opérée par la révolution est riche d'enseignements, elle n'est jamais expliquée dans nos manuels, qui bavardent à longueur de pages sur la tolérance qui relève d'une autre logique. Parce que cette émancipation s'est faite selon des modalités contradictoires avec celles que veut encourager l'Union européenne, qui dialogue avec les institutions religieuses prises comme éléments devant nécessairement structurer le débat public, tandis que la révolution n'a voulu connaître que des citoyens libres de croire ce qu'ils voulaient (ou de ne pas croire).

"Comparer Saint-Just au fascisme est absurde", écrit J.-C. Martin dans *Libération*.

Certes, mais c'est aussi une infamie. Où l'on retrouve, mais développée jus-

(2) Extrait de sa monumentale biographie de Louis XVI, qui exalte un roi acquis aux réformes

qu'à son terme logique, l'affirmation de Furet reprise par Courtois, selon qui le jacobinisme portait en germes le totalitarisme.

Pour armer la jeunesse d'aujourd'hui contre les mensonges, les omissions, les erreurs de perspective cultivées par les auteurs à la mode ou les institutions religieuses bien en cour à Paris ou à Bruxelles, il nous faut revenir aux acquis de la recherche historique.

Nicole Perron

Odile Dauphin : Le nazisme et la Seconde Guerre mondiale n'ont rien à voir avec la crise de 1929

Enseignement ou propagande religieuse ?

Himmler, Hitler et Göring en 1934.

Silence et tapage assourdissants

LA crise qui a explosé en 2007-2008 a mis en évidence l'ineptie d'avoir supprimé des programmes l'étude de la crise de 1929 et des années 1930, en tant que telle. En effet, en 3e, on ne l'aborde qu'à partir de ses répercussions en Allemagne et en France. Et en première, la thématique amène à aborder le phénomène des crises économiques dans le cadre d'un grand ensemble : *"L'âge industriel et sa civilisation du milieu du XIXe siècle à 1939"*, de façon très rapide, et comme *"des événements majeurs aux conséquences graves, qui infléchissent l'évolution sans en remettre en cause les données essentielles"*.

Ces instructions officielles n'incitent guère les manuels à en faire une étude approfondie. Les leçons des Magnard et Nathan-Jacques Marseille sont particulièrement indigentes. Quant aux documents, ils ne permettent le plus souvent que de décrire, mais pas d'expliquer les origines de la crise. Le graphique qui montre l'évolution du cours des actions commence en octobre 1929, soit au moment du krach. La courbe des années antérieures, qui montre bien le phénomène de "surchauffe", et le rôle de la spéculation boursière dans le déclenchement de la crise ont disparu. Les élèves devront se contenter d'apprendre que cette crise *"souligne le caractère parfois absurde"* de ce type d'économie.

Le nazisme est traité en première dans le cadre d'un deuxième grand thème, soit beaucoup plus tard. Il est abordé dans le cadre de l'étude des *"totalitarismes"*, pour laquelle les instructions officielles demandent de *"mettre en évidence les traits fondamentaux et communs des régimes totalitaires, tout en faisant la part de la spécificité de chacun"*. D'autre part, ces instructions officielles ne demandent pas de traiter les causes de l'arrivée au pouvoir des totalitarismes (Italie fasciste, Allemagne nazie, URSS stalinienne). Les manuels les évoquent parfois à peine. Nathan-Le Quintrec présente en moins d'une demi-page Hitler, la naissance du NSDAP, son programme, le coup d'Etat manqué de 1923, la crise économique, les différentes élections et l'arrivée au pouvoir des nazis.

On trouve souvent un graphique présentant deux courbes : celle de l'explosion du chômage et celle du progrès des votes en faveur du parti nazi. Conclusion logique : les chômeurs votent pour Hitler. Certes, la propagande le présentant comme le "dernier espoir" a porté, mais pourquoi ne trouve-t-on plus dans les manuels la ventilation des membres du parti par classes sociales et le pourcentage représenté par ces adhérents à l'intérieur de chacune d'entre elles : cela permettrait d'analyser correctement le graphique. Le chômage et la misère augmentent, le parti nazi se développe dans toutes les catégories sociales, mais surtout dans les classes moyennes, qui souffrent de la crise et ont peur de tout perdre, et dans la grande bourgeoisie.

Les instructions officielles, en demandant de mener de pair l'étude des trois "totalitarismes", amènent à privilégier une étude comparative. Pour Bréal, par exemple, *"des sociétés brutalisées par la guerre engendrent des régimes de type nouveau"* arrivés *"au pouvoir par l'action violente"*. *"Ces régimes entretiennent l'image d'un peuple toujours en mouvement, dont la violence s'oriente vers les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur."*

C'est ainsi que, par la composition thématique du programme, ses omissions, et sous l'influence du courant historiographique que nous abordons dans une autre contribution, les causes économiques de l'arrivée au pouvoir d'Hitler, le rôle de la grande bourgeoisie allemande et y compris dans la marche à la guerre, sont gommées, s'effacent derrière des causes purement idéologiques et s'expliquent par la *"brutalisation de la société"*. Il est significatif que n'apparaît plus la photo qui montrait la poignée de mains Hitler-Krupp, ni aucun autre document montrant une quelconque collusion entre les milieux d'affaires et le parti nazi avant l'arrivée au pourvoir de son chef.

D'après l'historien Yves Durand, il existe entre le nazisme et les milieux d'affaires *"les bases d'un accord profond"* (1)

Pour cet universitaire, qui a publié plusieurs ouvrages sur la Seconde Guerre mondiale, les milieux d'affaires *« partagent les objectifs nazis sur plusieurs points de vue :*

1. La politique nazie de réarmement et de préparation à la guerre leur offre des débouchés salvateurs (commandes de l'Etat) sans lesquelles ils étaient sur le point de s'effondrer (...). "Ce qui était attendu, en particulier, *écrit H. E. Volkmann (...)*, était une relance du marché intérieur par le réarmement comme promis par Hitler" *(Mais aussi développement des moyens de transport, industries automobile, navale et aérienne, fabrication d'ersatz chimiques intéressant particulièrement IG Farben).*

2. Les milieux dirigeants de l'économie aspiraient à un pouvoir fort et stable afin de garantir des projets à long terme et la paix sociale. Le régime policier et totalitaire nazi comble leurs vœux en les prémunissant contre la menace de subversion sociale (socialiste) engendrée par la crise.

3. Il y a même communion de principe plus profonde en matière de conceptions sociales. Le darwinisme social, la primauté "naturelle" des forts sur les faibles et le rôle imparti, en conséquence, au chef dans l'entreprise aussi bien que dans l'Etat, l'agressivité justifiée comme valeur positive et qualité attendue de chaque chef d'entreprise dans la concurrence sur le marché mondial (...). L'accueil fait au discours du futur Führer à l'Industrie Club, avant son accession au pouvoir, le prouve abondamment (...).

4. L'organisation de l'économie repose sur un compromis entre Etat nazi et chefs des grandes entreprises (...).

5. La grande majorité des dirigeants des entreprises sont acquis à l'idée d'expansion par la conquête d'un "vaste espace économique" dans lequel "l'économie des grands espaces" pourrait se développer et compenser les pertes de parts de marché mondial en crise qui les menace d'étouffement... avant une reconquête de celui-ci, soit par une confrontation économique, soit par la conquête militaire, nullement exclue de leurs plans (...). »

La place de la crise de 1929 dans les causes de la Seconde Guerre mondiale

Toujours d'après Yves Durand, même s'il n'y a pas de relation causale méca-

(1) *Les causes de la Deuxième Guerre mondiale*, pp. 37-38, Armand Colin, Cursus, 1992.

nique entre les deux, *"la guerre de 1939-1945 se situe dans le prolongement de la crise, bien plus que dans celui de la guerre précédente. Quoique non de façon mécanique, elle est sortie de la crise et peut bien être considérée, en partie, comme le produit de celle-ci."* La guerre *"ne peut s'expliquer hors du contexte créé par la crise qui a affecté l'ensemble du monde capitaliste au cours des années trente (...). Avec des décalages dans le temps, des différences d'intensité et de modalités, la production d'armements semble bien avoir été, un peu partout, appelée à la rescousse des économies en crise. Du Japon après 1931 aux Etats-Unis en 1941, on voit bien les effets directs que la guerre a pu avoir sur la relance des économies ; et les effets du réarmement sur la reprise de l'économie allemande dans le cadre des programmes hitlériens de préparation à la guerre ne sont pas douteux."*

Pourquoi, dans quel but, avoir privé depuis quelques années nos élèves de connaissances sur une partie aussi importante et aussi lourde de conséquences de l'histoire du XX^{e} siècle ? Nombreux sont d'ailleurs les enseignants qui ne suivent pas les instructions officielles et traitent la crise de 1929, à grand renfort de polycopiés. Leurs élèves peuvent ainsi mieux appréhender la crise d'aujourd'hui et suivre avec plus de recul et d'esprit critique le déroulement des événements actuels.

O. D.

Enseignement ou propagande religieuse ?

AU moment où le dalaï-lama devenait "citoyen d'honneur" de la ville de Paris, où le président des Etats-Unis, Barack Obama, prononçait le "discours du Caire" en direction du "monde musulman", où un message du pape était lu au cours de la cérémonie œcuménique organisée à Notre-Dame de Paris en hommage aux disparus du vol Brésil-France, les professeurs d'histoire-géographie devaient choisir un manuel de sixième, en fonction des nouveaux programmes de collège.

Un véritable *"enseignement du fait religieux"*

Et, hasard ? ceux-ci instaurent, pour la première fois, un véritable "enseignement du fait religieux", avec l'étude de deux des trois monothéismes indépendamment de leur contexte historique, en fin d'année de 6e. Certes, le ministère de l'Education nationale a renoncé au bloc des trois monothéismes comme il l'avait prévu initialement, ce qui induisait un autre grand écart chronologique, mais "l'esprit du programme" reste le même.

Pour appliquer ce programme, les manuels font plus ou moins de zèle. L'un (Magnard) présente dans le chapitre sur *"le Judaïsme"* une bande chronologique qui part du mythique *"pays de Canaan"* et aboutit à l'historique destruction du temple de Jérusalem par les Romains. Un autre (Hatier) cite un historien romain, Flavius Josephe, pour témoigner de l'existence de Jésus. Pourtant, il a été démontré que ce Juif pratiquant ne pouvait avoir parlé de "Jésus de Nazareth" et que cette "preuve" historique de l'existence du Christ a probablement été ajoutée par un moine copiste trop zélé. On peut aussi lire dans la leçon (Nathan) : *"Jésus est un Juif qui vit dans la province romaine de Palestine au Ier siècle..."*, sans que soit précisé : d'après la tradition, ou d'après les sources chrétiennes.

Comment comprendre un tel recul de la rationalité ?

Il s'agit ici d'autre chose

Car si les religions, composantes importantes des civilisations, et le rôle des clergés, leur puissance économique et politique, ont toujours été étudiés, on voit bien qu'il s'agit ici d'autre chose. Le changement, à la fois qualitatif et quantitatif, a commencé au milieu des années 1990.

Les programmes mis en place à partir de ce moment, et en vigueur jusqu'en 2009, consacrent au christianisme et à ses fondements l'équivalent d'un trimestre de cours entre la sixième et la seconde. Le nouveau programme de sixième (rentrée 2009) n'inverse pas la tendance. Il dédie à l'étude des deux premiers monothéismes deux fois plus de temps qu'à celle de *"l'Orient ancien"*, c'est-à-dire la Mésopotamie (passage à l'agriculture et sédentarisation, premiers Etats, découverte de l'écriture ...) et l'Egypte ! Dans le Hatier de 5e 2005, le vocabulaire religieux atteint les 40 % des mots à apprendre. Le Hatier de seconde consacre quarante pages à *"la naissance du christianisme"* et vingt-huit à la Révolution française. Hachette de première voue un chapitre de douze pages au *"fait religieux en Europe et en Amérique du Nord"* entre 1850 et 1939.

"Le monde ouvrier" au XIXe siècle en une page

Les préoccupations métaphysiques sont développées au détriment des basses réalités de l'existence. Comment la majorité des hommes vivaient-ils et travaillaient-ils ? Le Magnard de 6e 2000 se contente de préciser que *"les esclaves n'ont aucun droit"*, le Belin de 5e 2001 ne consacre que deux pages aux paysans au Moyen Age (90 % de la population), le Belin de 4e 2002 bâcle *"le monde ouvrier"* au XIXe siècle en une page.

L'organisation des travailleurs, leurs luttes pour améliorer leur sort sont, elles aussi, réduites à la portion congrue. Les révoltes paysannes d'avant la Révolution n'existent quasiment pas. L'expression "mouvement ouvrier" est bannie. Les instructions officielles en réduisent l'étude à une à deux heures au lycée. En seconde, le "socialisme utopique", l'anarchisme sont absents du Nathan, la biographie de Karl Marx est oubliée par Bordas et Magnard. En première, la Commune est le plus souvent évoquée en quelques lignes. La grève générale de 1968 a sans doute été la plus importante de l'histoire avec 10 millions de grévistes. Pourtant, le Hatier de terminales 2008 ne la fait apparaître que par quelques dates illustrant *"l'émergence d'une culture jeune"* dans un dossier consacré à *"l'avènement d'une culture de masse"* inséré dans le chapitre *"Les Français depuis 1945"*. Pas un mot, en revanche, dans celui sur *"La France de la Ve République"*. Comment les élèves peuvent-ils apprécier l'importance de ce mouvement social profond et en connaître les causes ?

Les crises économiques et leurs conséquences dramatiques ne sont plus étudiées, sinon comme les versants décroissants du trend. D'ailleurs, existent-elles vraiment ? Ne convient-il pas mieux de parler de *"crise de croissance"* ou de *"croissance ralentie"* ?

En géographie aussi, les hommes disparaissent

En géographie aussi, les hommes disparaissent, en dehors de quelques notions démographiques (taux de natalité trop ou pas assez élevé ...) et des flux migratoires. L'étude des sociétés (catégories socioprofessionnelles, niveau de vie, inégalités, mobilité sociale, chômage et son traitement) est le plus souvent réduite à quelques documents.

Les "causes supposées" du sous-développement, qu'elles soient historiques, économiques, financières (la dette), ne sont pas au programme, précisent les instructions officielles. En découle une

vision de la situation économique et sociale de la majorité des êtres humains misérabiliste et fataliste, parfois assez condescendante, à la limite du déterminisme, et non dénuée de visions stéréotypées : les Africains ont faim, les guerres sont *"ethniques"* et-ou *"religieuses"*...

En effet, à ces choix quantitatifs s'ajoute la manière dont sont traités ces différents sujets. Outre cette invasion du religieux, on peut constater que la manière de l'aborder ne satisfait pas toujours aux exigences de nos disciplines. Les exemples pris dans les manuels de 6e 2009 ne sont pas isolés. Belin de 6e 2000 interroge : *"Où habitaient les parents de Jésus ?"*, et Hachette de 5e 2005 : *"Qu'est-ce qui, dans la vie de saint Louis, justifie que l'Eglise décide d'en faire un saint après sa mort ?"* Le Bordas de seconde 2005 propose en exercice aux élèves d'essayer d'identifier des "personnages" à partir d'une phrase censée les qualifier : *"Vainqueur d'une guerre civile, il a fondé le culte impérial, et l'on a commencé à lui rendre un culte"*, *"Un des compagnons de Jésus-Christ, il finit sa vie à Rome"*. Même confusion entre faits historiques vérifiables et ceux relatés uniquement par des textes religieux dans des outils classiques de l'étude de l'histoire : bande chronologique, index biographique où Jésus-Christ figure entre Olympes de Gouges et le marquis de La Fayette (Nathan/Le Quintrec de seconde 2005).

Une présentation particulièrement favorable

On peut ajouter à cela que le christianisme, et tout particulièrement le catholicisme, bénéficient d'une présentation particulièrement favorable. On aura du mal à trouver dans les manuels les procès de l'Inquisition, notamment contre les scientifiques et les humanistes, la condamnation de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et celle du socialisme et du rationalisme (le Syllabus) par la papauté à un siècle de distance. Les pogroms commis par les croisés en marche pour la Palestine, l'antisémitisme de "saint Louis" sont quasiment toujours oubliés.

A côté de cette histoire pacifiée, édulcorée, idéalisée de l'Occident chrétien, dans laquelle le "message du Christ" n'est qu'amour, facteur de progrès et d'émancipation, les autres religions sont ou absentes complètement des programmes, comme l'hindouisme et le bouddhisme, ou souvent caricaturées, comme l'islam. Outre l'insistance sur la place de la femme dans le Coran, sans aucune référence à la date à laquelle il a été écrit (alors que les pages consacrées au judaïsme n'abordent pas ce sujet), la définition souvent incomplète du djihad (des djihads) ne peut que conforter la traduction univoque de "guerre sainte". Les nouveaux programmes de collège aboutissent à donner de cette religion et du monde dans lequel elle s'est développée une vision dépourvue de neutralité. Après la présentation de bases de l'islam et de la conquête, étude de la traite arabe, puis des *"conflits au Moyen-Orient"* et enfin des *"menaces terroristes"*. En revanche, passent à la trappe la civilisation arabo-musulmane, les apports des artistes, philosophes, scientifiques et techniciens musulmans. Durant toute la scolarité de collège, voilà comment est présentée cette civilisation à nos élèves, dont une part non négligeable est issue.

Oubliées, les victimes de la répression versaillaise

L'histoire du mouvement ouvrier est, elle aussi, défigurée. La Commune fait partie, avec *"la tentative de restauration monarchique"*, de la *"première année d'existence difficile"* que la III[e] République a connue (Hachette de Ire 2007). Le Nathan 2004 oublie les victimes de la répression versaillaise (20 000 fusillés, 40 000 prisonniers, dont près de la moitié déportés au bagne), mais cite la *"centaine"* d'otages exécutés par les Communards. Les mutineries et grèves de 1917, qui manifestent le rejet de la guerre et de ses carnages, sont *"rapidement contrôlées"* (Bréal de I[re]) par des gouvernements qui *"rétablissent le calme sur le*

front et à l'arrière", d'ailleurs ces mutineries sont très minoritaires et n'ont pas causé de désertions (Magnard). Les grèves de 1936 se développent dans la joie et une ambiance festive, et *"le Front populaire y répond par les lois sociales de l'été 36"* (Hatier). Belin de Ire 2007 cite la phrase célèbre de Maurice Thorez, et demande aux élèves : *"Pourquoi faut-il savoir terminer une grève ?"* Bréal est le seul à préciser que *"le gouvernement est obligé d'aller au-delà du programme du Front populaire"* (en instaurant notamment les délégués du personnel) et que la loi qui crée les premiers congés payés est postérieure aux accords Matignon, obtenue sous la pression de ces grévistes qui ne veulent pas reprendre le travail. Les formidables réformes mises en œuvre à la Libération (Sécurité sociale, nationalisation de secteurs importants de l'économie...) sont accordées par le gouvernement. Pour les élèves, le peuple n'y est pour rien, puisqu'ils ne comparent plus le programme du Comité national de la Résistance avec ces réformes et ne peuvent pas faire le lien entre celles-ci et le puissant mouvement insurrectionnel que connaît la France en 1944-1945.

Une grande profusion d'associations caritatives

Parallèlement, la "solidarité" non instituée tient de plus en plus de place dans les programmes d'instruction civique. Depuis plusieurs années, en 5e, un chapitre lui est consacré, avec une grande profusion d'exemples d'associations caritatives : pièces jaunes, Restos du cœur, Armée du salut, Secours catholique... Mais, avec les nouveaux programmes, c'est le passage à l'action. A partir de 2010, *"les élèves découvrent ce qu'est une action collective à finalité de solidarité, par une étude de cas ou la mise en œuvre d'un projet..."*. Les instructions officielles recommandent d'utiliser l'équivalent du temps imparti à l'étude de l'Orient ancien (Mésopotamie et Egypte) en 6e pour ce qu'on aurait appelé, il n'y a pas si longtemps, une "B.A." (bonne action).

Le religieux et l'irrationnel privilégiés, magnifiés

Le religieux, l'irrationnel sont donc privilégiés, magnifiés, alors que les dures réalités sociales s'estompent. Le caritatif, l'investissement bénévole sont proposés comme seules solutions aux problèmes économiques et sociaux. Les élèves sont privés de la mémoire des luttes des générations précédentes qui ont permis d'obtenir des conditions décentes de travail et de vie, des "droits", au travail, à l'instruction, à la santé, droits de plus en plus menacés.

Ces choix, ces changements quantitatifs et qualitatifs sont-ils le fait du hasard ? Nous ne le pensons pas.

Une véritable feuille de route du Vatican pour la France et l'Europe

En 1972, la Sacra Congrega pro Institutione Catholica, sise au Vatican, organise un symposium européen à l'Université catholique de Louvain, auquel participe notamment un inspecteur général de l'enseignement de l'histoire en France et le directeur de l'Ecole nationale des Chartes.

Sous les auspices du Conseil de la coopération culturelle du Conseil de l'Europe, le Saint-Siège, en la personne du Nonce apostolique lui-même — le cardinal Gabriel-Marie Garone —, cherche à établir qualitativement et quantitativement la place faite à *"la religion dans les manuels scolaires d'histoire en Europe"* (titre du rapport officiel publié en 1974 par le Conseil de l'Europe à Strasbourg).

C'est une véritable feuille de route du Vatican pour la France et l'Europe qu'énonce le représentant de la papauté en ouvrant les travaux : *"Cette réalisation (...) est la première grande contribution du Saint-Siège aux activités du Comité de l'enseignement général et technique du Conseil de l'Europe. C'est à la fois la suite et la conclusion d'une*

série de réunions consacrées aux manuels d'histoire et organisées sous les auspices du Conseil de l'Europe (...). Voici près de vingt ans que le Conseil se préoccupe de l'enseignement de l'histoire. Pour cette tâche, il a trouvé un précieux allié dans l'Institut international pour l'amélioration des manuels scolaires, qui (...) a accepté d'être le Centre européen de révision des manuels d'histoire et de géographie (...). Comme l'histoire tient une place importante dans la formation des jeunes, elle suscite un intérêt et un souci universels (...). La tâche du professeur d'histoire conscient de ses responsabilités est de reconnaître l'importance du phénomène religieux dans l'histoire de l'humanité et de donner à ses élèves un compte rendu impartial et équilibré de tous les événements qui ont pu l'influencer. Cet élément est également nécessaire pour former correctement la personnalité des jeunes (...). Notre colloque (...) consiste en un jugement de valeur quant à l'essence même de l'élément religieux et en un jugement existentiel impliquant deux questions : quelle est l'influence de l'élément religieux sur l'histoire de l'humanité et de quel traitement bénéficie-t-il dans les manuels d'histoire européens ?"

Ce discours inaugural, tenu par le représentant du pape, permet de comprendre où se situe la source à laquelle Régis Debray et Jack Lang se sont abreuvés pour introduire l'enseignement du "fait religieux" dans la France laïque. Toute la chaîne de cet enseignement, depuis la conception des programmes jusqu'à la classe du professeur en passant par les éditeurs et les rédacteurs de nos manuels d'histoire-géograhie, est concernée : *"C'est d'ailleurs à eux* (les délégués au colloque) *qu'il appartiendra de formuler en conclusion les recommandations qui seront soumises, pour approbation et mise en œuvre, aux autorités académiques, aux concepteurs des programmes, aux auteurs des manuels d'histoire, aux éditeurs et aux enseignants des Etats membres du Conseil de la Coopération culturelle du Conseil de l'Europe."*

Et de conclure : *"Nous souhaitons de tout cœur pouvoir, par nos communs efforts, contribuer non seulement à améliorer la qualité des manuels d'histoire, mais aussi à modeler dans le bon sens la personnalité des jeunes, qui sont, en définitive, les agents de ce monde meilleur dont nous espérons tous être les témoins à l'heure choisie par Dieu."*

"Impossible d'écrire l'histoire sans un certain nombre de convictions religieuses"

C'est à l'application de cette directive majeure, véritable mutation silencieuse de l'enseignement de l'histoire en France, que les divers gouvernements de la V[e] République, de "gauche" comme de droite, se sont fidèlement attachés. Ainsi s'expliquent la transformation miraculeuse de Jésus, d'essence biblique pour enfants du catéchisme en un Jésus lesté d'une biographie précise dont les éléments "historiques" sont exclusivement tirés des textes évangéliques, et l'introduction du "fait religieux" dans tous les programmes et manuels d'enseignement. Le Symposium de Louvain poursuit sa besogne de sape des consciences pétries de laïcité institutionnelle. Sous couvert de "fait religieux", c'est la croyance religieuse, la religion elle-même, que l'enseignant est chargé de "faire passer", puisque l'Eglise proclame qu'*"il est probablement impossible d'écrire l'histoire sans un certain nombre de convictions religieuses"*.

La mise en application des "recommandations" émises par le Symposium de Louvain s'accélère après la chute du mur de Berlin, la désintégration de l'URSS et le traité de Maastricht. En voici quelques jalons :

• Début des années 1990, le rapport Joutard pointe notamment l'inculture des jeunes en matière religieuse, et Dominique Borne, doyen de l'Inspection générale d'histoire et de géographie, déplore qu'ils ne sachent pas reconnaître les sujets (chrétiens) de nombreuses œuvres d'art.

• A partir du milieu des années 1990, nouveaux programmes d'histoire-géographie analysés ci-dessus.

Le *"fait religieux"*

• 2002 : le rapport Régis Debray remis au ministre de l'Education, Jack Lang, recommande un enseignement du "fait religieux" à l'école dans le cadre de huit disciplines dont l'histoire, pour donner du sens, comprendre le monde contemporain (car, dit-il, il faut connaître le wahhabisme pour comprendre les problèmes du Moyen-Orient) et permettre la *"recherche à travers l'universalité du sacré d'un fond de valeurs fédératives"*.

• 18 février 2005 : M. Brard (député de Montreuil) propose un amendement à la loi Fillon. Partant de la constatation que *"l'enseignement du fait religieux est présent de manière diffuse dans les programmes de nombreuses disciplines, histoire, lettres, arts plastiques, musique"*, il propose de le rendre plus structuré et de l'étendre aux langues et à la philosophie. Il ne s'agit plus d'expliquer la puissance de l'Eglise au Moyen Age, ni son instrumentalisation par la monarchie absolue, ni les motivations complexes des croisades (dans lesquelles la foi a bien naturellement sa part), il s'agit de repérer un "fait religieux" indéfini qui court tout au long de l'histoire humaine selon Brard, puisqu'il *"marque tout à la fois l'actualité en permanence et constitue l'une des clés d'accès à la culture"*.

• Le 4 décembre 2005, la recommandation européenne 1720 *"Education et religion"*, adoptée par l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, affirme entre autres : *"Le Conseil de l'Europe accorde à l'éducation un rôle central dans la construction d'une société démocratique, mais l'étude des religions dans les écoles n'a pas encore fait l'objet d'une attention particulière (...). L'Assemblée constate que les trois religions monothéistes du Livre ont des racines communes (Abraham) et partagent beaucoup de valeurs avec d'autres religions, et que ces valeurs sont à l'origine de celles défendues par le Conseil de l'Europe."*

En conséquence, l'assemblée recommande au Conseil des ministres de *"promouvoir la formation initiale et continue des enseignants du fait religieux et d'envisager la création d'un institut européen de formation d'enseignants pour l'étude comparative des religions"*.

Et à propos des programmes, *"le Conseil de l'Europe consultera tous les partenaires concernés par cette démarche, y compris les représentants des confessions religieuses"*.

Alors que la loi de 1905 distingue soigneusement ce qui relève du privé (les croyances religieuses) et ce qui relève d'un enseignement rationnel délivré par l'école publique laïque à tous les élèves indépendamment de leurs croyances, cette directive efface délibérément cette distinction, qui est au cœur de la laïcité.

"Mettre dans la tête des élèves de l'école maternelle ce patrimoine religieux"

• L'Institut européen en sciences des religions (IESR), fondé en 2006, applique à la lettre ce programme européen. Dominique Borne, ancien doyen de l'Inspection générale d'histoire et de géographie, et successeur de Régis Debray à la présidence de l'IESR, s'est exprimé clairement sur la mission d'évangélisation dévolue maintenant à l'école publique. Dans une réunion organisée le 2 avril 2008 par le centre pédagogique de l'académie de Paris, il a martelé le nouvel "évangile" pédagogique devant des enseignants rétifs. Il faut *"mettre dans la tête des élèves de l'école maternelle* (sic !) *ce patrimoine religieux et mettre en évidence le croisement du croire et du savoir, et ne pas éliminer la vérité religieuse. Il faut distinguer différents ordres de vérité : l'ordre historique et l'ordre symbolique (...). Nous combattons tous les fondamentalismes même les scientifiques... Il y a différents ordres de vérité et il faut éviter de procéder à des chocs de vérités."*

L'IESR est impliqué dans un programme de recherche européen REDCO (financé par l'Union européenne), dont

la plaquette de présentation indique que son équipe interdisciplinaire intervient dans *"les domaines de la sociologie, des sciences politiques, de l'ethnologie, de la théologie, des sciences islamiques, des sciences de l'éducation..."*.

Ce programme a pour objectif de *"mieux comprendre comment la religion et la religiosité des enfants des jeunes et des étudiants peuvent être intégrées au processus éducatif afin de promouvoir une compréhension des valeurs partagées et développer le respect mutuel"*.

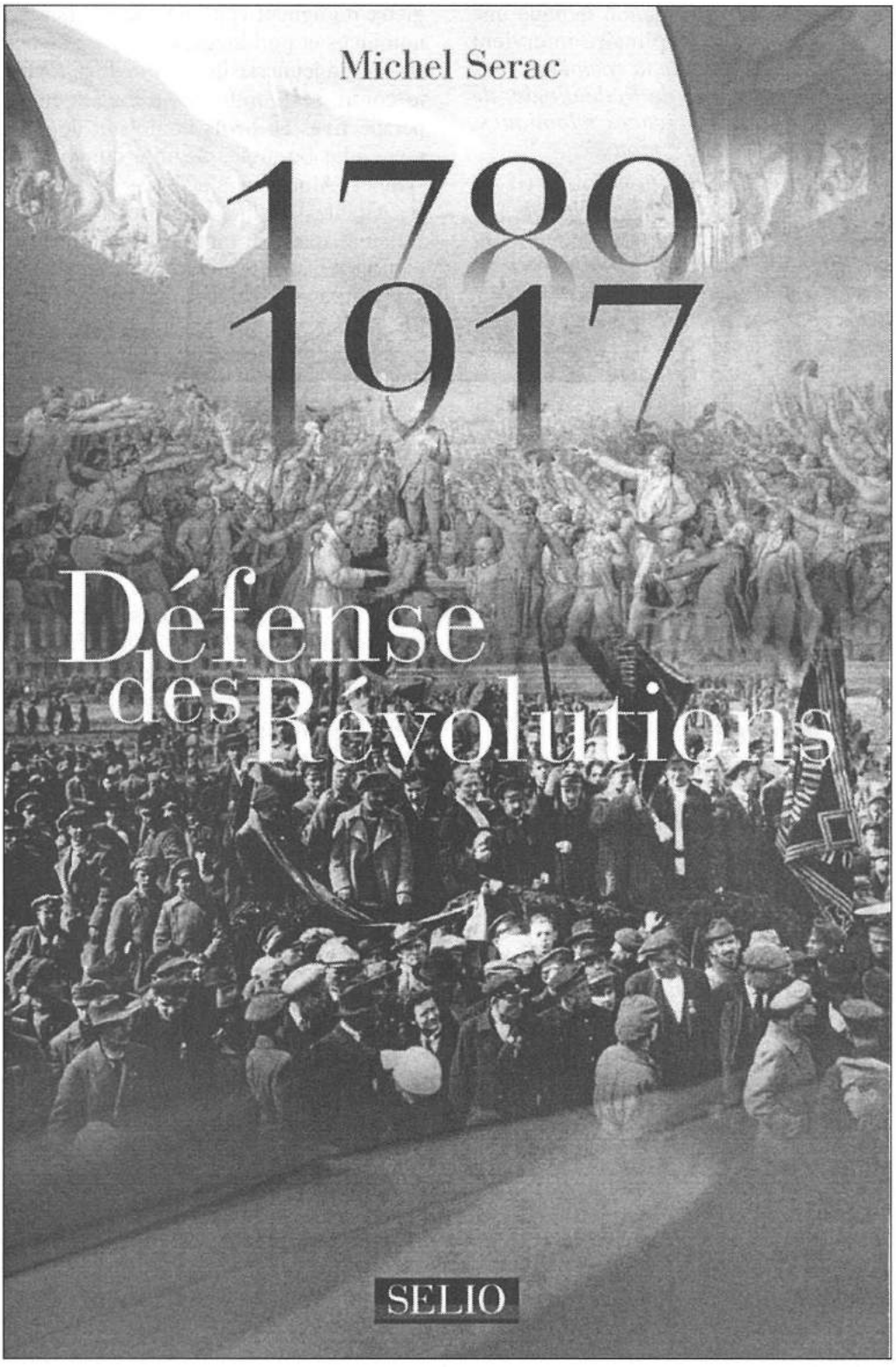
• Printemps 2008 : les professeurs sont invités à donner leur avis sur les projets de futurs programmes de collège, mis en ligne sur le site "Eduscol.education.fr". Ils découvrent qu'il s'agit d'enseigner, de façon non détournée, le "fait religieux" en 6e, avec le chapitre sur *"Les débuts des trois monothéismes"*. Face à l'opposition de nombreux enseignants, le ministère opère un recul partiel, comme nous l'avons exposé en introduction.

Les intérêts des pouvoirs religieux rejoignent ceux des pouvoirs économiques et politiques

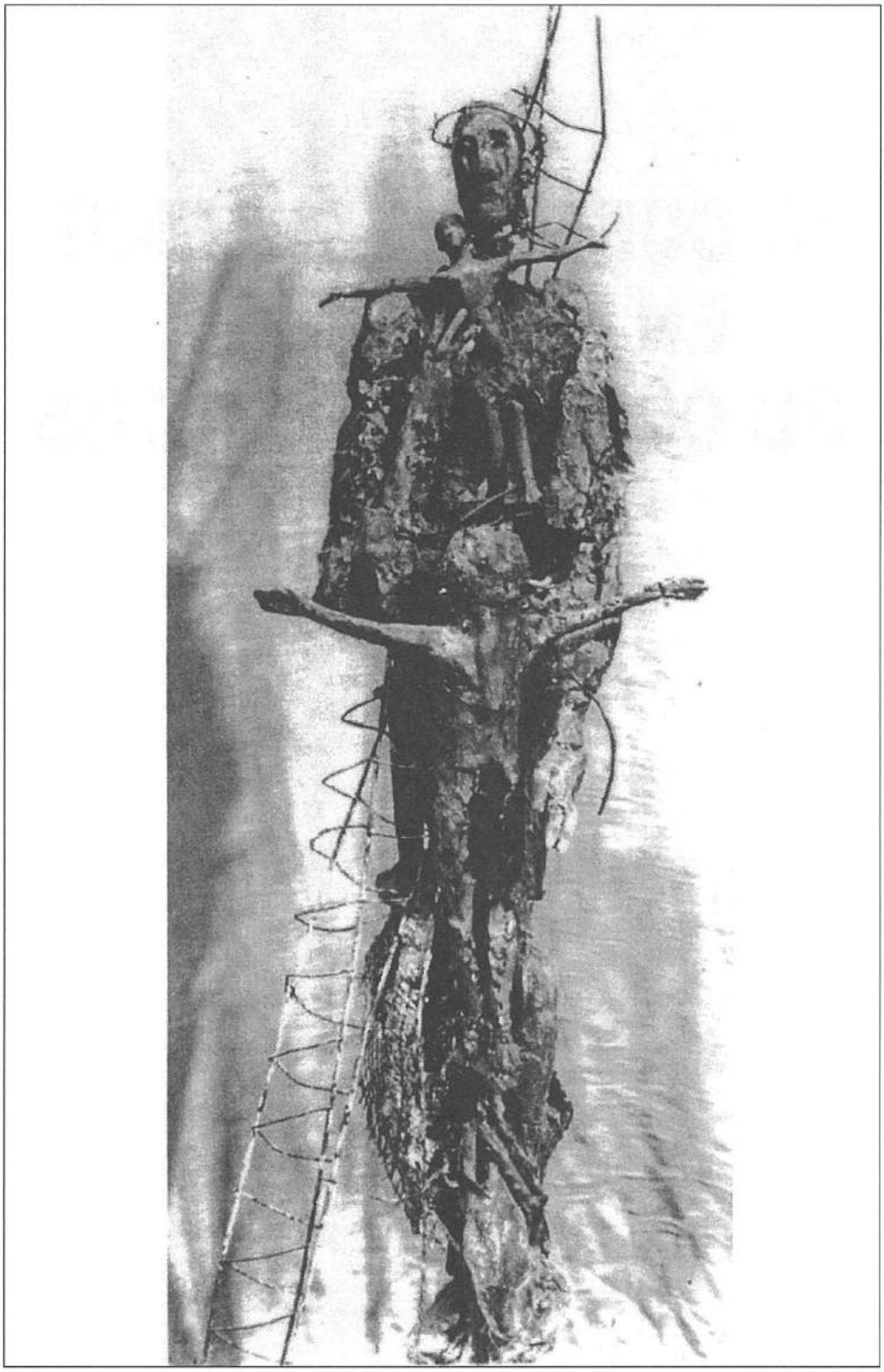
Il s'agit donc bien d'une véritable offensive où les intérêts des pouvoirs religieux rejoignent ceux des pouvoirs économiques et politiques. Le but est de détourner la jeunesse de la voie de la révolte contre ses conditions d'études et les perspectives de petits boulots et de chômage plus ou moins déguisé qui sont les siennes. Alors que s'accroissent à toutes les échelles les inégalités, les injustices, il faut disqualifier tout projet de transformation sociale et canaliser le désir d'agir des jeunes en remettant au goût du jour les vieilles recettes du caritatif rebaptisé en "solidaire". Et comme seuls 12 % des Français, d'après l'INSEE, pratiquent réellement une religion, l'école publique se voit chargée d'assurer une instruction religieuse que les jeunes ne vont plus chercher au catéchisme, afin d'offrir une réponse "spirituelle" à leur légitime questionnement.

En 2008, le Livre blanc sur le dialogue interculturel du Conseil de l'Europe (Strasbourg, 7 mai 2008) affirme : *"Le dialogue interreligieux peut aussi contribuer à renforcer au sein de la société le consensus autour des solutions aux problèmes sociaux."* Et le chef de l'Etat français, nouveau chanoine du Latran, affirme dans son discours que le curé est supérieur à l'instituteur, s'inscrivant ainsi directement dans les recommandations comminatoires faites par le Saint-Siège à la France, il y a 36 ans, à Louvain.

O. D.


Michel Serac
1789
1917
Défense des Révolutions
SELIO

II. OUBLIS ET TRAFICS EN TOUT GENRE, OU QUELQUES VÉRITÉS RÉTABLIES



Statue du Christ par le sculpteur soviétique Levon Lazarev, fils d'un trotskyste géorgien fusillé en 1938 après avoir été accusé de mettre des charançons dans le blé pour affamer ses compatriotes.

Rémy Janneau : *Testimonium flavianum*

Le tabou de l'antisémitisme

Nolte dès le cours moyen

L'antisémitisme russe n'a rien d'un phénomène inconnu mais il a fait l'objet de toutes les controverses, de tous les contresens, de toutes les exagérations comme de tous les camouflages. L'antisémitisme a joué un rôle essentiel et public dans la Russie tsariste où sont nés, sous la plume des policiers et des propagandistes d'extrême droite, les deux grands mythes du « complot juif mondial » puis du « judéo-bolchevisme », repris par les nazis. Après une interruption due à la révolution il a ressurgi, à la fois agressif et honteux – quoique souvent présenté de façon apocalyptique – dans l'Union soviétique de Staline, Khrouchtchev et Brejnev et, après un exode massif des juifs, retrouve une virulence nouvelle dans la Russie dite démocratique du président Poutine.

Spécialiste de la Russie contemporaine, Jean-Jacques Marie livre ici une synthèse réfléchie et sans concession de cette question difficile. Il dresse un tableau détaillé de la période tsariste, de la fin du XVIII^e siècle au début du XX^e siècle, revient sur les politiques de confinement, de conversions forcées et de pogromes mises en œuvre par les différents régimes pour exclure la population juive de l'empire ou la réduire à un statut d'émigrés de l'intérieur ou de l'extérieur.

Agrégé de lettres et historien, Jean-Jacques Marie a consacré de nombreux ouvrages de référence à la Russie du XX^e siècle, parmi lesquels : *Les Peuples déportés d'Union soviétique* (Complexe, 1995), *Staline* (Fayard, 2001), *La Guerre civile russe* (Autrement, 2005), *Cronstadt* (Fayard, 2005), *Trotsky* (Payot 2006) ou *Le Dimanche rouge* (Larousse, 2008).

9 782847 342987
www.tallandier.com
Couverture : le dessin reprend celui d'une des nombreuses éditions contemporaines du *Protocole des sages de Sion* vendu aujourd'hui dans toutes les bonnes librairies de Russie © D.R.
ISBN 978-2-84734-298-7 / Imprimé en Italie 04.2009
27 €

JEAN-JACQUES MARIE

L'ANTISÉMITISME EN RUSSIE

JEAN-JACQUES MARIE

L'ANTISÉMITISME EN RUSSIE

de Catherine II à Poutine

Tallandier

Le *testimonium flavianum* prouve-t-il l'existence de Jésus ? Faux et usage de faux

LES épais dossiers consacrés dans les manuels de 6e au judaïsme et au christianisme (de 15 à 20 pages par religion, suivant les éditeurs) regorgent, pour ce qui concerne le christianisme, d'extraits des *Actes des apôtres* et des évangiles, *"grâce* (auxquels) *on connaît la vie de Jésus"* (Magnard 2009), y compris lorsqu'ils décrivent, sans plus de commentaire, la réalisation d'un miracle. A ces documents tardifs et porteurs de la *"bonne nouvelle"* plus que de la vérité historique, se mêlent des sources profanes, parfois Tacite et invariablement Flavius Josèphe.

Les auteurs n'osent tout de même pas citer la *Vie des douze Césars,* de Suétone (vers 70-après 128), qui, dans la biographie de Claude (41-54), note le fait suivant : *"Comme les Juifs se soulevaient continuellement, à l'instigation d'un certain Chrestos, il les chassa de Rome."* On voit mal, en effet, en quoi l'agitation entretenue par un certain Chrestos (dont Flavius Josèphe, historien fort minutieux, ne souffle mot quant à lui, et dont nous ne savons rien de plus) dans les années 40 *"prouverait"* la naissance du Christ 4 ou 5 ans avant lui-même et sa crucifixion vers 33.

Le manuel Belin (2009) convoque, en revanche, Tacite (vers 55-120) et le célèbre passage des *Annales* où sont évoqués les supplices infligés, après l'incendie de Rome (64), *"à ces hommes détestés pour leurs abominations et que le vulgaire appelait chrétiens. Ce nom,* précise-t-il, *leur vient de christ, qui, sous Tibère, fut livré au supplice par le procurateur Pontius Pilatus."* Ce texte est connu par un manuscrit unique, copié au XIe siècle, découvert en 1429 et acquis par les Médicis en 1444. A supposer que la seconde phrase, tenue évidemment pour décisive par les historiens chrétiens, ne soit pas une interpolation, c'est-à-dire un ajout d'un scribe zélé au cours des longs siècles pendant lesquels le livre fut reproduit dans les *scriptoria* des monastères, ce que l'on disait des chrétiens dans les années 60 et l'écho que peut s'en faire un historiographe du IIe siècle ne prouvent rien quant à l'historicité du Christ, chaque génération ayant repris la tradition orale en la déformant et l'enrichissant en fonction du message à délivrer. A l'heure où des rumeurs accusent — à tort — Néron d'avoir incendié Rome, en effet, la majeure partie des textes qui devaient constituer le *Nouveau testament* reste à

écrire. Les évangiles le seront entre 65 (Marc) et 95 (Jean).

Tous les manuels, *sans exception* — ce qui est inédit — citent un passage très controversé des *Antiquités juives*, de Flavius Josèphe, général juif rallié au vainqueur, proche des Flaviens et citoyen romain (né vers 38, mort vers 100). Avec ce *testimonium flavianum* qui rompt curieusement la continuité du récit des calamités qui frappaient les Juifs sous la procurature de Pilate, l'Eglise a longtemps cru tenir la preuve absolue de l'historicité de Jésus : *"C'est vers ce temps-là que parut Jésus, homme sage, si toutefois il faut l'appeler un homme. Car c'était un faiseur de miracles et le maître des hommes qui reçoivent avec joie la vérité. Il attira à lui beaucoup de Juifs et beaucoup de Grecs. C'était le Christ. Et lorsque, sur la dénonciation de nos premiers citoyens, Pilate l'eut condamné à la crucifixion, ceux qui l'avaient d'abord chéri ne cessèrent pas de le faire, car il leur apparut trois jours après, ressuscité alors que les prophètes divins avaient annoncé cela et mille autres merveilles à son sujet. Ce groupe appelé d'après lui celui des chrétiens n'a pas encore disparu."* Ce texte a, dès le XVI^{e} siècle, troublé certains érudits : seul un chrétien pouvait voir en Jésus le Christ (le Messie) et croire à sa résurrection. Or Josèphe est toujours resté attaché au judaïsme pharisaïque. Mais, renié par ses coreligionnaires, en raison de sa trahison, il a été transmis par les seuls chrétiens. Le *testimonium* est mentionné pour la première fois dans l'*Histoire ecclésiastique*, d'Eusèbe de Césarée (265-340), alors qu'Origène (vers 185-254), théologien alexandrin qui avait eu accès, antérieurement, à l'œuvre de Josèphe, niait qu'il eût reconnu en Jésus le Messie. Par ailleurs, les versions syriaques et arabes retrouvées depuis ne comportent pas le passage incriminé. L'interpolation ne fait donc aucun doute.

L'authenticité du *testimonium* a été contestée par les érudits protestants, puis par Voltaire : *"On sait assez combien les chrétiens se sont permis d'être faussaires pour la bonne cause. Ils ont falsifié, et très maladroitement, le texte de Flavius Josèphe : ils ont fait parler ce pharisien déterminé, comme s'il eût reconnu Jésus pour Messie"* (1). Depuis le XIX^{e} siècle, le débat ne porte plus que sur l'étendue de la falsification. Flavius Josèphe est donc, pour le moins, un *"témoin à risques"* à *"manipuler avec prudence"* (2). Prudence dont se dispensent aujourd'hui certains historiens adeptes de la falsification par omission. Dans une récente *Histoire du christianisme* publiée sous la direction prestigieuse d'Alain Corbin, Daniel Marguerat présente ainsi le *testimonium* : *"Les sources non chrétiennes sont rares ; les historiens romains n'ont pas jugé l'événement digne d'être raconté. Mais un historien juif, Flavius Josèphe, présente dans ses* Antiquités juives *(93-94) cette notice : ..."* (3). Suit la citation, sans le moindre commentaire ! Forts d'une telle caution *"scientifique"*, les auteurs des manuels de 6^{e} peuvent, en toute bonne conscience, livrer à nos élèves un faux pour une source incontestable. Les *"adaptations"* à l'usage de jeunes enfants trahissent parfois l'embarras et prêtent même à sourire. Dans certaines versions, Jésus n'accomplit pas des miracles, mais des *"œuvres prodigieuses"* (Hatier, Nathan), il lui arrive même de ne pas ressusciter (Hatier), sa qualité de Messie est parfois précédée d'un prudent *"peut-être"* (Hachette)... Cette étrange liberté de traduction ne peut toutefois masquer le recours à l'usage de faux pour abuser et endoctriner des enfants de 11 ans !

Soyons clairs : l'existence de Jésus n'impliquant pas l'adhésion à sa foi, son historicité, si elle était scientifiquement établie, ne gênerait guère les athées. L'existence indéniable de Mahomet ne valide en rien les dogmes islamiques et Moïse aurait-il existé que la Bible ne serait pas une source historique plus fiable. L'essentiel est ailleurs, dans le fait que l'existence *possible* d'un personnage re-

(1) *Histoire de l'établissement du christianisme*. Cité par Mireille Hadas-Lebel, *Flavius Josèphe, le Juif de Rome*, Fayard.
(2) François Gauvin, *Le Point* hors série, décembre 2008-janvier 2009.
(3) Daniel Marguerat, *Jésus de Nazareth. Prophète ou fils de Dieu ?*, in Alain Corbin (dir.), *Histoire du christianisme*.

ligieux est présentée ici comme scientifiquement attestée. Il est de bon ton, il est vrai, d'asséner, sans plus de précision, que les preuves abondent. Où sont-elles ? Les sources épigraphiques (essentielles en histoire romaine) et iconographiques sont inexistantes pour les deux premiers siècles. Les sources archéologiques sont abusivement sollicitées. Les sources religieuses n'ont jamais eu pour objet de rendre compte de la vérité historique. Comme l'affirmait, au cours d'une conférence, le latiniste et historien Claude Aziza, *"Suétone est une concierge et Tacite un romancier"* (4). Le *testimonium flavianum* est un faux... En quoi, dans ces conditions, l'existence de Jésus est-elle mieux établie que celle de Thésée et de Romulus ? Nous touchons là à ce qui sépare l'enseignement de l'histoire de celui du *"fait religieux"*. Dans le premier cas, on expose des faits attestés et l'on fait, le cas échéant, la part de ce qui est *plausible* au regard de textes parfois tardifs et sujets à caution. Dans l'autre, on falsifie l'histoire pour la mettre en conformité avec la tradition catholique.

R. J.

(4) Rendez-vous de l'histoire, Blois, 2006.

L'antisémitisme des Capétiens Un tabou qui a la vie dure

L'antisémitisme (ou, si l'on préfère, l'antijudaïsme) des Capétiens a toujours été, à l'école primaire, l'un des points aveugles du *"roman national"*. Un silence persistant enveloppe ainsi les impositions abusives, les confiscations, les mesures d'expulsion édictées par Philippe Auguste. Même Philippe le Bel, longtemps victime d'une véritable légende noire, échappe à ce rappel inconvenant (1). Des dossiers sont volontiers consacrés aux templiers, mais des Juifs, lourdement imposés, pour qui s'allumèrent également les bûchers, pas un mot. Tout au plus, un dossier Hachette de 2006 indique-t-il, dans une liste de mesures destinées à résoudre les difficultés financières de l'Etat, entre une la levée d'impôts et l'altération des monnaies, que le roi *"oblige les Juifs à lui verser de fortes sommes"*. L'absence de tout commentaire pourrait suggérer que la sauvegarde du royaume lui commande de prendre l'argent où il est...

Le roi le plus intouchable reste évidemment Louis IX, qui pourtant fit brûler le talmud et imposa aux Juifs le port infâmant de la rouelle, ancêtre de l'étoile jaune, sous peine d'amende et de confiscation de la partie supérieure du vêtement au bénéfice du dénonciateur. Les manuels citent pratiquement tous la *Vie de saint Louis*, de Joinville, panégyrique rédigé en vue du procès de canonisation, mais jamais le passage où, après avoir approuvé les violences exercées par un chevalier sur la personne d'un rabbin qui ne voulait croire à la Vierge Marie, le bon roi résume virilement la manière dont il conçoit le dialogue entre les religions : *"Le laïc, quand il entend mal parler de la foi chrétienne, ne doit pas la défendre autrement qu'avec l'épée dont il doit donner dans le ventre autant qu'elle peut entrer"* ! (2).

En 1995 pourtant, Hachette croit venu le temps de lever un coin du tabou : *"Mais Louis IX montra à l'égard des non-chrétiens une intolérance qui surprend aujourd'hui. Sous son règne, les cathares de Montségur, dans les Pyrénées, furent brûlés vifs, et les Juifs furent persécutés. Il entreprit deux croisades*

(1) Un bon roman en apprend plus qu'un manuel complaisant. Lire sur le sujet *L'étoile du temple*, de Maud Tabaschnik.
(2) Cet extrait apparaît, en revanche, dans les manuels de collège, ainsi que l'ordonnance de 1269 sur le port de la *"rouelle"*.

contre les musulmans dans l'espoir de délivrer le tombeau du Christ à Jérusalem." L'audace a certes ses limites : les croisades visent, conformément à la tradition, à *"délivrer le tombeau du Christ"*, personnage historiquement attesté, comme chacun le sait ; l'intolérance religieuse "peut surprendre aujourd'hui" (elle appartient donc à un passé révolu !). Il reste que, pour la première fois, des écoliers apprennent d'un manuel que ce *"modèle de roi"* a persécuté les Juifs.

Sans doute effrayé par sa propre audace au moment même où l'enseignement du *"fait religieux"* frappe aux portes de l'école, l'éditeur comprend vite qu'il est de mauvais ton d'entacher ainsi la légende d'un roi *"dont l'Eglise a fait un saint"*. Dans l'édition de 2005, rédigée, il est vrai, par d'autres auteurs, les élèves retrouvent la figure édifiante du bon *"saint Louis"* : *"Le roi est très religieux, l'Eglise en fait un saint. Il est cultivé, bon et généreux, mais aussi brutal avec ses ennemis. Son sens de la justice est réputé dans toute l'Europe et au-delà."* C'est ainsi que les futurs citoyens apprennent l'histoire ! Les écoliers français n'ont donc jamais trouvé trace de ces persécutions dans leurs manuels.

R. J.

Nolte dès le cours moyen !

EN règle générale excellents, les manuels Hatier destinés au cycle 3 de l'école primaire n'échappent pas à l'air du temps, particulièrement à la réécriture de l'histoire contemporaine, structurée, depuis les années 1990, par un révisionnisme repris d'Ernst Nolte. L'idée suivant laquelle nazisme et communisme ne sont que deux avatars du totalitarisme, idée qui, suivant les documents officiels eux-mêmes, *"ne résiste pas à l'analyse historique"* (1), semble s'y imposer comme une vérité révélée. Portée à un tel niveau, la falsification, toutefois, séduit peu un milieu professionnel attaché à une grille de lecture distinguant nettement, pour reprendre le mot de Raymond Aron, le régime qui conduit au camp de travail de celui qui mène à la chambre à gaz. Le mensonge doit alors passer par des voies plus insidieuses.

L'édition de 2000 présente, sous le titre *"La démocratie mise en cause"*, la mise en place de *dictatures* nées de la guerre ou de la crise des années 1930. Il n'est pas encore question explicitement de *totalitarisme,* mais stalinisme et nazisme apparaissent comme des manifestations, certes distinctes, d'un phénomène unique : la remise en cause de la *"démocratie"*. Le mal contre le bien, en quelque sorte. En 2004, l'offensive idéologique témoigne d'un zèle qui va bien au-delà des prescriptions officielles elles-mêmes. S'il est vrai, en effet, que les documents d'application des programmes de 2002 amalgament pêle-mêle, dans la *"violence du siècle"*, la guerre totale, *les* génocides et le goulag, les programmes ne mentionnent nulle part le concept de *totalitarisme*. Or, sous le titre *"La naissance des totalitarismes"*, le manuel Hatier place systématiquement en regard des documents censés révéler des parentés. La célèbre affiche présentant un Lénine de taille pharaonique en guide suprême de la révolution et Staline en grand architecte de l'industrialisation a pour pendant la photo d'Hitler et de Mussolini paradant à Rome en 1937. Le bras tendu, Lénine montre le cap ; la main levée, le Führer salue la foule. Cette fausse analogie est complétée par la symétrie d'un discours d'Himmler justifiant l'esclavage, jusqu'à ce que mort s'ensuive, des slaves et autres *"races inférieures"*, et du rapport d'un officier so-

(1) CNDP, *Accompagnement des programmes*, classes de 1re des séries générales. Applicables à la rentrée 2003. Cité par Michel Sérac, *Défense des révolutions*, Selio, 2008.

viétique décrivant, en 1941, les conditions effroyables dans lesquelles croupissent les détenus du goulag. L'agencement des documents parle plus que le texte lui-même : le *"génocide de race"* répond au *"génocide de classe"*.

Trop, c'est trop. Il faut croire que l'ouvrage n'a pas fait recette, puisque dès février 2006, alors qu'aucun changement de programme n'est encore intervenu (ils interviendront en 2007, puis en 2008), *les mêmes auteurs* se mettent en devoir de le remanier. Le terme totalitarisme disparaît, mais sous le titre *"La montée de la violence – 1918-1939"*, restent associés, cette fois sur la même page, les mêmes textes illustrés par une photo du goulag montrant des détenus transformés en bêtes de somme. Un mensonge prudent ne devient pas pour autant une vérité.

R. J.

Odile Dauphin : les causes supposées du sous-développement

Mais où est passée la dette ?

LA troisième partie du programme de terminale des séries ES/L est consacrée aux *"mondes en quête de développement"* (dont la Russie). La pauvreté dans le monde, sa persistance choquent et indignent les jeunes. Comment l'inspection et le ministère répondent-ils à leurs interrogations ?

Il conviendra d'insister surtout sur les manifestations du sous-développement plus que sur la recherche de causes supposées (poids des contraintes naturelles, colonisation, mondialisation, incurie des gouvernements) (1).

Qu'il y ait controverse entre les géographes sur le poids relatif de tel ou tel facteur explicatif, c'est un fait, mais qui ne remet pas en cause la validité de la quête géographique. Pourquoi cette injonction de laisser de côté ou de minimiser l'importance des explications ? Confronter les analyses ne servirait-il plus à fortifier l'esprit critique ?

Les causes du sous-développement ne sont donc pas vraiment au programme, et, en général, elles ne sont pas traitées. On peut trouver quelques références à des facteurs de causalité, à l'occasion d'un document, ou par une allusion dans un paragraphe. Mais, à part Hachette et Bréal, pas d'analyse structurée et précise, sauf pour la forte croissance de la population et le défi permanent qu'elle génère.

Le poids de la dette est peut-être l'entrave actuelle la plus forte à toute possibilité de développement. Le programme de géographie n'y fait aucune référence, y compris comme l'une des formes possibles de dépendance économique. La dette des pays du Sud se monte à 2 500-3 000 milliards de dollars (dette publique des Etats-Unis : 8 050 milliards en 2005, et bien davantage aujourd'hui). Certains pays, en Afrique (Kenya, Zambie, Tanzanie...), mais aussi en Amérique latine, ont dû consacrer tous les ans plus de 40 % de leur budget pour assurer, à la demande du FMI, le "service de la dette" (paiement des intérêts et des tranches d'amortissement), aux dépens de leurs systèmes de santé, d'éducation. Quel pays peut, dans de telles conditions sortir du sous-développement ?

Les manuels 2008 abordent tous (ce qui n'était pas le cas pour ceux de 2004) le problème de la dette, mais avec plus ou moins de clarté. Hachette et Nathan expliquent d'où elle provient (les Etats ont dû emprunter pour financer le développement), pourquoi elle a explosé (hausse du dollar dans les années 1980...) en une *"charge écrasante"*, son

(1) *Histoire et géographie*, classes de terminale des séries générales, collection Lycées, séries *Accompagnement des programmes*, applicable à la rentrée 2004, ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Direction de l'enseignement scolaire, Centre national de documentation pédagogique.

"service" étant plus de quatre fois supérieur à l'APD.

Les autres manuels sont plus allusifs, comme Magnard : *"Certains* (pays), *très endettés, ont dû se plier aux exigences du FMI et s'endettent désormais auprès de la Chine et des pays pétroliers"*, et le FMI *"a souvent conditionné son intervention à des choix de type libéral (...)"*. Enfin, pour Belin et Hatier, les PAS, d'inspiration libérale, ont été mis en place notamment pour *"assainir les finances de pays trop endettés"*. *"Malgré leur échec en Afrique*, (ils) *ont eu souvent des répercussions économiques positives"*, mais ils ont eu *"partout un coût social (...) élevé"*. Mais l'élève restera souvent avec ses interrogations face au discours officiel, qui met l'accent *"sur l'assainissement indispensable des économies des pays en développement"*, sur la corruption et l'incurie des dirigeants des pays africains.

La revendication de la suppression totale de cette dette, dont les Etats africains, de rééchelonnement en rééchelonnement, ont déjà remboursé amplement le capital, est énoncée rarement (Hatier). Et pourtant, l'annulation de la dette ne ruinerait pas les économies des pays riches, puisque *"les versements effectués des dix dernières années par les 122 pays du tiers-monde au titre du service de leur dette vers les Etats et les banques des pays du Nord se sont élevés à moins de 2 % du revenu national cumulé des pays créanciers"* (2).

Les causes de la crise africaine, par Sylvie Brunel [3]

Cette géographe, spécialiste de l'Afrique, professeur à l'université de Montpellier et à Sciences-Po Paris, distingue trois catégories de causes, imputables à la colonisation, à la mondialisation, aux Africains eux-mêmes : c'est-à-dire des causes du sous-développement que les instructions officielles présentent comme "supposées". En voici les deux premières séries :

— imputables à la colonisation :

• humaines : saignée humaine de la traite et de la conquête coloniale ; éducation occidentalisée (mépris ou méconnaissance envers les cultures et les langues locales) ; explosion démographique liée à l'efficacité de la médecine coloniale (lutte contre la mortalité après la Seconde Guerre mondiale) ;

• économiques : mise en place d'économie de traite (pas d'industrialisation) ; protection artificielle des économies (pacte colonial) ; perpétuation d'une monnaie surévaluée qui encourage les exportations et les transferts de fonds (le franc CFA) ;

• spatiales : découpage artificiel des territoire-problèmes des frontières ; constitution des Etats (rares coïncidences avec nations ou pôles ethniques) : capitales excentrées (ports) : réseaux de transport orientés vers l'extérieur : Etats enclavés ;

• politiques ; culture de l'Etat coercitif (chicote, travaux forcés, Code de l'indigénat...) ; confusion des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire : l'administrateur est à la fois juge et partie ; violence et mépris des dirigeants à l'égard des "indigènes" (le "chef" a tous les pouvoirs) ; répression sanglante des rébellions.

— imputables à la mondialisation :

• humaines : rouleau compresseur des modes de consommation et des valeurs occidentales (individualisme, consommation, urbanisation, etc.) ; exode des cerveaux ; choix des industries pharmaceutiques de ne privilégier que les médicaments rentables destinés aux clientèles solvables ;

• économiques : économies exposées de plein fouet à la concurrence internationale après la "crise de la dette" : ouvertures des frontières exigées par les IFI (Banque mondiale et FMI) ; concurrence déloyale des exportations subventionnées des pays riches (ex. : coton) ; privatisation, dérégulation, libéralisation :

(2) *L'Empire de la honte*, Jean Ziegler, Le Livre de Poche, 2008.
(3) *L'Afrique*, pp. 98-99, Sylvie Brunel, éditions Bréal, 2004.

montée des mafias et des trafics illicites ; affaiblissement des Etats ;

• spatiales : frontières rendues poreuses par l'affaiblissement des Etats : trafics en tout genre (déchets toxiques, armes, diamants, drogues, médicaments...) ; montée des mafias, des mercenaires, convoitises suscitées par les richesses minérales : ouverture sauvage des territoires ;

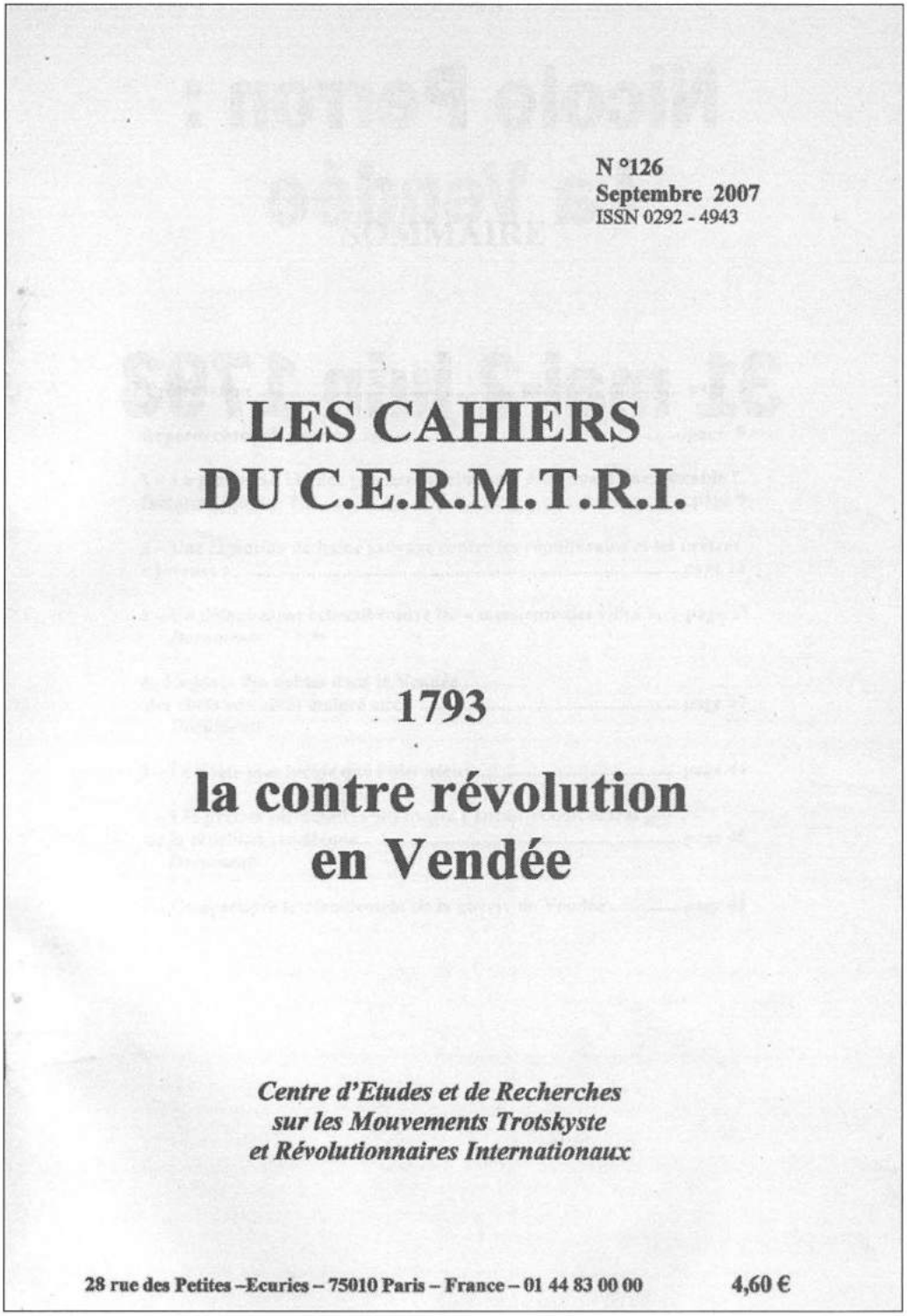
• politiques : ingérences politiques et économiques : pendant la guerre froide (renversement des régimes "dangereux"), pendant la crise de la dette, PAS (plans d'ajustement structurel) : affaiblissement des Etats, puis "bonne gouvernance" : démocratie imposée (montée des contre-pouvoirs : FMN, presse, mouvements rebelles), partis "ethniques".

Les cartes de nos manuels montrent l'Afrique embrasée par de nombreux conflits, guerres *"ethniques et-ou religieuses"*, sans que d'autres causes soient abordées. Sylvie Brunel montre bien le rapport entre le poids de la dette et l'effondrement des Etats, qui a entraîné *"l'embrasement"* du continent. Elle explique que derrière "les guerres civiles ouvertes" se cachent des réalités économiques : *"La Sierra Leone, les deux Congos (en 1997, le nouveau président du Congo-Brazzaville, démocratiquement élu, a le tort de remettre en question les contrats pétroliers existants, avec la société française Elf notamment, pour se tourner vers les compagnies pétrolières américaines ; deux ans plus tard, il doit abandonner le pouvoir à l'issue d'une guerre civile brutale, remplacé par un président qui sait, lui, ménager les intérêts français), Soudan comme Angola sont des territoires disputés par de nombreuses parties en présence, internes et internationales, toutes désireuses d'accaparer à leur profit les richesses de leur sol et de leur sous-sol."*

Odile Dauphin

Nicole Perron : La Vendée

31 mai-2 juin 1793



N °126
Septembre 2007
ISSN 0292 - 4943

LES CAHIERS DU C.E.R.M.T.R.I.

1793

la contre révolution en Vendée

Centre d'Etudes et de Recherches sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux

28 rue des Petites –Ecuries – 75010 Paris – France – 01 44 83 00 00 4,60 €

Que s'est-il passé en Vendée ?

LES montagnards et les sans-culottes ont justifié l'emploi de mesures d'exception contre les rebelles vendéens par le souci de défendre la République face au péril contre-révolutionnaire intérieur et extérieur, ce dernier incarné ici par la flotte anglaise. Cette justification de la terreur par les "circonstances", communément admise par les historiens républicains du XIX[e] siècle, a été récusée par la tradition blanche, puis, à partir du dernier tiers du XX[e] siècle, par tous ceux qui ont été convaincus par les arguments de François Furet. Aujourd'hui, le débat est toujours actuel entre les historiens qui se situent dans le courant dit "jacobin" (Michel Vovelle, Michel Biard) et ceux qui, tout en se réclamant de la tradition républicaine, récusent les justifications montagnardes : selon Jean-Clément Martin, ils auraient surestimé le danger de trahison et fabriqué le mythe d'une Vendée contre-révolutionnaire par "myopie politique". Quant aux ravages commis en 1794 par les colonnes de Turreau, elles réfutent, selon lui, *"s'il en était encore besoin, la théorie qui voulait expliquer, sinon justifier la terreur par les circonstances"* (1).

Dans ce contexte historiographique, on est en droit d'attendre des manuels destinés à former l'esprit critique de la jeunesse qu'ils présentent avec un minimum d'honnêteté cette question controversée et d'une importance capitale, puisqu'elle concerne la naissance de la République, les rapports entre la Révolution et la guerre, entre la France républicaine et l'Europe royaliste.

Force est de constater que nos manuels de seconde ont failli à la tâche : la révolte des paysans vendéens n'y a droit qu'à trois lignes parcimonieuses, aucun ne détaille le programme de l'armée catholique et royale, aucune carte ne rappelle que les paysans vaincus à Cholet en octobre 1793 ont tenté une fantastique équipée au nord de la Loire (la virée de Galerne). Après avoir vainement attendu les secours anglais sous les murs de Granville, ils ont tourbillonné entre Laval, Le Mans et la Loire, pour finir écrasés dans les marais de Savenay, non loin de Nantes, en décembre 1793.

Ce type de révolte paysanne à motivation principalement religieuse ne fut pas la seule du genre, la Lozère, l'Alsace, la Bretagne en ont connu de semblables, mais nulle n'a inspiré une résistance aussi longue ni aussi menaçante par son extension géographique : les paysans de Lozère n'ont pas abandonné leurs montagnes pour aller quêter l'alliance anglaise à Toulon, voire l'aide du roi piémontais au-delà des Alpes ! La

(1) *La Vendée et la France*, p. 234, paru au Seuil en 1987. Ouvrage riche et dense, mais discutable dans sa présentation de la politique montagnarde.

"virée de Galerne" reste une exception ;néanmoins nos éditeurs ont préféré faire silence sur ces nobles qui ont réussi à entraîner leur piétaille paysanne dans cette sanglante aventure.

En revanche, le manuel Bordas consacre une pleine page de documents à la répression mise en œuvre à Nantes : portrait noir du conventionnel Carrier, serment du comité révolutionnaire de Nantes, évocation de la compagnie répressive dite des Marat et de son rôle supposé dans les fameuses noyades de Nantes, celles-ci illustrées par le récit d'une rescapée avec évocation détaillée des fameuses "gabarres à soupapes" et de la cruauté des bourreaux. Bordas paraît accorder une grande valeur pédagogique aux textes qui sollicitent la pitié du lecteur... Pourquoi n'a-t-il pas cité en regard le récit d'un soldat républicain sur les massacres de Machecoul et les mutilations spectaculaires infligées par les paysans aux "messieurs de la ville" ?

Il nous semble préférable de solliciter la réflexion de nos jeunes lecteurs, ce qui suppose un choix non arbitraire des documents (et, si l'on veut rendre palpable la barbarie de toute guerre civile, le choix de deux témoins au moins, un de chaque camp) et surtout leur mise en contexte rationnelle.

Que reprochaient les paysans vendéens à la Révolution ?

Tous les manuels allèguent le refus de la levée des 300 000 soldats décrétée le 24 février 1793 par la Convention pour faire face à la coalition européenne. L'explication est juste, mais partielle, car les troubles ont agité le sud du Maine-et-Loire (qui rejoindra la "Vendée militaire", celle-ci déborde du département Vendée proprement dit) dès 1791-1792 : troubles motivés par la constitution civile du clergé, qui a instauré une division durable entre les fidèles et scindé le clergé en fractions inégalement réparties sur le territoire. Le clergé constitutionnel, qui a prêté le serment exigé, est majoritaire dans le Saumurois viticole, future région acquise aux soldats "bleus", tandis que le clergé "réfractaire", qui a obéi au pape et refusé le serment, est en position de quasi-monopole dans les Mauges, le Bocage vendéen, la Gâtine, tous ces pays clos, d'habitat dispersé et faiblement urbanisés.

Ce clergé réfractaire constituera l'armature morale de la révolte, tandis que les nobles fourniront l'encadrement militaire et le programme politique.

Il s'agit donc d'un mouvement politico-religieux, qui exprime le particularisme d'une région restée attachée aux formes les plus archaïques de la foi. Les Vendéens des villes, ceux qui avaient été élus à la tête des districts, des municipalités, étaient eux aussi chrétiens, mais ils ne partageaient plus les dévotions ancestrales des ruraux ; le commissaire Gautret, chargé en août 1791 de lever un bataillon de volontaires dans le Maine-et-Loire, rapporta devant le district de Saint-Florent-le-Vieil que des processions nocturnes s'organisaient autour du chêne miraculeux de Saint-Laurent-de-la-Plaine et de la vierge située près de l'abbaye de Bellefontaine.

Inquiets, les jacobins des "amis de la Constitution" firent abattre ces arbres, mais, fort têtus, les paysans virent réapparaître la vierge dans les buissons voisins... (2).

L'année suivante, un commissaire parisien venu avec son bataillon prêter main-forte aux soldats républicains rapportait avec effroi devant la Commune de Paris qu'on avait entendu un soldat blanc blessé soupirer : *"J'ai bien moins souffert la dernière fois que je suis mort."*

On croyait encore sans doute, à Paris, à la promesse de résurrection à la fin des temps, mais certainement pas à la résurrection anticipée sur le champ de bataille

Ce fossé culturel est une donnée de la sauvagerie de cette guerre civile dans

(2) *La Vendée et la France*, J.-C. Martin, p. 77. Pour une analyse critique de ce livre, on pourra lire le *Cahier du CERMTRI*, n° 126, *1793 : la contre-révolution en Vendée*.

laquelle les républicains combattirent pour les valeurs nouvelles en affrontant une population étrange, vite cataloguée comme "sauvage", "étrangère".

Quel était le programme politique de "l'armée catholique et royale" ?

C'était un programme de contre-révolution totale : rétablissement de la dîme, des droits des seigneurs, de leurs justices, restitution aux églises des biens nationaux confisqués par la Constituante, donc annulation de la vente des biens nationaux (règlement du 11 juillet 1793), annulation de la loi du 28 mars 1793, qui confisquait les biens des émigrés.

Rétablissement de la royauté et de l'Eglise dans ses prérogatives morales : la liberté de conscience, l'égalité des droits instituées en faveur des protestants et des Juifs étaient abolies au profit d'une tolérance provisoire soumise à condition : *"Pourvu qu'ils aient prêté serment de fidélité à Louis XVII, notre seul et légitime souverain..., sauf à statuer par la suite sur les représentations faites au feu roi par le clergé."* Allusion aux protestations formulées en 1787 par l'assemblée du clergé contre l'édit de tolérance accordé par Louis XVI aux protestants !

Les conseils de paroisse élus céderont la place à des conseils nommés par les membres du conseil supérieur de Châtillon-sur-Sèvre en fonction *"de leur attachement à la religion et au roi"*.

Pas un aspect de la vie sociale et politique n'échappait à la fureur réactionnaire et vengeresse des chefs nobles et religieux que s'étaient donnés les Vendéens.

Esquisses biographiques

Bornons-nous à préciser les choix politiques de deux chefs éminents : La Rochejaquelein appartient à une grande famille noble, il a été nommé second lieutenant de la garde constitutionnelle de Louis XVI alors qu'il n'avait pas vingt ans. Le 10 août 1792, il combat pour son roi et défend les Tuileries contre les sans-culottes parisiens et les Marseillais. En avril 1793, il accueille donc avec enthousiasme la délégation paysanne venue le prier de se mettre à la tête des révoltés. Jeune et courageux, il est nommé généralissime de l'armée catholique et royale à l'heure de la déroute après la défaite de Cholet, en octobre 1793, et il s'illustre dans les combats les plus sanglants de la virée de Galerne, avant de périr dans une obscure escarmouche dans les Mauges en 1794.

Le chevalier de Charette, ancien lieutenant de la marine royale, a voulu combattre aux côtés des émigrés en Rhénanie, mais ayant pris la mesure de leurs rivalités et de leur médiocrité, il est revenu vivre dans son manoir de Fonteclose, à deux lieues de Machecoul, d'où les paysans parviennent à l'arracher. Il est mal vu des chefs mieux nés que lui, dont il n'accepte pas l'autorité militaire, il n'a jamais approuvé la folle équipée de Galerne ; replié dans son Marais côtier, il combat les colonnes mobiles de Turreau en 1794, signe en 1795 la paix de la Jaunaye, par laquelle Hoche accorde aux Vendéens la liberté de culte, dix ans d'exemption de la conscription et de l'impôt, le droit de rester armés ! Traité de dupe signé avec celui que Louis XVIII a reconnu comme généralissime et lieutenant général du royaume et que Charette va mettre à profit pour refaire ses forces. Mais il ne parvient pas à établir la jonction avec le comte d'Artois, les 5 000 Anglais et les 800 Français débarqués à l'île d'Yeu en 1795 ; Artois se réembarque, Charette, abandonné de ses soldats, sera capturé et fusillé en 1796.

Vendéens et chouans du bocage manceau ne seront définitivement réduits que par le premier consul en 1799-1800. Ces faits indiscutables, et qui attestent de l'acharnement de la résistance à la République, ne méritaient-ils pas d'être portés à la connaissance de nos lycéens ?

N. P.

31 mai-2 juin 1793 : un tournant décisif

LES journées insurrectionnelles du 31 mai-2 juin 1793 à Paris marquent un tournant décisif dans l'histoire de la Révolution : cernée par 80 000 sans-culottes armés, la Convention décrète l'arrestation de 29 leaders girondins (et non pas *des* girondins pris en bloc, comme l'écrit approximativement Bordas !).

Désormais dirigée par le groupe montagnard, elle va construire une alliance contrôlée avec les sans-culottes et sauver la République au moyen d'une politique énergique qui inclut la Terreur politique sans s'y réduire.

Avant d'examiner s'il s'est agi d'un coup de force de "la rue" mené par des sans-culottes supposés partisans de la "démocratie directe", rappelons quelques faits négligés par nos manuels.

Depuis l'exécution du roi, les dangers se sont multipliés : formation d'une coalition européenne animée par l'Angleterre, défaites en Belgique (18 mars), intrigues de Dumouriez qui tente de négocier une trêve avec l'adversaire afin de retourner ses troupes contre Paris au profit de Louis XVII, soulèvement de la Vendée à partir du 11 mars, troubles religieux un peu partout, enfin hausse des prix qui suscite la colère des pauvres contre les marchands... Dans cette situation de péril extrême, les girondins hésitent à adopter les mesures énergiques qui s'imposent et ils paralysent la Convention par leurs polémiques furieuses contre leurs adversaires :

1. Les sans-culottes parisiens en premier lieu, présentés comme des "anarchistes" et des voleurs, car ils ont taxé le sucre, le café, le savon le 25 février dans les épiceries parisiennes où les prix s'envolent en raison de la spéculation financière et commerciale. Les girondins et les montagnards unanimes ont alors condamné ces pillages, affectant d'y voir le fruit des manigances du Premier ministre anglais, Pitt. Mais la Commune présente le 15 avril à la Convention au nom de 35 sections sur 48 une pétition qui réclame la révocation de 22 députés girondins, et le 18 avril le procureur de la Commune lie cette revendication d'épuration de la Convention à celle du contrôle des prix : la Commune *"sera en insurrection tant que les subsistances ne seront pas assurées"*. Attentif à cette radicalisation populaire, le 21 avril, Robespierre prononce aux Jacobins un discours dans lequel il soumet les droits du propriétaire au droit supérieur à l'existence pour tous les citoyens, pauvres compris. C'est le premier signe du ralliement des montagnards à la politique de contrôle des prix du pain, tandis que les girondins issus des grandes villes négociantes, Bordeaux, Marseille, Nantes, Lyon..., s'en tiennent à la doctrine du libre prix des marchandises quelles que soient les circonstances. Cette obstination doctrinaire va leur valoir une impopularité croissante.

2. Robespierre, Danton et Marat accusés d'aspirer à la dictature.

3. Les journalistes les plus populaires, Marat, que les girondins traînent devant le tribunal révolutionnaire, Hébert, qui dénonce avec verve dans le *Père Duchêne* le profit marchand, et qu'ils traduisent devant une "commission des douze", ce qui suscite l'indignation de la Commune.

4. La Commune, enfin, qui soutient les pétitionnaires de Paris, de Versailles, de Saint-Germain et autres communes de banlieue : en avril et en mai, ils demandent à la Convention de taxer le prix du pain, de prélever un emprunt forcé sur les riches afin de nourrir et d'équiper les jeunes hommes qui vont combattre aux frontières et en Vendée...

La Gironde, qui a si légèrement engagé la Révolution dans l'aventure guerrière en avril 1792, refuse d'en assumer les conséquences sociales et politiques un an plus tard. Elle a hésité à condamner à mort le roi en janvier, proposant de faire ratifier le jugement de la Convention par "l'appel au peuple". Elle refuse obstinément de voter les lois qui permettraient de combattre la cherté habituelle en temps de guerre : or ces lois galvaniseraient la combativité de soldats "sans souliers" dès lors que la République assurerait la vie de leurs familles.

Dans son *Histoire socialiste de la Révolution française,* Jean Jaurès, dont on sait l'attachement aux formes légales d'exercice du pouvoir républicain, a clairement exprimé son adhésion à l'insurrection de mai-juin appréciée comme seul moyen de dénouer la crise politique qui paralysait la Convention depuis des mois : il fallait sauver la République aux abois.

Tordons le cou à une autre affirmation erronée, selon laquelle il s'agirait d'un conflit entre Paris et les départements : emporté par les suggestions du jour, le manuel Nathan-Le Quintrec va jusqu'à écrire : *"Les girondins rêvent d'une république fédérale donnant un vrai pouvoir aux régions"*... oubliant que la Révolution a remplacé les anciennes provinces par les départements aujourd'hui menacés de disparition au profit des régions ! Certes, Paris, de par son poids démographique et politique, était appelé à jouer un rôle déterminant et le péril de l'invasion imposait cette direction centralisée.

Mais la lutte entre girondins et montagnards recoupait largement la lutte entre négociants attachés au libre commerce et sans-culottes défendant leur droit à l'existence, cette lutte s'est menée dans toutes les grandes villes négociantes : à Marseille jusqu'à la fin d'août 1793, à Bordeaux, en Normandie, à Lyon, qui bascule dans le camp des modérés dès la fin mai et qui mettra à mort le militant Chalier (le Marat lyonnais) le 17 juillet 1793.

Assignés à résidence, mais faiblement gardés à leur domicile parisien, bon nombre des 29 girondins expulsés de la Convention se sont échappés et ont tenté de soulever leurs départements d'origine. Soit l'exemple de Barbaroux : depuis Caen, il appelle au soulèvement de Marseille, ce qui donne corps à l'accusation de "fédéralisme", car en 1792 il avait défendu la perspective d'une "république du Midi". Le fédéralisme n'est point alors un projet de décentralisation à l'américaine (projet défendu par le seul Buzot), mais une perspective menaçante de dislocation de la nation : pouvait-on défendre la République indivisible contre Paris ?

Coup de force parlementaire montagnard ou démonstration de "démocratie directe" ?

Les montagnards ont réussi à contrôler cette insurrection, dont l'initiative première revint aux militants populaires tels que "l'Enragé" Varlet, qui dirige à l'origine le comité de l'Evêché ; mais le 26 mai, Robespierre a justifié devant les jacobins le recours à l'insurrection, si bien qu'au comité de l'Evêché vont s'agréger des membres de la Commune et du département tous bons jacobins attachés à la démocratie représentative. Le 31 mai, la Convention rejette le programme social présenté par les sections et la Commune (le pain à trois sous, un impôt sur les riches, des secours immédiats pour les femmes et enfants des défenseurs de la patrie), ce qui réduit l'objectif de l'insurrection finalement atteint le 2 juin à son aspect politique : l'arrestation des 29 orateurs girondins les plus acharnés à dénoncer la Commune et les leaders montagnards.

Les sans-culottes ont-ils mis en pratique la démocratie directe, renoué avec le système politique en usage à Athènes au Ve siècle, quand Périclès s'adressait directement aux milliers de citoyens venus des campagnes de l'Attique ?

Les militants populaires de 1793 n'emploient pas cette expression, ils

évoquent *"la démocratie pure"*, celle dans laquelle les représentants exercent "fidèlement" leur mandat : assurer le salut public. Programme dont on pourra déplorer peut-être le caractère vague et élastique, mais auquel les délibérations dans la presse, les clubs et les sections donnent un contenu vivant et mouvant dicté par l'urgence.

Qu'il s'agisse du prix du pain ou de la réduction à l'impossibilité de nuire d'une minorité girondine (29 sur 150 !), il revient à la Convention de le mettre en œuvre, car elle incarne la souveraineté nationale, la République indivisible, sa légitimité n'est jamais mise en doute... à condition qu'elle reçoive les pétitionnaires et écoute fraternellement leurs demandes.

Plutôt que de démocratie directe, il vaudrait mieux caractériser ce régime rêvé, mais un temps mis en acte, comme *une démocratie représentative sous le contrôle* vigilant d'un peuple éclairé grâce à la liberté de presse et de réunion, et qui en appelle à la "vertu" de ses représentants.

Terminons par cette citation d'une pétition des 48 sections parisiennes présentée en février 1793 : *"Ce n'est pas assez d'avoir déclaré que nous sommes républicains français, il faut encore que le peuple soit heureux, il faut que qu'il y ait du pain, car où il n'y a plus de pain, il n'y a plus de lois, plus de liberté, plus de république"* (1).

N. P.

(1) Cité par Michel Vovelle, *1789, l'héritage et la mémoire*, p. 82. Privat, 2007.

Jean-Jacques Marie : Octobre 1917 : révolution ou coup d'Etat ?

Où est le "coup de force" ?

DANS combien de manuels ne lit-on pas, à la suite du *Livre noir du communisme*, qu'octobre 1917 a été un coup d'Etat et non une révolution ? Les bolcheviks auraient renversé ce mois-là le gouvernement démocratique en place à la fois légal et légitime... C'est ce qu'on lit dans Hachette, Bréal (*"un coup d'Etat"*), dans Magnard (*"un coup de force"*). Chez Nathan/Le Quintrec et Hatier, elle est présentée comme une simple *"insurrection"*.

Qu'en est-il réellement ?

Le gouvernement renversé en octobre 1917 s'intitulait lui-même gouvernement provisoire.

D'où venait-il ?

Il avait été installé le 2 mars par un organisme intitulé Comité provisoire de la Douma (l'assemblée élue créée au lendemain de la révolution de 1905) après tractation de ce dernier avec le soviet de Petrograd, organisme de délégués des soviets (conseils) de soldats et d'ouvriers.

La Douma était un organisme parfaitement antidémocratique : le tsar Nicolas II avait dissous les deux premières, élues en 1906, puis 1907 (au bout de trois mois chacune), parce que leur majorité ne lui convenait pas. Puis, son Premier ministre, Stolypine, avait changé le mode de scrutin pour avoir une Douma à sa botte. Elle était élue par curies en violation du principe démocratique élémentaire : un homme = une voix. En conséquence, aux élections de 1912, pour la quatrième Douma, la voix d'un propriétaire terrien valait plusieurs centaines de voix de paysans et d'ouvriers. La Douma en exercice en 1917 avait été élue pour quatre ans en 1912. Son mandat s'achevait donc en 1916. Pour éviter des élections en pleine déroute militaire, qui auraient débouché, vu son impopularité, sur une déroute politique, Nicolas II proroge alors son existence par décret. Cette assemblée n'a donc plus comme "légitimité" que celle d'un décret arbitraire du tsar omnipotent, qui, balayé par la révolution, abdique le 2 mars.

L'abdication de Nicolas II le 2 mars 1917, le refus de son frère d'accepter le trône suppriment de fait la monarchie. Le plus sourcilleux juriste en déduira que la Douma et son comité provisoire, outre leur absence de légitimité, n'ont plus la moindre ombre de légalité, puisque l'auteur du décret qui la prorogeait a abdiqué. Le comité provisoire de la Douma et la Douma elle-même vont d'ailleurs purement et simplement disparaître de la scène politique au bout de quelques semaines. Le gouvernement provisoire, qui s'attache à respecter les traités secrets signés par le tsar avec Londres et Paris, obéissant ainsi aux instructions des ambassadeurs français et britannique qui le surveillent de près, a donc besoin d'une autre source de légitimité

Au début de mai 1917, les dirigeants du soviet (mencheviks et socialistes-révolutionnaires) entrent dans le gouvernement provisoire. Ce dernier tire sa légitimité du premier congrès des soviets, qui le soutient avec plus de 80 % des voix. La poursuite de la guerre ruinant le pays

et dressant des masses de plus en plus nombreuses de soldats, ouvriers et paysans contre elle, une majorité croissante de soviets se tourne vers les bolcheviks, qui deviennent majoritaires dans nombre d'entre eux, à commencer par ceux des deux capitales du pays, Petrograd et Moscou. Pour poursuivre sa politique qui ruine le pays, le chef du gouvernement provisoire, Kerenski, désigne un Directoire de cinq membres, ombre impuissante de dictature... vu la décomposition de l'armée et de l'Etat, mais tentative quand même.

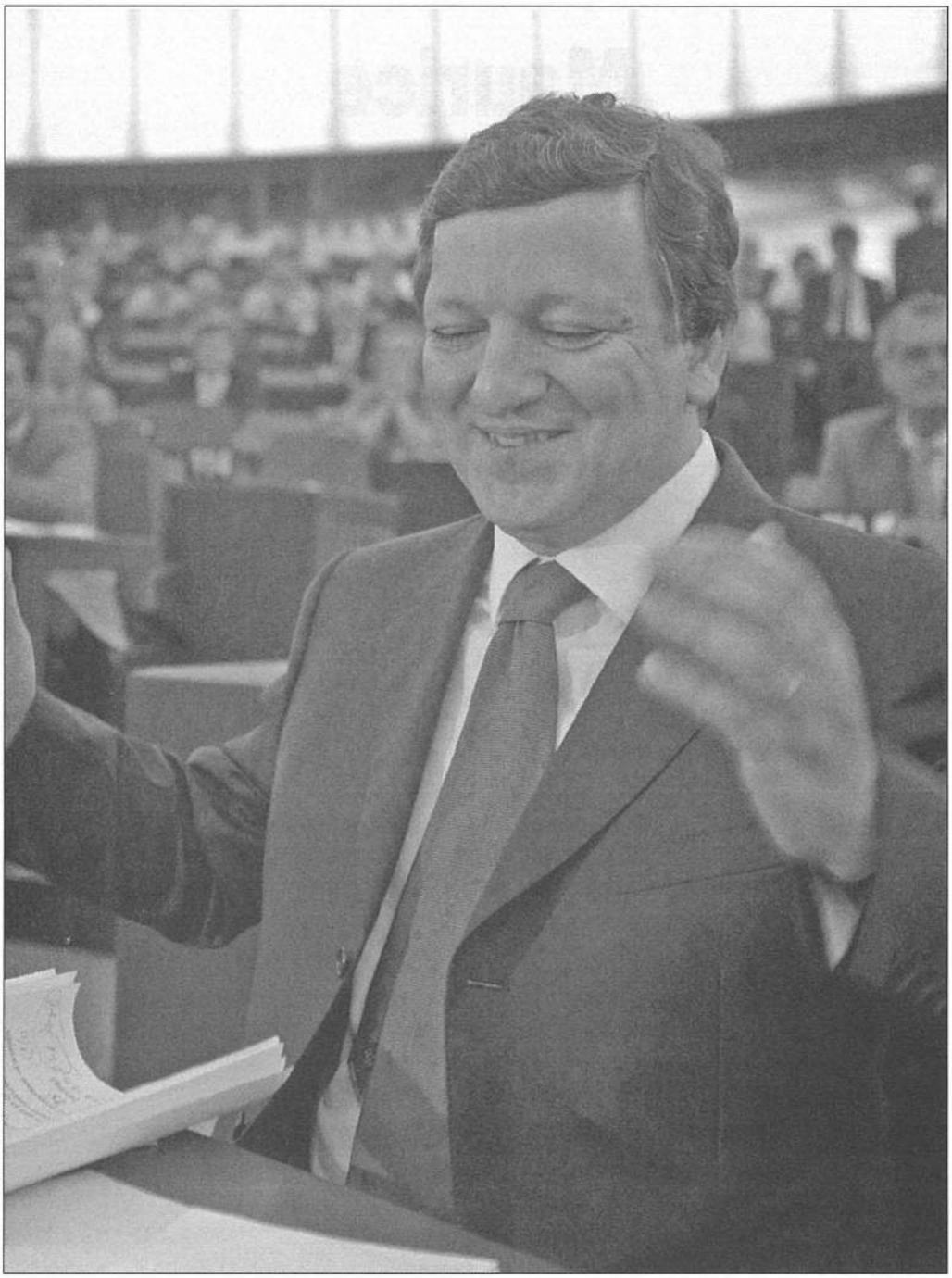
Le monarchiste Oleg Volkov se rappellera plus tard : *"Des profondeurs des masses populaires montait quelque chose d'effrayant, qui réveillait le souvenir des jacqueries vécues par nos aïeux."* Un banquier, avant de fuir la Russie, déclare au père du jeune Volkov : *" En Russie éclate un incendie à côté duquel la révolte de Pougatchev, les jacqueries, 1793 apparaîtront comme des troubles insignifiants"* (cité avec les références in Jean-Jacques Marie, *Trotsky*, p. 144). "Profondeurs des masses populaires", "incendie"... on est là aux antipodes du coup d'Etat.

Lorsque le deuxième congrès des soviets se réunit les 25 et 26 octobre, les bolcheviks et leurs alliés sont majoritaires. Les dirigeants mencheviques et socialistes-révolutionnaires, comprenant qu'il s'agit de la seule source de légitimité, tentent de liquider cette dernière en appelant leurs partisans à quitter le congrès. Si ce dernier n'avait réuni qu'une minorité des délégués élus, sa légitimité aurait été ébranlée. Mais l'appel des partisans du gouvernement provisoire failli et de la poursuite de la guerre est un fiasco. Seuls une cinquantaine de délégués sur environ six cents suivent l'appel de leurs dirigeants. Neuf délégués sur dix restent au congrès, qui désigne le nouveau gouvernement, intitulé Conseil des commissaires du peuple, après la prise du palais d'Hiver où se terraient les ministres du gouvernement resté à jamais provisoire, à peu près sans effusion de sang. L'effusion de sang commence deux jours plus tard quand les adversaires de la révolution organisent un soulèvement d'élèves officiers à Petrograd...

A la veille de la guerre, l'ancien ministre de l'Intérieur de Russie, Dournovo, avait prévenu Nicolas II : *"La révolution politique est impossible en Russie et tout mouvement révolutionnaire dégénérera inévitablement en un mouvement socialiste."* Le mot "dégénérer" mis à part, on ne peut que donner raison à l'ancien homme fort du régime tsariste C'est cette réalité que les adversaires de la révolution tentent de masquer en prétendant la réduire à un coup d'Etat. Les auteurs de *L'Utopie au pouvoir*, Nekritch et Heller, qui parlent eux aussi bien sûr du *"coup d'Etat d'octobre"* (p. 34) et du *"coup de force d'octobre"* (p. 35) — comme si le vrai coup de force ce n'était pas d'imposer la guerre à un peuple qui n'en veut plus ! —, écrivent pourtant : *"Depuis plus de soixante ans, l'historiographie soviétique entretient la légende d'un coup d'Etat d'octobre qui aurait été une opération soigneusement planifiée, un modèle de l'art insurrectionnel, légende qui ne tient aucun compte des faits"* (p. 30). Ils illustrent fort bien le sens profond de l'hostilité à la révolution d'octobre 1917 en écrivant : *"Les bolcheviks offrirent l'illusion : la paix, la terre, le pain"* (p. 41). Si ces trois revendications élémentaires sont une illusion, c'est dire que le réalisme, c'était d'accepter la faim et la guerre sans rien tenter pour y mettre fin.

Jean-Jacques Marie

Maurice Martin : L'Union européenne dans les manuels scolaires



José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, ancien dirigeant du MRPP (maoïstes) portugais.

"Les gouvernements réfléchissent ensemble à ce qu'ils peuvent faire pour le bien de tous"

NOS élèves de collège, puis de lycée, sont maintenant soumis à un véritable matraquage, puisque la "question européenne" figure, sous une forme ou sous une autre, à la fois au programme d'histoire, de géographie et surtout d'éducation civique, en 4e, en 3e, puis en 1re et en terminale ! Tout enseignant sait bien que la bonne pédagogie est affaire de répétitions ! Ainsi, dans leur "formation" de futurs citoyens, les élèves auront eu affaire au moins deux années de suite en collège, puis deux fois encore en lycée — à l'âge où ils deviennent électeurs —, à un véritable "formatage" idéologique, comme on le verra ci-dessous.

S'alignant totalement sur les instructions officielles qui **ordonnent** aux auteurs et aux éditeurs de respecter les programmes à la lettre et dans l'esprit, tous les manuels finissent par se ressembler, publiant les mêmes documents, les mêmes textes, les mêmes photos, les mêmes "analyses", et, parfois, les mêmes mensonges ou omissions volontaires.

La lecture des instructions officielles, puis de quelques dizaines de manuels de tous niveaux, en histoire, en géographie et en éducation civique, en devient vite fastidieuse et répétitive !

En 3e, Maastricht devient la référence incontournable. Les mêmes citations sont déversées dans tous les manuels. Ainsi, Hachette 2004 cite deux fois les objectifs du traité de Maastricht (pages 147 et 161). Il s'agit, bien entendu, de *"promouvoir un progrès économique et social équilibré"*.

En éducation civique (Bordas, 1999), il est indiqué : *"L'évolution récente de nos Etats-nations d'Europe (...) invite chacun à s'interroger sur une première approche de ce que pourrait être une citoyenneté de l'Union. C'est l'un des objets du traité de Maastricht..."*

Et l'affiche qui illustre le référendum de 1992 est celle du PS qui appelle à voter oui !

Le Belin 1999 publie un texte qui vante les mérites de *"l'euro pour tous"* et propose un exercice parfaitement objectif : *"Quels sont les **avantages** d'une monnaie unique ?"* (page 44).

En 2001, l'éducation civique, juridique et sociale (ECJS) apparaît au programme de terminale, avec pour thème principal *"Citoyenneté et construction européenne"*. La brochure ministérielle d'accompagnement des programmes sera l'occasion d'indiquer des questions *"à débattre"*, diantre, on est entre citoyens majeurs ou presque (!), telles que : *"droit européen, source des droits nationaux"*

Maurice Martin est professeur d'histoire-géographie au lycée Saint-Exupéry, à Mantes-la-Jolie (Yvelines).

(page 67), *"l'euro, monnaie et souveraineté"* (page 68), *"le travail de nuit des femmes rétabli par l'Union européenne"* (page 70), où l'on apprend — après débat, s'entend — que cela est finalement positif, parce que non discriminatoire, et que *"les institutions européennes ont développé le droit social"*(page 74) !

• L'alignement systématique

Les manuels vont donc se faire le relais fidèle de ces "instructions", afin de former nos collègiens-lycéens-futurs citoyens à l'idéologie officielle et bien pensante.

Haro sur les adversaires

Il faut d'abord disqualifier les *"pays réticents et les pays réfractaires"* : *"Ces Etats — Suisse, Norvège, Islande — ont en commun de puissants groupes de résistance économique, sociale et culturelle face à l'extérieur, une population peu nombreuse et un niveau de vie élevé"* (Bréal, 1re, 2003, page 28). Egoïstes, va !Ce qui n'empêche pas ce même manuel d'intégrer la Suisse dans les eurorégions représentées sur une carte page 338 !

Quant aux "eurosceptiques" au sein de l'Union européenne, *"ils craignent la disparition de certaines spécificités nationales ou régionales, le savoir-faire alimentaire ou une certaine conception du service public" (ibidem)*. Joueurs de biniou, amateurs du camembert au lait cru, défenseurs du service public de La Poste... Tous ringards !

L'Europe chrétienne

Si l'on signale volontiers que la France a institué une tradition laïque, il est constamment rappelé qu'elle fait exception dans un espace, qui, *"du Moyen Age aux temps modernes (...), s'individualise comme un Occident chrétien"* (Bréal, 1re, 2003, page 16). Le même manuel publie une carte (page 17) qui montre une *"frontière de la foi"*, qui sépare les différentes obédiences chrétiennes et les musulmans... frontière qui correspond à l'Europe des 25 constituée en mai 2004 ! Et tant pis pour la Turquie, officiellement candidate à l'adhésion !

Le manuel d'éducation civique (Magnard, 2002) confirme *"cette identité commune"* : *"Le Moyen Age a unifié les Européens autour du christianisme. Des édifices religieux (...) construits pour rassembler les chrétiens couvrent toute l'Europe"* (page 85). Plus loin, page 87, l'emploi du temps scolaire d'un petit Basque, Pablo, comporte bien 2 heures de *"religion et ética"* par semaine.

Pour la classe de 3e, c'est le Bordas qui évoque *"le drapeau européen adopté en 1955, et qui comporte 12 étoiles d'or réunies en cercle sur un fond bleu"*. Le collégien futé pourrait poser la question : pourquoi 12 étoiles, alors qu'il n'y avait que 6 pays, puis 9, puis 10, 12 (le hasard), puis 15, et enfin 25 ? Le manuel n'ose pas fournir l'explication : les 12 étoiles d'or sur fond bleu sont un symbole "marial", celles que l'on trouve sur les images pieuses qui entourent le visage de la Vierge Marie !

Le libéralisme indépassable

Que nos élèves soient prévenus : fini le temps des emplois stables, des services publics pour tous, des conquêtes sociales et de l'Etat providence ! L'heure est désormais à la concurrence, aux restructurations, aux privatisations, aux délocalisations. Et, on vous l'affirme, **on ne peut pas faire autrement** !

*"L'euro sera, avec le dollar, l'une des principales monnaies internationales et attirera, grâce à sa stabilité, l'épargne des grandes entreprises mondiales. Cela **nécessite** une réduction des déficits des budgets des Etats"*... donc une réduction des dépenses de santé, d'éducation, du financement des retraites, etc. (Bordas, 3e, 1999, page 45).

Pour les 10 nouveaux pays entrés en 2004, *"il leur **faudra** accepter de profondes restructurations, touchant notamment leurs paysanneries"* (Bréal, 1re, 2003, page 30).

"Entrer dans une économie marchande, avec des privatisations et la fin des mo-

nopoles nationaux" (*ibidem*, page 42)... Combien de petits agriculteurs condamnés en Pologne ou de fonctionnaires en Hongrie ?

"Les entreprises européennes sont parmi les plus dynamiques du fait des délocalisations (...), qui assurent leur présence dans le monde entier" (*ibidem*, page 152)... sauf là où elles étaient implantées avant de déménager ailleurs parce que la main-d'œuvre est encore moins chère !

La démographie européenne *"vieillissante"* entraîne *"l'augmentation des dépenses de santé et le financement problématique des retraites (...), ce qui peut réduire l'attractivité et le dynamisme de l'Union"* (*ibidem*, page 158)... Et si l'on diminuait l'espérance de vie de la population pour rendre l'Europe plus "attractive" ?

Un sujet de type bac est proposé en histoire *(sic)* par Hachette terminale 2004 : *"La démocratie en Europe à la fin des années 90."* Parmi les critères inhérents à la démocratie, sont citées *"l'économie de marché, la libre entreprise, la propriété privée, la concurrence, l'intervention limitée de l'Etat et la remise en cause de l'Etat providence"* (page 249).

Les directives européennes

Dans l'enthousiasme général pour célébrer la nouvelle citoyenneté européenne instituée par le traité de Maastricht, il est un domaine où les manuels sont quelque peu embarrassés lorsqu'il s'agit d'essayer de rendre légitime ou simplement démocratique le processus des prises de décisions de l'Union européenne.

Difficile d'avouer franchement que le Parlement européen n'a aucun pouvoir et que la Commission, qui les a tous, ou presque, n'est élue par personne, et que ses membres sont **désignés** par les gouvernements !

De la flagornerie à la manipulation des esprits, il n'y a qu'un pas, que les manuels franchissent allégrement.

Car toutes les "impulsions" traduites en décisions communautaires portent un nom : ce sont des **directives**. Le mot est un peu "dur", il fait "autoritaire", et, plutôt que d'en donner quelques exemples dans les domaines économiques (privatisations) ou sociaux (remises en cause du Code du travail), les seules directives qui sont évoquées traitent de domaines auxquels des adolescents ne peuvent qu'être spontanément et immédiatement sensibles :

— La défense de l'environnement : *"Le traité de Maastricht fait de l'environnement une préoccupation majeure de la Communauté : préservation de la qualité de l'eau, la pollution, l'élimination des déchets, les produits chimiques, le bruit..."* (Bordas, 3e, 1999, page 46)... D'où un dossier d'une page sur des "directives", dont personne, évidemment, ne peut discuter le bien-fondé.

— Plus "manipulateur" encore, le dossier sur les "directives" européennes limitant les périodes de chasse et protégeant les oiseaux en période de reproduction (Belin, 3e, 1999, page 40). On est au bord des larmes, mais heureusement Bruxelles veille, tance et sanctionne, y compris le gouvernement français trop sensible au lobby des chasseurs ! Et les petits oiseaux n'ont plus qu'à remercier les commissaires européens.

L'indispensable Constitution

Le Hachette de 3e, 2004, n'hésite pas à proposer déjà un "sujet expliqué" sur l'élargissement à 25 et la Constitution élaborée par Valéry Giscard d'Estaing (pages 288-289).

"La Convention européenne est une assemblée qui prépare l'avenir politique de l'Union européenne. Elle élabore des propositions pour mettre en place un gouvernement européen garanti par une Constitution. Elle entend fonder l'Union européenne sur les valeurs de la démocratie : la justice, la solidarité, la paix, l'égalité dans l'unité et la diversité" (Nathan, *Livre du professeur*, éducation civique, 3e, 2004, page 5).

Que manque-t-il à un tel bouquet d'éloges, sinon la consigne explicite de voter nécessairement oui au prochain référendum ?

Hatier 2008 stigmatise le vote non de mai 2005 à la Constitution européenne et appelle de ses vœux une *"nécessaire réforme des institutions"* pour mettre fin à *"une période d'incertitude dans la dynamique communautaire"*. La propagande remplace ici clairement l'exposé des faits !

•
• •

Et c'est ainsi que, depuis une quinzaine d'années, les élèves sont "formatés" sans le moindre souci d'équilibre, d'objectivité, d'esprit critique ou d'honnêteté intellectuelle.

Mais la palme revient sans doute au manuel Magnard (éducation civique, 4e, 2002, page 102), qui propose un "jeu" illustré par une bande dessinée :

"Il n'y a plus de frontières et les gouvernements réfléchissent ensemble à ce qu'ils peuvent faire pour le bien de tous."

Il n'y a donc plus aucune raison de s'inquiéter, et puis, n'est-ce pas, ce n'est qu'un "jeu" !

Maurice Martin

III. PAGES DU PASSÉ PROCHE OU LOINTAIN

Martemian Rioutine : Staline et la crise de la dictature du prolétariat

Le n° 42 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a publié la première partie d'un texte rédigé par Martemian Rioutine en 1932, intitulé *"Staline ou la crise de la dictature prolétarienne"*. Dans cette première partie, Rioutine définissait neuf points caractérisant Staline, de son point de vue, comme *"un politicard sans principes"*.

Rappelons brièvement que Martemian Rioutine a adhéré au Parti bolchevique en 1914. Il joue un rôle important dans la guerre civile en Sibérie. En 1918-1919, il commande les troupes du district militaire d'Irkoutsk. En 1925, il est nommé secrétaire du parti de Krasnopresnenskaia, à Moscou. Partisan de Boukharine et adversaire de l'Opposition de gauche, il est élu membre suppléant du comité central au XV^e^ Congrès, marqué par l'exclusion des opposants. Il rompt avec Staline en 1930, mais ne se rallie pas à lui, à la différence de nombreux boukhariniens. Au début de 1932, il rassemble autour de lui un petit groupe d'anciens opposants de droite et de gauche dans une organisation clandestine, l'Union des cercles marxistes-léninistes. Il rédige pour cette Union une plate-forme antistalinienne sous forme d'un *Appel à tous les membres du Parti communiste russe* (1), qu'il fait assez largement circuler dans les milieux d'anciens opposants plus ou moins repentis.

Tous ceux qui seront convaincus d'avoir pris connaissance de ce texte seront condamnés à mort entre 1926 et 1938. La prise de connaissance de ce texte sans en avoir aussitôt dénoncé l'auteur au Guépéou sera l'un des éléments à charge capital après l'arrestation par le Guépéou des membres de l'Union des cercles marxistes-léninistes, en septembre 1932. Rioutine sera fusillé en 1937, après avoir obstinément refusé de capituler.

(1) Les n^os^ 2 et 8 des *Cahiers du mouvement ouvrier* ont publié des matériaux sur Rioutine et son groupe.

Staline comme sophiste

POUR démontrer et "concilier" toutes ses inconciliables contradictions, Staline a recours à la sophistique. Le politicien sans principe est, par nature, un sophiste, un jongleur politique et un acteur. Il change de masque en fonction du but qu'il s'assigne. Et comme la dialectique et la sophistique présentent, extérieurement, certains traits communs, ces deux modes de pensée étant fondés sur la reconnaissance du principe de contradiction, il est d'autant plus facile à Staline de faire passer sa sophistique pour de la dialectique.

La sophistique est une apparente dialectique. La dialectique, dans certaines conditions, glisse insensiblement vers la sophistique, ce dont Staline joue habilement. Le sophiste choisit à son gré n'importe quelle position et en démontre la "vérité". Il sait qu'il y aura toujours un groupe de gens pour se laisser prendre.

Staline démontre ainsi tout ce qu'il veut

En quoi consiste l'essence de la sophistique, en quoi se différencie-t-elle de la dialectique ? L'essence de la sophistique est d'avancer telle ou telle définition abstraite et unilatérale, isolée, sans lien avec ce qui l'entoure, d'arracher de leur contexte des cas, des faits, des exemples particuliers et de fonder sur cette base des "conclusions" et des "démonstrations". Et comme *"étant donné l'immense complexité des phénomènes de la vie sociale, on peut toujours trouver quantité d'exemples ou de données isolées pour étayer n'importe quelle affirmation"* (Lénine), Staline démontre ainsi tout ce qu'il veut, d'autant plus qu'on ne peut nulle part démontrer le contraire — toute la presse est entre ses mains — et que personne, d'ailleurs, ne s'y risquerait étant donné la terreur qui règne sur le parti, la classe ouvrière et la paysannerie laborieuse. "La force de la démonstration" se réduit là à "la démonstration de force" — *argumentum baculini*. L'argument du bâton, c'est la principale forme de *démonstration* et d'*argumentation* de Staline envers les membres et les organisations du parti. Sans même parler des ouvriers ou de la masse des paysans !

Mais Staline, comme sophiste, n'use pas seulement du bâton, il a également recours à tous les procédés et à toutes les méthodes de la sophistique.

D'abord, Staline considère ce qu'il faudrait démontrer comme démontré d'avance et, sur cette affirmation "décrétée" d'avance, construit toutes ses démonstrations ultérieures. Il a ainsi décrété que *"le trotskysme est l'avant-garde de la réaction bourgeoise"*, *"les droitiers sont les agents des koulaks"*, *"les paysans moyens, dans leur grande*

masse, ont pris le parti de la collectivisation", etc.

Ensuite, quand cela lui convient, il tire des conclusions de cette affirmation sur le modèle : il s'ensuit que... en conséquence... donc... Les saboteurs voulaient abaisser le rythme de l'industrialisation, les droitiers sont aussi opposés à un rythme accéléré, en conséquence les droitiers sont des agents de l'ennemi de classe.

En utilisant ce type d'argumentation, on peut avec le même succès démontrer que le Parti communiste allemand "est allié" aux fascistes, puisque les uns et les autres veulent le renversement du gouvernement Brüning, que les bolcheviks dans la Douma "se sont alliés" avec les partis de droite, puisqu'ils ont souvent voté ensemble contre toute une série de projets, que les cadets et autre partis de droite étaient les "agents" des bolcheviks, puisque les uns et les autres, à la veille de 1914, ont vu la faillite de l'autocratie, prévu que sa chute était inéluctable et en février l'ont, ensemble, abattue. De la même façon, on peut "démontrer" qu'à l'heure actuelle, la majorité de la partie consciente du parti "s'allie" avec Kautsky, avec les mencheviks, les SR, les cadets, et sont les agents du capitalisme parce que les uns et les autres voient la faillite de la politique stalinienne. Avec cette méthode, on peut démontrer tout ce qu'on veut. On choisit une ressemblance fortuite, purement extérieure, de surcroît parfois fabriquée à partir d'une question quelconque, on ignore toutes les différences fondamentales et la "démonstration" est prête.

Troisièmement, Staline recourt souvent à la substitution d'une question discutable par une autre. Ainsi, en 1931, on prévoyait l'augmentation de la production de 45 %, la baisse du prix de revient de plus de 10 %, et au lieu de cela, nous avons eu une augmentation de 20 % (même avec les statistiques staliniennes trafiquées), sans parler d'une détérioration inimaginable de la qualité. Et le prix de revient n'a pas diminué, mais, au contraire, augmenté. Il en est résulté un "trou" de près de 10 milliards de roubles, donc l'échec de la "planification" stalinienne. Dans cette situation, tout dirigeant honnête aurait dû déclarer 1) que le plan n'était pas rempli, à peine la moitié de l'objectif ayant été atteint 2) que les méthodes de planification n'étaient pas satisfaisantes et qu'il fallait les revoir et les modifier.

Au lieu de cela, Staline, personnellement, se tait, tandis que sa clique et sa presse proclament que *"nous avons remporté des succès gigantesques dans ce troisième plan décisif"*, bien que le plan ne soit pas *"totalement réalisé"*. Ainsi, la question est transférée dans une tout autre dimension, retournée, on marche sur la tête. La formule élastique, au contenu imprécis "non totalement réalisé", dissimule le fait que le plan n'est pas réalisé, et l'annonce à grands cris de "gigantesques succès" la faillite des méthodes aventuristes de planification. Détourner l'attention de l'essentiel, c'est précisément la méthode utilisée par tous les prestidigitateurs pour réaliser leurs tours. L'habileté des mains joue un grand rôle, mais l'art de détourner le regard du spectateur, de le forcer à regarder ailleurs que là où il faut en joue un encore plus grand. C'est pourquoi les prestidigitateurs et les clowns accompagnent leurs plaisanteries et leurs tours d'une musique et d'un bavardage incessants. Tout cela à un but précis, détourner le regard du spectateur des mains agiles et des manipulations du prestidigitateur.

Quatrièmement, Staline utilise la méthode de la substitution de certains mots et de certaines notions à d'autres et utilise des mots dont le sens est extensible et que l'on peut, à volonté, interpréter diversement.

Aujourd'hui, il dit que les droitiers sont les partisans de concessions sans limites aux paysans moyens, demain il en fera les agents des koulaks. Aujourd'hui, un rythme "rapide" consiste à augmenter la production de 20 %, et proposer 18 ou 15 %, c'est être opportuniste, demain 30 % sera bolchevique et 20 % opportuniste, puis soudain 45 % est bolchevique et 30 % opportuniste, mais pour un objectif de 45 % on n'atteint que 20 %, ces 20 % redeviennent un objectif véritablement bolchevique.

En ne définissant pas précisément la notion de "rythmes rapides", Staline jour avec ce mot comme il l'entend.

Un procédé bien connu des sophistes

Cinquièmement, il utilise dans sa polémique et ses démonstrations un procédé bien connu des sophistes, qui consiste à substituer l'exception à la règle et inversement. Prenons pour exemple ces mêmes rythmes. Dans l'éditorial de la *Pravda* datée du 27 juin 1931, *"Le plan économique populaire est réalisable"*, nous lisons : *"Nous approchons de la fin du premier semestre. Il nous a apporté d'immense succès dans la lutte de classe et dans tous les domaines de l'économie. De nombreux secteurs décisifs de l'industrie ont connu, pendant ces cinq premiers mois, une croissance énorme. De janvier à mai 1931, en comparaison de la même période l'an passé, l'industrie électro-technique a augmenté de 42,3 % (le travail des stations régionales de 38 %), les fabrications métalliques de 108 %, les turbines pour chaudières de 35,3 %, l'industrie pétrolière de 34,4 %, l'industrie textile de 50 %."*

Puis, dans le corps de l'article, on ajoute discrètement : *"Pourtant, sur le fond des réalisations de cette année, il y a toute une série de points noirs. Certains secteurs industriels, comme la métallurgie et l'industrie charbonnière, ont pris du retard. Dans ces domaines extrêmement importants, le plan n'est pas rempli."* Voyez comme la démonstration sophiste est minutieusement agencée ! Les secteurs qui doivent démontrer que le plan est "rempli" concernent 10-15 % des travailleurs de l'industrie, et les "points noirs" 85-90 % et même plus si l'on ajoute le transport.

Derrière le mot imprécis "une série", Staline dissimule ainsi l'essentiel du secteur industriel, estompe l'échec du plan d'augmentation de 45 % de la production industrielle pour braquer les projecteurs sur des secteurs secondaires. Encore un exemple. Une région donnée ne remplit pas le plan de livraison de céréales, mais, dans cette région, 5 ou 6 districts sur 100 ou 150 réussissent à remplir le plan en pillant la population (en lui arrachant même les semences et les fonds de roulement au prix d'une terreur exemplaire, procès, arrestations, exil, exécutions, vente à l'encan des exploitations), et Staline "conclut" : toute une série de régions d'avant-garde ont rempli et dépassé le plan, cela prouve que le plan est réalisable, il faut frapper la pratique opportuniste de ceux qui ont pris du retard et atteindre les objectifs du plan. L'exception est à nouveau transformée en règle et la règle devient l'exception.

Sixièmement, Staline ne cesse de taire, dissimuler, estomper les faits pour lui désagréables et désavantageux. Et comme toute la presse et tout l'appareil sont entre ses mains, cela lui réussit à la perfection. A l'aide de la presse et de la machine du parti, l'appareil, il fait, selon ses besoins, d'une mouche un éléphant, ou l'inverse. Premier exemple. Au XVI[e] Congrès du parti, Staline fait un rapport sur les progrès gigantesques de l'industrialisation et de la collectivisation, sur le bien-fondé de la "ligne générale du parti", tout en cachant deux faits importants. Dans son rapport sur les succès de l'industrialisation, il cache au parti qu'au même moment, toute l'industrie textile, avec ses 600 000 travailleurs, est totalement arrêtée pendant quatre mois faute de matière première et que toute une série d'autres secteurs de l'industrie légère et des centaines d'entreprises de l'industrie lourde travaillent aux deux tiers, voire à la moitié de leur capacité. Pourquoi a-t-il tu un fait politique et économique de cette importance, pourquoi a-t-il trompé le parti et la classe ouvrière ? Parce que ce fait aurait dévoilé sa faillite politique, aurait démontré que les "merveilles" réalisées dans des secteurs déterminés étaient réalisées au prix de la paralysie de secteurs industriels essentiels.

Au prix d'une terreur sans nom envers la masse des paysans

De la même façon, dans son rapport sur la collectivisation, il a caché aux

masses que les "succès" à la Potemkine de la collectivisation étaient remportés au prix d'une terreur sans nom envers la masse des paysans, que le pays avait été traversé par une vague de soulèvements sans précédent de paysans pauvres et moyens, soulèvements auxquels participaient souvent des membres du parti et du komsomol, soulèvements conduits parfois par des membres du parti depuis 1918, et même, dans un cas, par le responsable régional du Guépéou. Il y a eu, à cette période, plus de 500 soulèvements impliquant, chacun, des milliers de participants, et un nombre encore bien plus grand de soulèvements de moindre importance. Pourquoi Staline n'a-t-il pas soufflé mot, dans son rapport, de ce fait politique majeur ? Peut-être parce que la bourgeoisie internationale l'ignorait ? Mais pourquoi avait-t-on laissé la bourgeoisie internationale connaître le soulèvement géorgien, dont Staline avait, en son temps, parlé sans crainte ? En fait, ce n'est pas tant la bourgeoisie internationale que Staline veut tromper que les masses ouvrières et paysannes d'Union soviétique. S'il avait dit la vérité au congrès sur les insurrections paysannes, que serait-il resté de sa vague d'adhésions au système kolkhozien ?

Deuxième exemple. A la fin de 1931, le comité central du parti a publié un décret "historique" sur la coopération. La coopération est une organisation gigantesque et fondamentale qui s'occupe du commerce, et la question décisive, fondamentale, dans son travail, est la politique des prix. Mais, encore une fois, pas un mot sur la politique des prix dans ce décret "historique". Comment expliquer cet "oubli" ? C'est qu'à ce moment, précisément, le prix des marchandises a été doublé ou triplé, alors même que la valeur du tchervonets chutait brutalement. Une augmentation des prix dans ces conditions était injustifiable. Trois ans seulement s'étaient écoulés depuis que, dans la lutte contre les trotskystes, la baisse des prix était présentée comme l'alpha et l'oméga de la politique commerciale soviétique. Staline, là encore, a commis un des ses nombreux plagiats politiques, mais il ne pouvait le reconnaître. Et la politique des prix a disparu du décret "historique" sur le commerce.

Septièmement, quant Staline est acculé par le cours des événements, que la faillite de sa politique est criante et qu'il est impossible de dissimuler les faits, il recourt à une manœuvre sophiste généralement réservée aux petits voleurs à la tire, il rejette la faute sur les autres.

Il rejette sur les autres ses propres fautes, la faillite de sa politique

Lénine disait : *"Il faut se souvenir qu'un dirigeant politique répond non seulement de sa politique, mais aussi de ce que font ceux qu'il dirige."* Staline fait le contraire : il rejette sur les autres ses propres fautes, la faillite de sa politique. A l'époque tsariste, les serviteurs et les laquais fidèles, quand ils se heurtaient à l'arbitraire des autorités locales, disaient, pour sauver l'autorité *: "La loi est sacrée, mais les fonctionnaires en sont de fieffés coquins."* Dans des cas semblables, Staline agit de même. Il rejette également sur les travailleurs locaux tous les désordres qui sont partie intégrante d'un système et découlent inévitablement de sa politique, puis, pour cacher les violences et les avanies subies par les campagnes, couvre tout cela de petits mots obscurs : "excès", "méthodes administratives", et lui reste blanc comme neige. Le chef est bon, les principes de sa politique, ses directives, tout est idéal, mais les exécutants locaux, dans les régions et les districts, sont, à tout coup, des bons à rien, ils "administrent à l'excès" ou laissent tout aller à vau-l'eau, ils font un "écart gauchiste" ou sont pris d'une "déviation de droite", ou encore ils se retrouvent "agents des koulaks". Rares sont ceux qui ont eu la chance d'échapper, ces deux dernières années, à une de ces accusations. L'immense majorité des responsables du parti et de l'Etat dans les régions et les bourgs ont été démis pour toutes sortes de déviations et opportunisme, des milliers sont déférés devant les tribunaux et emprisonnés.

Pour illustrer la façon dont Staline rejette ses crimes sur d'autres, il suffit de prendre un exemple classique parmi tant d'autres. Il s'agit de son "fameux" article sur les excès de la collectivisation de l'automne 1930, *"Le vertige du succès"*. Chacun sait que, dès la fin de 1928, la collectivisation a été menée par des méthodes de coercition directe et indirecte, et, par la suite, en 1929-1930, par la violence et la terreur. La dékoulakisation, les livraisons obligatoires, les impôts, les arrestations de masse, les exécutions, etc., on a fait feu de tout bois pour terroriser la masse des paysans pauvres et moyens, et les faire entrer de force dans les kolkhozes.

Les décrets officiels du comité central sur *"L'entrée volontaire dans les kolkhozes"* n'étaient que l'hypocrite couverture pharisienne habituelle d'une pratique totalement contraire. Staline était parfaitement informé des méthodes par lesquelles était menée la collectivisation, des méthodes par lesquelles on arrachait leur blé et les impôts aux moujiks.

Staline a senti que la terre lui brûlait sous les pieds

Staline, malgré ses limites, est assez intelligent pour connaître, dans l'ensemble, la situation dans le pays, en particulier à la campagne.

Mais il s'était si bien empêtré qu'il ne pouvait plus changer de politique. Remettre sa politique sur les rails du léninisme n'aurait pas seulement signifié la faillite de sa nouvelle "théorie" sur l'exacerbation de la lutte de classe à mesure qu'on s'avance sur la voie du socialisme, le "prodige" des rythmes de l'industrialisation et de la collectivisation, il aurait été honteusement chassé de son poste de secrétaire général.

Il a donc dû jouer son va-tout et honteusement falsifier dans la presse, y compris la *Pravda* — son porte-voix personnel — la situation réelle. Pourtant, au printemps 1930, quand sa politique a suscité une vague de soulèvements de paysans pauvres et moyens sans précédent dans l'histoire, Staline a senti que la terre lui brûlait sous les pieds, à lui et à sa clique, que sa domination pouvait prendre fin, qu'il était acculé, mais au lieu de reconnaître ouvertement et honnêtement, en léniniste, l'échec de sa politique précédente et son changement d'orientation, il a trouvé un subterfuge. Ce subterfuge était cet article de la *Pravda, "Le vertige du succès"*.

Dans cet article, Staline a déclaré que, jusqu'en février 1930, la collectivisation était volontaire, mais qu'à partir de cette date les fonctionnaires locaux *"ont eu la tête tournée par le succès"* et se sont mis, en dépit des directives du comité central, à contraindre par la force les paysans à entrer dans les kolkhozes.

C'est avec cet "écart gauchiste" qu'il fallait en finir et la ligne du parti serait pleinement redressée. Staline s'est alors souvenu de toute une série de précieuses indications de Lénine sur la collectivisation, sur la nécessité d'une totale liberté pour les paysans d'entrer dans un collectif et les a citées en exemple.

A la suite de quoi des milliers de militants du parti ont été exclus seulement pour avoir mis en œuvre la politique de Staline et de sa clique sur les pourcentages de collectivisation à atteindre, des milliers ont été jetés en prison pour avoir dû, sur les directives directes des secrétaires de région et sous peine d'être exclus du parti, collectiviser un pourcentage donné à une date donnée.

Les militants locaux ont été jetés en pâture aux masses paysannes en colère pour détourner l'attention du principal fautif et Staline est apparu devant les moujiks dans le rôle de sauveur des "propres à rien locaux", dans le rôle de Napoléon.

Son article est un exemple non seulement de sa façon de rejeter les fautes sur les autres, mais de sa fausseté et de son hypocrisie, puisque, immédiatement après, un décret soviétique est paru qui, par le moyen d'impôts et de taxes, exerçait la même contrainte que précédemment sur les paysans individuels pour les forcer à entrer dans les kolkhozes.

Faire passer une évidente fumisterie politique pour la vérité

Huitièmement, quand il faut faire passer une évidente fumisterie politique pour la vérité, il va "assommer", abrutir les masses par tout un choix de mots particulièrement forts et terrifiants, une campagne déchaînée est lancée dans tous les journaux et toutes les revues, des milliers de brochures et de livres paraissent sur le même thème, tout est fait pour faire passer le mensonge pour la vérité. Quand on ne peut pas obtenir le résultat voulu par la logique, il utilise la rhétorique, il agit sur le sentiments des masses, sur leur humeur, les uns sont effrayés par des menaces, d'autres flattés par des mots aimables, d'autres encore désarçonnés. La sophistique, jusqu'à un certain point, se ramène à la "force du mot". C'est ainsi que le sophiste atteint son but par divers procédés. Ou bien il prolonge démesurément son raisonnement quand il faut épuiser l'attention de l'auditeur ou du lecteur, ou bien il embrouille les fils si bien que quelqu'un qui n'est pas expert en politique ou en logique ne comprend rien, ou bien, quand il sent qu'il va être vaincu, prétexte le manque de temps pour éclaircir la question, ou encore, sans rime ni raison, se met à en appeler pathétiquement au sens du devoir, à la conscience, au courage, à la fermeté des auditeurs, leur rappelant leurs exploits héroïques du passé et ceux de leurs ancêtres, accablant de son mépris et menaçant ceux qui ont des objections et encourageant ceux qui opinent. Sous la baguette magique du sophiste, l'horrible devient magnifique, le mal un bien, le crime de l'héroïsme, le nuisible utile. Un raisonnement erroné, exprimé simplement, ne trompera même pas un enfant. Si on le développe en plusieurs tomes et des centaines d'articles, si on le diffuse pendant plusieurs années dans des dizaines de millions de livres et de brochures, alors il peut tromper des masses de millions de gens, peu développées politiquement. Staline et sa clique, "en fonction des besoins", utilisent aussi cette méthode pour justifier leur pouvoir.

Il va de soi que ces méthodes de Staline ne sont pas utilisées séparément, mais toutes ou plusieurs à la fois, car elles se mêlent et se complètent. Elles n'en demeurent pas moins sophistiques. Tous ces procédés de "démonstration" constituent "l'arsenal" de la "dialectique" stalinienne dans la lutte contre les opposants politiques, contre ceux qui pensent différemment dans le parti.

La "dialectique" stalinienne

En quoi se distingue la "dialectique" stalinienne de la dialectique de Marx-Engels et Lénine ? En ce qu'elle est radicalement ennemi du marxisme-léninisme.

Lénine caractérise ainsi l'essence d'une véritable dialectique matérialiste, de la méthode dialectique. La logique de la dialectique exige que nous allions plus loin. Pour connaître effectivement un sujet, il faut le saisir, en étudier tous les aspects, tous les liens directs et indirects. Nous n'y parvenons jamais totalement, mais cette exigence nous prévient contre les erreurs et la paresse d'esprit. Lénine exige qu'on prenne en compte tous les aspects d'un phénomène dans son développement concret, il n'admet pas qu'on arrache un bout par ci, un bout par là (*"Encore une fois sur les syndicats..."*). Et cette méthode n'a rien de commun avec les tours de passe-passe de la sophistique stalinienne, avec ses faits fabriqués et maquillés, avec ses exemples d'usines isolées et de kolkhozes isolés pour "prouver" la justesse et possibilité de réaliser la totalité du plan.

Le passage suivant, qui frappe en plein cœur Staline

Dans un autre ouvrage de Lénine, antérieur et resté inachevé, *Statistique et*

sociologie, nous trouvons le passage suivant, qui frappe en plein cœur Staline, avec sa méthode de fabrication et de maquillage des faits, de déformation de la réalité pour justifier ses projets : « *Dans le domaine des phénomènes sociaux, il n'y a pas de procédé plus répandu et plus indigent que de s'emparer de faits secondaires isolés, à titre d'exemple. Il n'y a rien de plus facile que de trouver des exemples, mais cela n'a aucun sens, si ce n'est négatif, car l'important est la situation historique concrète dans laquelle s'insèrent ces faits. Les faits, si on les prend dans leur ensemble, dans leur liaison les uns avec les autres, sont non seulement têtus, mais absolument probants. Des faits isolés, hors de l'ensemble des faits et de leur interaction, s'il sont fragmentaires et choisis arbitrairement, ne sont rien autre qu'un jouet, si ce n'est pire (...). Il faut s'efforcer d'établir un socle de faits exacts et indiscutables si solide qu'on pût y confronter n'importe quel de ces raisonnements "généraux" ou "exemplaires" dont on abuse tellement dans certains pays à notre époque. Pour que ce soit un socle véritable, il est indispensable de ne pas prendre des faits isolés, mais la totalité des faits se rapportant à la question envisagée, tous sans exception, car sinon surgit inévitablement le doute — doute tout à fait justifié — que les faits sont choisis ou réunis arbitrairement, et qu'au lieu des liens et de l'interdépendance de phénomènes historiques pris dans leur ensemble, on vous sert un ragoût personnel peut-être pour justifier quelque affaire peu reluisante. Et cela arrive plus souvent qu'on ne pense* » (*"Lettres à ses proches"*, préface de M. I. Oulianova, pp. 15-16).

De te fabula naratur ! C'est de toi dont il est question ! Il faudrait mettre cette sentence latine en épigraphe de toute la politique stalinienne et de tous ses articles ces dernières années. On croirait qu'elle a été écrite tout spécialement à propos de Staline s'amusant à glaner des exemples, à grappiller les faits isolés qui le servent, à propos du ragoût de la cuisine stalinienne composé de toutes sortes de déviations, excès, écarts, dégénérescence et autres, pour justifier ses méfaits.

Il suffit de mettre en lumière ce seul propos génial de Lénine pour comprendre le caractère et les méthodes des démonstrations staliniennes de ses théories, rapports et communiqués. Tous ces tours d'horizon et communiqués de "victoires" sur le front de l'industrialisation et de la collectivisation, sur l'élan des masses, etc., ressemblent comme deux gouttes d'eau par leur "méthodologie" aux communiqués de victoire sur les Japonais du général Kouropatkine. Pendant la guerre russo-japonaise, les journaux tsaristes annonçaient tantôt que tel chef d'escadron cosaque, dans une attaque intrépide, avait *"donné une bonne leçon à des sentinelles japonaises"* ; puis, que tel capitaine avec son bataillon avait, dans une audacieuse attaque à la baïonnette, mis en pièces une compagnie de soldats japonais ; le jour suivant, que *"les diables jaunes étaient kaput"* parce que l'armée tout entière brûlait de servir *"le petit père le tsar"*, etc. Pendant ce temps, une armée de 400 000 hommes, écrasée et totalement démoralisée, affamée, aigrie, ayant perdu foi en ses généraux, ne croyant plus à la victoire, reculait en désordre de position en position, et la situation empirait chaque jour.

C'est avec le même genre de bulletins d'informations victorieux que Staline soûle le parti et les masses. Aujourd'hui, on annonce que tel soviet rural, *"dans le cadre de la compétition socialiste et du mouvement des travailleurs de choc, luttant impitoyablement contre les koulaks et leur agents, les opportunistes de droite"*, a rempli avec succès le plan de livraison de blé.

Le lendemain, le secrétaire de cellule Petrov et le directeur Ivanov *"ont fait un rapport"* sur l'ouverture d'une nouvelle usine ou d'un nouvel atelier.

Le jour suivant, les ouvriers de l'usine Petrovski ou Vorochilov ont rempli avec enthousiasme le plan de souscription à l'emprunt et proposent de le prolonger.

Et pendant ce temps, le pays, réduit à la misère, pillé, ruiné, nu et affamé, dont les capacités de production, d'achat et de vente sont radicalement minées, qui a perdu foi dans le socialisme, terrorisé,

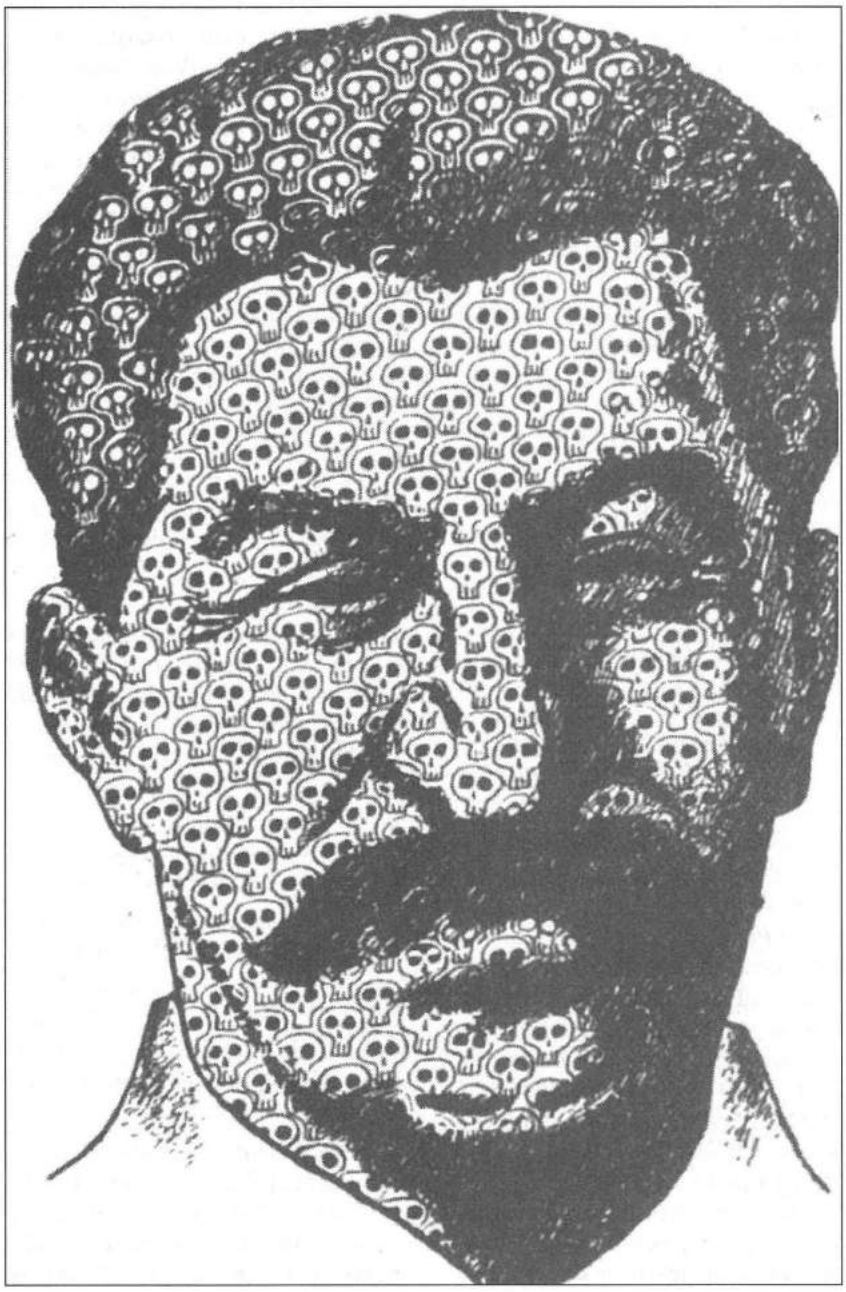
aigri, tonneau de poudre prêt à exploser, s'enfonce toujours plus dans l'impasse... Telle est la direction stalinienne !

Politicien sans principes et sophiste, cuisinier de ragoût répugnant, spécialiste de l'organisation "d'affaires Beilis" appliquée aux conditions de l'Union soviétique — tel est le visage moral et politique de Staline !

Lénine, dans son testament, avait dénoncé le manque de loyauté, la malhonnêteté, la mauvaise foi de Staline ; il a exprimé la crainte que Staline ne sache pas utiliser avec prudence le pouvoir de secrétaire général.

Le cours des événements n'a que trop démontré sa géniale clairvoyance. Déjà, à l'époque, Lénine a senti l'hypocrisie politique de Staline, son pharisaïsme. Aujourd'hui, c'est clair même pour un enfant.

(A suivre)



L'assassinat de Radek et Sokolnikov

Du 19 au 23 août 1936, s'est tenu le premier procès de Moscou contre onze anciens dirigeants du Parti bolchevique et de la révolution (dont Grigori Zinoviev, ancien président de l'Internationale communiste, et Léon Kamenev, ancien président du soviet de Moscou, l'un et l'autre ayant appartenu au bureau politique du Parti bolchevique), et cinq communistes allemands réfugiés à Moscou. Les seize, accusés d'avoir constitué un mythique "centre trotskyste-zinoviéviste" terroriste, qui, parmi ses innombrables forfaits, aurait assassiné Serge Kirov, premier secrétaire du PC de Leningrad, le 1er décembre 1934, sont condamnés à mort.

Le 23 janvier 1937, s'ouvre le deuxième procès de Moscou contre un prétendu Centre antisoviétique trotskyste de réserve et concerne dix-sept anciens dirigeants soviétiques. Treize d'entre eux sont condamnés à mort, quatre autres au goulag, dont Sokolnikov, ancien commissaire aux Finances du Conseil des commissaires du peuple et organisateur à ce titre de la nationalisation des banques, et Radek, ancien membre du comité central, véritable conseiller officieux du PC allemand, puis membre de l'Opposition de gauche dite trotskyste jusqu'en 1928. Les deux hommes seront assassinés au goulag.
Jusqu'alors, on attribuait leur mort à des compagnons de cellule à la suite d'une bagarre. Le document secret du KGB reproduit ci-après montre que c'est là la version discrètement diffusée par la Sécurité d'Etat stalinienne, qui a elle-même organisé l'assassinat des deux révolutionnaires.
Les deux assassins étaient des gradés de la police politique. Selon la tradition stalinienne, la falsification se conjuguant avec l'assassinat, l'assassin de Radek, officier de la Sécurité, sera présenté comme... un "trotskyste" ! C'est ce que souligne la dernière note du document. Ainsi, les trotskystes, alors accusés de préparer l'assassinat de Staline et d'une pléiade de dirigeants, se voyaient en plus accusés du meurtre d'un condamné du second procès de Moscou !

Un double assassinat maquillé en bagarre

EXTRAIT du rapport de I. A. Serov, président du KGB près le Conseil des ministres de l'URSS, pour le comité central du PCUS sur les circonstances de l'assassinat de G. Ia. Sokolnikov et de K. B. Radek, dans le cadre de l'affaire du "Centre trotskiste antisoviétique".

N° 1621-c.

Le 29 juin 1956.

Très secret.

Après leur condamnation, Radek et Sokolnikov se sont mis à raconter à leurs compagnons de cellule qu'ils étaient innocents et que tout leur procès était une mise en scène. C'est incontestablement ce qui a conduit à la décision, prise en mai 1939, de les "liquider". Les documents qui se trouvent dans les archives du KGB montrent que l'assassinat de Radek et Sokolnikov a été exécuté sous la direction de Beria et Koboulov conformément à un plan soigneusement élaboré (1).

La mise en œuvre de ce plan fut confiée à des employés du 2e bureau du NKVD — les agents opérationnels Koubatkine et Charok — et à des individus soigneusement sélectionnés parmi les détenus, qui se rendirent en secret pour exécuter ces tâches dans les prisons de Verkhneouralsk et de Tobolsk, où étaient incarcérés Radek et Sokolnikov.

Il a été établi que l'assassinat de Sokolnikov avait eu lieu dans les circonstances suivantes.

Sokolnikov fut préalablement transféré dans une cellule isolée, où, le 21 mai 1939, pénétrèrent, conformément au plan établi, le directeur de la prison, Fliaguine, l'agent Charok et le détenu Lobov, transféré de Moscou (ex-chef adjoint du Bureau spécial de la région militaire de Leningrad, condamné dans l'affaire de l'assassinat de Kirov). Ils se sont jetés sur Sokolnikov et l'ont tué.

Un acte fictif a alors été rédigé sur ce qui s'est passé, ainsi qu'un procès-verbal d'interrogatoire du détenu Kotov P. M. (nom sous lequel y figurait Lobov). Dans ce procès-verbal, établi par le chef

(1) En 1961, d'anciens cadres dirigeants du 2e bureau de la Direction de la sécurité du NKVD, P. V. Fedotov et Ia. N. Matoussov, ont dû s'expliquer devant le comité central du PCUS sur cette affaire. Ils ont révélé qui avait réellement pris la décision de liquider Radek et Sokolnikov : *"Les services opérationnels de la Tcheka pour les prisons politiques envoyaient leurs rapports sur l'attitude de Radek, Sokolnikov ou autres personnages du même acabit directement à Beria en personne, qui les transmettait ou les résumait à Staline, ce dont les employés du service étaient informés par Koboulov ou devinaient par le contenu, si je me rappelle bien, de ses notes manuscrites sur les rapports des cellules politiques"* (AP RF, F. 3, op. 24, D. 448, L. 184). Fedotov et Matoussov ont tous deux affirmé que *"les assassinats de Radek et de Sokolnikov avaient été effectués sur directive de Staline"* (*ibidem*, l. 189).

de la prison, les circonstances de l'assassinat de Sokolnikov sont relatées ainsi :

"Le ton arrogant de la question de Sokolnikov m'a mis hors de moi. Je l'ai traité de mercenaire fasciste, et que c'était à cause de vous et des leaders dans votre genre que j'étais également compromis. Sokolnikov s'est aussitôt levé de son lit et s'est approché de moi d'un air menaçant. J'étais assis sur mon lit, à côté de la tinette de la cellule, je m'en suis saisi et je l'ai frappé à la tête pour le repousser" (dossier d'archive n° 300954, t.1, l.d. 138).

C'est dans des circonstances analogues, sous la direction de l'agent opérationnel Koubatkine, que fut tué Radek le 19 mai 1939 dans la prison du NKVD de Verkhneouralsk.

Là aussi, l'assassinat organisé à l'avance fut ensuite maquillé en résultat d'une dispute. Le certificat de décès de Radek, établi par l'administration de la prison, indique :

"L'examen du corps du prisonnier Radek K. B. révèle des hématomes sur le cou, du sang coule de l'oreille et de la gorge, apparu à la suite d'un violent choc de la tête contre le sol. La mort est due aux coups reçus et à une strangulation de la part du détenu trotskiste Varejnikov. Pour valoir ce que de droit" (dossier d'archive n° 300935, t.1, l.d. 105) (2).

Il a été vérifié que, peu de temps après, Koubatkine et Charok, qui, avant d'être les exécuteurs des assassinats des détenus Radek et Sokolnikov, étaient de simples employés de l'appareil du NKVD, furent nommés respectivement chef du service du NKVD de la région de Moscou et vice-commissaire aux Affaires intérieures de la République du Kazakhstan.

D'autres prévenus dans la même affaire, Stroilov et Arnold, qui s'étaient également rétractés, restèrent incarcérés dans la prison d'Orlov du NKVD jusqu'à l'automne 1941. Le 11 septembre 1941, ils furent condamnés par défaut, sans la moindre preuve, par le collège militaire du Tribunal suprême de l'URSS et furent fusillés avec d'autres prisonniers.

Sur ce plan, il est intéressant de signaler le sort réservé à Ovtchinnikov, l'ancien chef du département du NKVD de la ville de Prokopievsk, qui était en charge du dossier d'Arnold.

En décembre 1940, Ovtchinnikov fut condamné par le tribunal militaire de Sibérie occidentale à dix ans de privation de liberté. Alors qu'il était sous les verrous, il raconta à ses codétenus comment avait été truquée l'affaire Arnold et signifiaa son intention d'écrire une déclaration à ce sujet.

Le 24 mars1941, en dépit de l'absence d'éléments supplémentaires dans son dossier, son affaire fut révisée et il fut condamné par le tribunal militaire à être fusillé..

Le président du KGB près le Conseil des ministres de l'URSS, I. Serov.

AP RF (Administration du président de la Fédération russe), f. 3, op. 24, d. 455, l. 33-35. Original.

---

(2) Sur l'assassinat de Radek, les matériaux de la commission N. M. Chvernik de 1961 sont plus précis : *« En mai 1939, on a vu arriver à la prison de Verkhneouralsk un employé aux opérations du 2e bureau de la Direction de la sécurité d'Etat du NKVD, Koubatkine. La première fois, il avait amené avec lui un certain Martynov, soi-disant détenu (dont l'identité n'a pu être établie), qui fut placé dans la même cellule que Radek, provoqua de façon préméditée une dispute avec lui, mais s'avéra incapable de tuer Radek et fut ramené de prison par Koubatkine. Au bout de quelques jours, celui-ci revint avec un autre détenu nommé Varejnikov, qui fut également placé dans la cellule de Radek. Le lendemain, le 19 mai, Varejnikov provoqua une dispute et tua Radek. Dans le procès-verbal établi par l'administration du camp, il est indiqué que Varejnikov était prétendument trotskiste. En réalité, le nom de Varejnikov était un pseudonyme de Stepanov I. I., ex-commandant du NKVD de la République autonome de Tchétchénie-Ingouchie, arrêté en février 1939 pour de graves crimes commis dans l'exercice de ses fonctions. En novembre de la même année, Stepanov fut libéré à la demande de Beria. L'arrêté de classement stipule qu'il a accompli une "tâche spéciale", revêtant une grande importance pour l'Etat (dossier n° 726531, tome 1, l.d. 176-178) »* (AP RF, F. 3, op. 24, d. 448, l. 190).

Katia Dorey : Il y a 25 ans commençait la grève des mineurs anglais

Il y a 25 ans, le 1er mars 1984, commençait la grève des mineurs anglais. Elle a duré un an et mobilisé toutes les forces d'un gouvernement qui, prêt à tout pour écraser "l'ennemi intérieur", a jeté dans la bataille sa police, sa justice (plusieurs morts, 7 000 blessés, 11 000 arrestations, saisie des avoirs du syndicat), une presse hostile et déchaînée.

L'enjeu ?

Pour les mineurs : le refus de toute nouvelle fermeture de puits, c'est-à-dire, au compte de toute la classe ouvrière, le droit d'avoir un emploi, de vivre de son travail.

Et c'est bien pourquoi, en Angleterre, qui compte alors officiellement plus de 3 millions de chômeurs, comme dans toute l'Europe (17 millions de chômeurs), où sont aussi liquidés les mines, les aciéries, les chantiers navals "non rentables", la grève des mineurs suscite le formidable mouvement de solidarité qui va lui permettre de tenir : solidarité matérielle (y compris la participation aux piquets de grève), solidarité financière, réunions, meetings, manifestations..., mais pas la grève, qui, seule, pouvait assurer leur victoire et que les directions syndicales parviennent à empêcher ou à limiter.

Introduction

POUR Thatcher, il fallait obtenir du syndicat des mineurs qu'il capitule, qu'il reconnaisse à la direction le droit de licencier et de fermer les puits jugés non rentables, et s'associe aux plans de licenciements, en acceptant d'en discuter les modalités. Mais, comme elle l'écrit, c'était *"beaucoup plus qu'une question de puits non rentables. C'était une grève politique."* Il s'agissait de répondre à la question posé par Heath : *"Qui gouverne ?"*

Sa stratégie, *"défaire les mineurs pour soumettre tout le mouvement syndical"*, est élaborée dès son accession à la tête du Parti conservateur, après l'humiliante défaite du gouvernement Heath, contraint par un déferlement continu de grèves et de manifestations à opérer un virage politique à 180° (le U-turn) et achevé par la grève des mineurs.

Elle s'y est préparée pratiquement pendant tout son premier mandat (1979-1983), notamment en renforçant une police désormais préparée et équipée pour les combats de rue, et en faisant voter toute une série de lois antisyndicales.

Elle a combattu d'autres secteurs de la classe ouvrière, mais, ne se sentant pas encore prête à affronter les mineurs, elle renonce, en 1981, à fermer des puits après qu'ils eurent voté pour la grève à plus de 80 %.

En 1984, elle choisit son heure et s'est préparée à une grève totale.

Mais elle réussit à maintenir des puits ouverts, sous protection policière, dans certaines régions. Le charbon importé massivement (notamment de la Pologne de Jaruzelski) est déchargé et acheminé (malgré des grèves — limitées — chez les dockers et les cheminots), l'approvisionnement de tous les secteurs clés (centrales électriques, aciéries...) est assuré.

Et pourtant, la grève des mineurs de 1984-1985 est entrée dans l'histoire comme le plus grand mouvement social qu'ait connu l'Angleterre (avec la grève générale de 1926). Elle est toujours vivante dans sa mémoire collective.

"Maintenant, nous devons combattre un ennemi intérieur beaucoup plus difficile" (Margaret Thatcher)

PENDANT les décennies précédentes, adossés aux conquêtes de 1945 (droits syndicaux, nationalisation), les syndicats, et celui des mineurs en particulier, étaient capables de paralyser le pays ; ils avaient obtenu des augmentations de salaires, aussitôt reprises par l'inflation, de meilleures conditions de travail, de (plus ou moins) "bonnes conditions" de licenciement... Mais, en 1984, il y avait plus de 3 millions de chômeurs et le nombre de mineurs était passé de 750 000 à la création du NCB (1) en 1947 à 200 000 (180 000 au fond), le nombre de puits de 958 à 164. Pour Thatcher, c'est un secteur condamné, puisque considéré comme "déficitaire" à 75 %. Elle écrit (2) : *"Au cours de l'automne et de l'hiver 1983-1984, Ian MacGregor* (3) *présenta ses projets. A ce moment-là, le nombre des travailleurs du secteur minier s'élevait à 202 000. La MMC (Monopolies and Mergers Commission, commission des monopoles et fusions) avait publié un rapport sur les Charbonnages en 1983 qui indiquait que près de 75 % des puits étaient déficitaires... En septembre 1983, il annonça au gouvernement son intention de réduire le nombre de mineurs de 64 000 en trois ans... Il revint nous voir en décembre 1983 pour nous faire savoir qu'il avait décidé d'accélérer le processus en vue de réduire le nombre de mineurs de 44 000 en deux ans... L'année suivante, 1984-1985, M. MacGregor proposa 20 000 licenciements."*

Pas rentables avec une productivité multipliée par quatre depuis 1947 ? Plus besoin de charbon avec une consommation stable et des importations en hausse (notamment des Etats-Unis) ? Leurs enfants seront-ils demain réduits à des émeutes sans espoir comme les jeunes de Brixton ou Toxteth ? Dans le Yorkshire, par exemple, il y a déjà 27 % de chômeurs.

Les mineurs n'acceptent pas et, en décembre 1981, par 70 % des voix, ils élisent à la présidence de leur syndicat (le NUM) Arthur Scargill (4), qui a fait campagne sur le mot d'ordre : *"Plus une seule fermeture de puits."*

C'est pourquoi il est pour Thatcher l'homme à abattre : *« M. Scargill refusait d'entendre les arguments économiques. Son point de vue était qu'aucun puits ne devait fermer à moins qu'il soit matériellement épuisé. En fait, il niait l'existence de "puits non rentables". A son avis, un puits qui perdait de l'argent — et il y en avait beaucoup — exigeait*

(1) NBC : société de charbonnage nationalisée, créée en 1947.

(2) Toutes les citations de Thatcher sont tirées de ses *Mémoires 10, Downing street,* chapitre 13, *"L'insurrection de M. Scargill"* (Albin Michel).

(3) Ian McGregor, homme d'affaire américain appelé par Thatcher à la direction de British Steel pour y organiser des licenciements de masse (60 000 en 3 ans). La nomination à la tête des Charbonnages, le 1er septembre 1983, du *"boucher américain de l'industrie anglaise"* (Scargill) était donc déjà une déclaration de guerre.

(4) Arthur Scargill, né en 1938, fils et petit-fils de mineurs, entre à la mine à 15 ans. Membre des Jeunesses communistes jusqu'en 1962, puis membre du Labour jusqu'en 1996. Son rôle dans l'organisation des piquets volants dès 1969 et de l'affrontement de Saltley (un millier de policiers qui gardaient le dépôt de coke s'enfuient devant 15 000 mineurs et métallos) le porte à la présidence du syndicat des mineurs du Yorkshire en 1973.

simplement un surcroît d'investissements. Appelé à s'expliquer devant une commission d'enquête, on lui avait demandé s'il existait un niveau de pertes qu'il jugeait intolérable. Il avait fait cette réponse mémorable : "Pour moi, les pertes sont illimitées". »

Elle décide donc de provoquer à la fin du printemps, où les besoins en charbon sont au minimum, un affrontement qu'elle juge inévitable.

Vingt-cinq ans plus tard, dans une double page du *Guardian,* Scargill s'est exprimé publiquement sur cette grève pour la première fois depuis 1985. Voici quelques extraits de cet article (les intertitres ont été ajoutés).

Arthur Scargill : *"Le choix était : capituler ou se lever et combattre"*

Le gouvernement Tory déclare la guerre aux mineurs

Il y a 25 ans, le gouvernement Tory, conduit par Margaret Thatcher, déclarait la guerre au Syndicat national des mineurs (NUM, National Union of Mineworkers). Les Tories s'étaient préparés à l'épreuve de force avec le NUM avant même les élections générales de 1979. Ils ne pouvaient oublier les grèves de mineurs victorieuses de 1972 (1) et 1974, dont la seconde avait conduit à la défaite du gouvernement Tory.

Mais la bataille historique du NUM ne commence pas en mars 1984, comme l'affirment tant d'experts. Les graines de la discorde avaient été semées bien avant. Un plan de fermeture des mines en 1981 avait entraîné les mineurs, y compris ceux de Nottinghamshire, dans une grève illégale (sans vote), qui avait contraint Thatcher à faire demi-tour, ou plutôt, en réalité, un détour.

A cette époque, l'industrie minière britannique était la plus efficace et techniquement avancée du monde, grâce à l'accord tripartite, le Plan pour le charbon, signé par le gouvernement travailliste, le National Coal Board (NCB) et les syndicats de mineurs en 1974, sanctionné par Thatcher en 1981. Et pourtant, peu après que je sois devenu président du NUM en 1981, j'ai reçu anonymement une copie du plan secret préparé par les dirigeants du NCB prévoyant la fermeture de 95 puits et la perte de 100 000 emplois dans les mines. Ce plan avait été préparé sur instruction du gouvernement après le succès de la grève illégale de 1981.

J'ai porté ce document au Comité national exécutif (NEC) des syndicats : son contenu était nié non seulement par les dirigeants du gouvernement et du NCB, mais par des dirigeants du NUM, qui avaient reçu des assurances sur le maintien à long terme de leurs puits. Pourtant, nos membres dans tout le pays ont été sensibles à ces révélations, car la direction des Charbonnages — de toute évidence sur instructions venues d'en haut — avaient déjà commencé à modifier unilatéralement les pratiques de travail concernant le travail par équipe et les heures supplémentaires (...).

(1) En janvier 1974, le pays est privé d'électricité, les rues sont dans le noir, on s'éclaire à la bougie, on travaille emmitouflé dans des couvertures, les entreprises fonctionnent un jour sur deux (semaine de trois jours). Heath doit appeler à des élections anticipées, qui vont donner la victoire aux travaillistes (Wilson, puis Callaghan).

Le début de la grève : appeler ou non à un vote national

Puis, le 1er mars 1983, agissant, je pense, en suivant des instructions nationales, les directeurs de quatre secteurs des Charbonnages annoncèrent la fermeture immédiate de quatre puits, Cortonwood et Bullcliffe Wood, dans le Yorkshire, Herrington dans le Durham, Snowdown et Polmaise en Ecosse.

Cette annonce mit le feu aux poudres (...).

Le 6 mars, à une réunion consultative tenue au siège du NCB de Londres, le président des Charbonnages, Ian McGregor, non seulement confirma ce qui avait été annoncé, mais ajouta qu'en sus des cinq puits déjà condamnés à une fermeture immédiate, vingt autres le seraient dans l'année à venir, avec la suppression de 20 000 emplois à la clé.

Il fallait le faire, disait-il, pour éliminer 4 millions de tonnes "excédentaires" et aligner l'offre sur la demande.

Les régions d'Ecosse et du Yorkshire votèrent pour demander l'accord de la commission exécutive à la grève et, le 8 mars, cette autorisation était donnée, selon la règle 41.

Les Galles du Sud et le Kent demandèrent aussi l'autorisation. La commission la donna en confirmant que les autres régions pouvaient faire de même. Nous étions conscients que l'annonce de la commission exécutive du 6 mars signifiait une déclaration de guerre.

Le choix était : ou bien capituler immédiatement ou nous lever et combattre (...).

La question qui n'a cessé d'être soulevée pendant ces 25 années était : pourquoi le syndicat n'a-t-il pas organisé un vote national pour la grève ? La vraie raison pour laquelle des régions comme le Nottinghamshire, le Sud Derbyshire et le Leicestershire voulaient un vote sur la grève nationale était qu'elles voulaient que la grève soit rejetée parce qu'elles croyaient naïvement que leurs puits n'étaient pas menacés... tandis que le président de la région des Galles du Sud, Emlyn Williams, disait à la commission exécutive du 12 avril 1984 : *"Se cacher derrière le vote est de la couardise. Je vous le dis franchement, décidez ce que vous voulez sur le vote, mais notre bassin sera en grève et le restera."*

Pourtant, les régions du NUM avaient le droit de demander aux Charbonnages de convoquer une conférence spéciale... pour déterminer si les délégués mandatés par leur région se prononceraient pour un vote individuel national ou approuveraient la décision du syndicat de permettre à des régions comme l'Ecosse, le Yorkshire, les Galles du Sud et le Kent d'engager la grève selon la règle 41.

Notre conférence spéciale se tint le 19 avril. McGahey, Heathfiels et moi-même avions été informés qu'une faible majorité se dessinait pour un vote national ; nous étions préparés à sortir le matériel nécessaire, affiches, bulletins de vote, tracts.

Une grande campagne était prête pour le vote "oui" à la grève.

A la conférence, dans son adresse inaugurale, Hethfield déclara aux délégués : *"J'espère que vous serez assez sincères et honnêtes pour reconnaître qu'il ne faudrait pas utiliser le vote comme un veto pour empêcher les gens dans d'autres secteurs de défendre leur emploi."* Ce rappel succinct de la situation où nous étions ouvrit un débat passionné où se succédaient des interventions ardentes et argumentées.

Dans ma réponse aux débats, je dis : *"Cette bataille dépasse certainement très largement le cadre de notre syndicat. Il s'agit du droit à travailler. Il s'agit du droit de préserver nos puits. Il s'agit du droit de préserver ce secteur... Nous pouvons tous faire des discours, mais ce soir nous aurons à nous lever et à nous compter... Nous sortirons et n'aurons pas seulement à dire ce que nous pensons devoir être fait, mais à le faire, parce que, si nous ne le faisons pas, nous sommes perdus."*

McGahey, Heathfiels et moi-même avions fait un décompte préalable et nous avons été réellement surpris quand, au vote, les délégués refusèrent l'appel à

un vote national sur la grève et décidèrent d'appeler tous les mineurs à refuser de franchir les piquets de grève et de rejoindre les 140 000 déjà en grève.

Nous avons appris par la suite que les membres d'une délégation régionale avaient été si remués par les arguments mis en avant dans la discussion qu'ils avaient tenu une réunion impromptue et décidé de porter leur vote en soutien aux grèves régionales, suivant la règle 41 (2).

Les membres du Parti communiste organisent la livraison du charbon aux aciéries

(...) Les discussions sur les secteurs préservés, autorisés à être livrés en charbon, ont suscité des divisions dans les sections les plus militantes du syndicat. Je plaidais passionnément pour n'autoriser aucune livraison aux stations électriques, cimenteries, aciéries ou mines de cokes où les stocks étaient très bas.

Beaucoup dans la gauche du syndicat (3) — notamment les membres du Parti communiste — avançaient que le syndicat avait la responsabilité de livrer un minimum de charbon pour permettre aux hauts-fourneaux et aux fours de "tourner au ralenti".

Heathfield et un certain nombre d'autres membres de la gauche du syndicat étaient d'accord avec moi pour ne pas livrer le charbon et que si les aciéries devaient fermer, ce que le directeur de British Steel, Bob Haslam, annonçait comme inévitable, la responsabilité serait celle du gouvernement, pas de notre syndicat.

Malgré nos appels passionnés, les régions accordèrent des dispenses.

Il s'écoula deux mois avant que le Yorkshire, les Galles du Sud et l'Ecosse ne se rendent compte qu'ils avaient été manœuvrés par British Steel et la direction des syndicats de la métallurgie, et que British Steel recevait bien plus de charbon que n'en avait prévu l'accord avec le syndicat régional (...).

La bataille d'Orgreave

La cokerie d'Orgreave était un objectif central pour les piquets de grèves. Je savais que son approvisionnement pouvait être coupé comme cela avait été fait au dépôt de Saltley, à Birmingham, en 1972, ce qui avait été décisif et permit, peu après, de terminer la grève.

(...) Orgreave a été fermé deux fois : la première, le 27 mai 1984, quand, avec une douzaine d'autres, j'ai été blessé au piquet de grève. La seconde, le 18 juin, quand 10 000 membres des piquets firent face à 8 500 policiers anti-émeute dans une scène qui rappelait les batailles de la guerre civile dans l'Angleterre du XVII[e] siècle.

La bataille a été si rude, le 18 juin, que des douzaines d'entre nous ont été hospitalisés, mais le résultat fut que le directeur de British Steel a envoyé un télex pour fermer temporairement Orgreave, comme cela s'était passé à Saltley, 12 ans auparavant. La différence fondamentale entre Saltley en 1972 et Orgreave en 1984 est que, dans le premier cas, dès le lendemain de la fermeture, les piquets avaient été renforcés à ma demande, tandis qu'à Orgreave, le 19 juin 1984, les piquets étaient complètement levés par les dirigeants des régions du Yorkshire et du Derbyshire, et autres dirigeants du syndicat des mineurs, malgré mes appels désespérés à les maintenir.

Je suis certain que si les piquets avaient été maintenus le lendemain du 18 juin, Orgreave — et Scunthope — auraient dû immédiatement fermer, forçant le gouvernement à un accord.

Tentatives d'accord avec les Charbonnages

Pendant 25 ans, on m'a accusé d'avoir refusé de signer un accord avec les Charbonnages (...), c'est un menson-

(2) On peut penser que la présence massive de mineurs grévistes à l'extérieur de la conférence a aussi joué un rôle.

(3) La "gauche du syndicat" comportait des membres du Parti communiste, de la gauche du Labour, des trotskystes...

ge flagrant. Le NUM a signé des accords en cinq occasions distinctes en 1984 : le 8 juin, le 8 juillet, le 18 juillet, le 10 septembre et le 12 octobre. Les quatre premiers accords ont été sabotés ou dénoncés, sur intervention de Thatcher.

Les termes de l'accord le plus important ont été entre le NACODS (syndicat des personnels de surveillance et de maîtrise) et le NUM, dans les bureaux du service de conciliation ACAS, le 12 octobre 1984.

Il incluait l'exigence que les Charbonnages abandonnent leur plan de fermeture des puits, s'engagent à maintenir ouverts les cinq puits dont la fermeture immédiate avait été annoncée, et des garanties selon lesquelles aucun puits ne serait fermé, sauf si un accord spécial reconnaissait qu'il était dangereux ou épuisé.

Les membres du NACODS avaient voté à 82 % pour la grève et leurs dirigeants avaient clairement fait savoir aux Charbonnages que la grève continuerait tant que les termes de l'accord NACODS-NUM ne seraient pas acceptés.

Un Tory, qui avait été ministre, m'a dit plus tard que quand Thatcher a été informée de l'accord NACODS-NUM, elle a annoncé au "comité spécial" du cabinet que le gouvernement n'avait pas d'autre choix que d'accepter l'accord.

Mais dès qu'elle a su que le NACODS — malgré l'interdiction expresse des TUC et du NUM — avait appelé à cesser la grève et accepté une procédure "modifiée" de révision des houillères, elle a immédiatement abandonné la décision d'accepter l'accord. Cette décision inexplicable du NACODS a conduit à fermer 164 puits et supprimer 160 000 emplois (...).

Pendant des années, je n'ai cessé de répéter que nous n'avons pas été "près" de remporter la victoire en octobre 1984, nous l'avions remportée, et, à ce moment précis, nous avons été trahis. Seuls les dirigeants du NACODS savent pourquoi.

La trahison des dirigeants du TUC et du Labor

L'histoire de la grève de 1984-1985 reste à écrire. Mais j'ai appris toujours plus de choses sur la trahison du leader du Labor Party de l'époque, Neil Kinnocks (4), sur celle du TUC et sur la collaboration de classe de dirigeants syndicaux comme Eric Hammon (syndicat des électriciens, EETPU) et John Lyons (Association des ingénieurs et administrateurs), qui disaient à leurs membres de franchir les piquets et ont tout fait pour que les mineurs soient défaits (...).

Une bataille historique

La lutte du NUM demeure non seulement une source d'inspiration pour les travailleurs, mais un avertissement aux dirigeants actuels des syndicats sur la responsabilité vis-à-vis de leurs membres et la nécessité de combattre à la fois le gouvernement et les patrons contre toute forme d'injustice, d'inégalité et d'exploitation.

C'est l'héritage de la lutte du NUM de 1984-1985, une bataille véritablement historique qui a donné naissance au magnifique mouvement des femmes contre la fermeture des puits et des groupes de soutien aux mineurs. J'ai toujours dit que la plus grande victoire de la lutte était la lutte elle-même, une lutte qui a inspiré des millions de travailleurs dans le monde entier.

Arthur Scargill (*Guardian*, 7 mars 2009)

(4) Neil Kinnocks avait été élu à la tête du Parti travailliste en octobre 1983 ; il représentait le courant du "nouveau réalisme", pour lequel les grèves étaient un obstacle aux victoires électorales et le Labor devait prendre ses distances avec le mouvement syndical. Il a été anobli (baron de Bedwellty) en 2005, après dix ans passés dans les commissions de l'Union européenne (commissions Santer et Prodi).

Pour les mineurs, donc, le choix était : accepter la transformation de leur région en désert industriel ou se battre. Une bataille difficile, mais où rien n'était joué d'avance. Thatcher écrit : *"Tout au long de la grève (...), les événements survenaient de manière imprévisible dans un sens ou dans l'autre — soudain, ils allaient dans le nôtre, puis, avec la même soudaineté, ils changeaient de direction — et je ne me suis jamais sentie rassurée sur l'issue finale."* Une bataille dont sont fiers encore aujourd'hui tous ceux qui l'ont menée.

Margaret Thatcher, elle, espère remporter contre *"l'ennemi intérieur"* (1) une victoire qu'elle pourrait exploiter comme celle des Malouines. Le bilan de son premier mandat n'est pas sans susciter des doutes au sein de son propre parti : elle a subi une série de grèves difficiles (aciéries, automobile, santé, rail...), sa décision de laisser désormais agir la "loi du marché", supposée conduire au succès économique, a eu pour conséquence des fermetures d'usines en cascade (55 000), l'effondrement de pans entiers du secteur industriel, un chômage passé, au cours de son mandat, de 1,3 million en 1979 à plus de 3 millions, les violentes émeutes de jeunes sans travail et sans avenir dans les quartiers déshérités de nombreuses villes, notamment Liverpool et Londres (Toxteth et Brixton). Sans le succès militaire aux Malouines et les divisions du Parti travailliste (2), son second mandat était rien moins qu'assuré.

Peu après sa réélection, *L'Economist* écrit : *"Les quatre années de l'administration Thatcher ont été des années faciles. Les salaires sont encore trop élevés, ainsi que les transferts sociaux...* ***Il faut que Mme Thatcher ait le courage de gouverner vraiment."***

"Gouverner vraiment", c'était, pour elle, mener à son terme la stratégie exposée, huit ans auparavant, dans le "Rapport Ridley" *(voir encadré)* : mettre toutes les chances de son côté pour affronter, à défaut de le subvertir, tout secteur de la classe ouvrière susceptible de faire obstacle à sa politique. *"Après l'expérience du gouvernement conservateur de 1970-1974, je ne doutais guère qu'un jour nous aurions à affronter une nouvelle grève des mineurs. Après l'élection de M. Scargill à la tête du NUM en 1981, j'en fus convaincue."*

Le 5 mars, la fermeture immédiate de quatre puits est annoncée au niveau régional sans que le NUM soit prévenu, au mépris des accords NCB-NUM. Une annonce *"pas très adroite"*, écrit Thatcher. Une provocation plutôt, d'autant que Cortonwood est au cœur du Yorkshire, le fief de Scargill, qu'on venait de dépenser des millions pour sa modernisation, que le puit avait été présenté comme sûr et que de nombreux mineurs venus de puits fermés ailleurs y avaient été reclassés. Les mineurs débraient aussitôt, organisent des détachements de piquets volants, et quand, six jours plus tard, le syndicat est officiellement informé de ces fermetures et des 20 000 licenciements qui doivent suivre, la grève est déjà effective dans le Yorkshire et en Ecosse. Se soumettre à l'obligation du vote national à bulletins secrets imposé par le *Trade Union Act* qui vient juste d'être adopté, ce serait donc déjà capituler devant Thatcher et désavouer les grévistes. Et prendre le risque d'un vote défavorable, certaines régions, notamment le Nottinghamshire, ayant reçu l'assurance que leurs puits étaient rentables (pour mieux les en convaincre, on leur avait at-

(1) Expression restée fameuse, tirée d'une de ses déclarations, en juillet 1984: *"We had to fight the enemy without in the Falklands and now we have to fight the enemy within, which is much more difficult but just as dangerous to liberty"* (*"Nous avons dû combattre l'ennemi extérieur dans les Malouines. Maintenant, nous devons combattre l'ennemi intérieur, beaucoup plus difficile, mais tout aussi dangereux pour la liberté"*).

(2) Pour se soumettre aux conditions du prêt qu'il a contracté auprès du FMI en 1976, Callaghan, premier chef de gouvernement travailliste à renoncer à l'objectif du plein emploi, impose un gel des salaires soutenu par les Trade Unions jusqu'en juillet 1978. A l'automne, c'est l'explosion des grèves, qui vont se succéder l'hiver durant (*"l'hiver du mécontentement"*) dans les secteurs les plus sensibles pour la population (santé, routiers, éboueurs, croque-morts...). Le Labour se polarise entre les "nouveaux réalistes", qui accèdent à la tête du Labour (Kinnock) et des Trade Unions (Murray), et la "gauche" qui se renforce.

tribué de meilleurs salaires), qu'il allait y avoir des investissement importants dans les Charbonnages, qui, une fois débarrassés du boulet des mines non rentables, étaient promis à un avenir prospère. Tout au long de la grève, elle recevra, à son cabinet particulier et même *"à des buffets privés"*, des groupes de mineurs ou d'épouses de mineurs non grévistes pour leur réitérer toutes ces promesses (3). Voilà pour la carotte. Maintenant, le bâton (4) :

"Le début de la grève.

Le jeudi 1er mars, le NCB annonça la fermeture des puits de Cortonwood, dans le Yorkshire. L'annonce ne fut pas faite de façon très adroite par le NCB local...

A la réunion du 6 mars avec le NUM, Ian MacGregor (...) confirma le chiffre de vingt mille fermetures... Le jour même, le NUM d'Ecosse appelait à la grève pour le 12 mars. Deux jours plus tard, le jeudi 8 mars, le bureau national du NUM se réunissait et apportait son soutien officiel aux grèves du Yorkshire et d'Ecosse.

La grève commença le lundi 12 mars... Au début de la première journée de grève, 83 puits fonctionnaient et 81 étaient fermés... A la fin de la journée, le nombre de puits arrêtés était monté à 100. La police livrait une bataille perdue d'avance pour permettre à ceux qui voulaient travailler de le faire (...).

Le mercredi matin, seuls 29 puits travaillaient normalement. La police faisait venir des agents de tout le pays pour protéger les mineurs qui voulaient travailler — 3 000 policiers venus de 17 localités furent recrutés... Les mineurs du Nottinghamshire réussirent à voter et le résultat, ce vendredi, montra que 73 % d'entre eux étaient contre la grève. Des votes par zones dans les bassins houillers des Midlands, du Nord-Ouest et du Nord-Est donnèrent aussi de fortes majorités contre la grève. ***Aussi précoce que cela puisse paraître, ce fut un des tournants de la grève. L'énorme opération de police fut extrêmement efficace*** (5)***... La première bataille cruciale avait été gagnée"*** (souligné par nous) (...).

Mais *"sur la majorité des sites, M. Scargill et ses collègues avaient une forte emprise qu'il ne serait pas facile de rompre (...), tout l'effort consista désormais à renforcer nos moyens de tenir..."*. Sa politique de confrontation brutale suscite l'inquiétude des milieux dirigeants : si elle ne réussit pas à circonscrire la grève chez les mineurs, elle court le risque d'une explosion sociale aux conséquences imprévisibles. Aussi son obsession est de *"faire en sorte qu'à aucun moment nous ne réunissions contre nous tous les syndicats concernés par le transport et l'emploi du charbon"*. Elle sera donc, tout au long de la grève, extrêmement brutale avec les mineurs en grève, mais très prudente avec tous les autres secteurs de la classe ouvrière, et craint de *"nous aliéner le soutien (...) des syndicalistes modérés"*. La "dame de fer" est à la merci des dirigeants syndicaux.

Dans le transport, des cheminots refusent de transporter du charbon dès le mois d'avril, mais ils ne sont pas soutenus par leur syndicat, leur grève est "illégale" et des dizaines de conducteurs de train sont frappés de mesures disciplinaires.

Les deux secteurs cruciaux, dépendants du charbon, sont les centrales thermiques et la sidérurgie.

Dans les centrales thermiques, toujours conformément aux recommandations du "Rapport Rydley", des stocks ont été discrètement constitués et, sans tenir compte du coût de l'opération, les centrales ont été transformées pour pouvoir basculer sur un fonctionnement au fioul. Surtout, la direction du syndicat

(3) Parmi les puits fermés sous Thatcher, ceux de cette région ne seront pas épargnés pour autant. Le mouvement de fermeture s'accélère après 1990 et la privatisation de l'électricité. Quand les Charbonnages sont privatisés en 1994, il n'y a pratiquement plus aucun puits ouvert dans le Nottinghamshire.

(4) "La carotte et le bâton" : méthode essentielle pour Ridley, qui y consacre toute la première page de son rapport : *« Les "carottes" et les "bâtons" sont moins efficaces dans le secteur nationalisé »*, notamment le principal "bâton", la *"peur de la banqueroute et des suppressions d'emplois"*.

(5) Le 14 mars, un premier mineur, David Jones, âgé de 24 ans, est tué sur un piquet de grève.

des électriciens, l'EEPTU, est la plus réactionnaire de tout le mouvement syndical britannique et signe, le 11 avril, un accord pour 13 mois en échange de substantielles augmentations de salaire.

Pour ce qui est de la sidérurgie, Thatcher écrit cyniquement : *"Les métallos, ayant eux-mêmes dû supporter une grève longue et désastreuse, n'étaient guère désireux de voir leurs usines endommagées ni de perdre leur emploi pour le seul bénéfice d'exprimer leur solidarité envers le NUM..."* (6), mais l'approvisionnement du secteur sera une perpétuelle source d'inquiétude : *"Les réserves de l'industrie étaient évidemment beaucoup plus faibles que celles des centrales. Mais c'était la sidérurgie (BSC) (7) dont les problèmes étaient les plus pressants. Les aciéries intégrées de Redcar et Scunthorpe risquaient d'avoir à mettre la clésous la porte dans les quinze jours si le coke et le charbon n'étaient pas livrés et déchargés. Port Talbot, Ravenscraig et Llanwern disposaient de stocks suffisants pour juste trois à cinq semaines..."*

La Pologne de Jaruzelski double ses exportations (8), mais encore faut-il le décharger et le transporter. Des grèves ont lieu chez les dockers et dans le rail, mais les directions syndicales parviennent à enrayer le mouvement. Par ailleurs, British Steel réussit à *"contourner le blocage des voies ferrées en organisant un acheminement par la route"*. Thatcher rend plusieurs fois hommage aux chauffeurs de poids lourds, secteur où, comme le préconisait le "Rapport Rydley", le recrutement de non-syndiqués avait été systématiquement organisé.

En mai-juin, elle mène une vraie bataille à Orgreave, dont le coke est vital pour l'aciérie de Scunthorpe. 10 000 mineurs, torse nu, affrontent 5 000 policiers à cheval, armés de matraques, protégés par des boucliers.

Elle lance, soutenue par la presse, une campagne acharnée contre la violence... des mineurs : *« De semaine en semaine, la grève se durcit... Les scènes de violence les plus scandaleuses furent peut-être celles qui eurent lieu devant la cokerie d'Orgreave, quand les grévistes tentèrent d'empêcher les convois de coke d'atteindre les aciéries de Scunthorpe. Le mardi 29 mai, plus de 5 000 grévistes affrontèrent violemment la police. Les policiers reçurent une grêle de projectiles divers, dont des briques et des fléchettes, et soixante-neuf personnes furent blessées. Dieu merci, ils disposent de tenues de protection anti-émeutes efficaces, me dis-je en regardant, comme des millions d'autres gens, ces scènes terribles à la télévision (...).*

Le lendemain, je déclarai : "Vous avez vu ces scènes (...) à la télévision hier soir. Je dois vous dire qu'il s'agit là d'une tentative de substituer le règne de la canaille à celui du droit, et cela ne sera pas toléré". »

En fait, l'honorable BBC a truqué son reportage. Il sera reconnu ensuite qu'elle a inversé l'ordre des séquences pour donner l'impression que les mineurs attaquent les policiers, et non l'inverse.

Pendant l'été, deux grèves des dockers, appelées par le syndicat, la plongent dans l'inquiétude.

La première a lieu du 9 au 20 juillet. Elle la gère avec prudence : *"Nous mobilisâmes les unités de la protection civile afin qu'elles se préparent à la crise, mais évitâmes de proclamer l'état d'urgence, qui aurait pu signifier l'envoi de la troupe. Tout signe de réaction excessive à la grève des dockers risquait de redonner du cœur au ventre aux activistes des syndicats de mineurs et autres. Notre stratégie devait viser à mettre fin à la grève des dockers aussi vite que possible, afin que le conflit du charbon pût durer aussi longtemps qu'il était nécessaire."* La grève est très suivie : *"Le 16 juillet (...), les responsables du Conseil de la navigation (...) me dirent que la grève était plus étendue que tout ce qu'ils avaient jamais connu dans le*

(6) Le nombre de métallurgistes était passé de 194 000 en 1974 à 61 000 en 1984.
(7) BSC : British Steel Corporation.
(8) Alors que "Solidarnosc" dans la clandestinité fait parvenir des messages de soutien. Scargill qui avait refusé de défendre "Solidarnosc" au congrès des Trade Unions de 1983, affirme publiquement qu'il *"devait des excuses à Lech Walesa"*.

passé." Pourtant, le 20 juillet, les représentants syndicaux appellent à la reprise.

Même scénario pour la seconde, commencée le 24 août : *"Bien qu'au début elle ait été fortement suivie (...), le 18 septembre, le TGWU donna l'ordre de la reprise."*

A l'automne, Thatcher se demande : *"La victoire va-t-elle changer de camp ?"* D'abord, il y a des négociations entre le NUM et le NCB, et elle craint toujours que MacGregor ne gère ce conflit comme un conflit habituel du travail, qu'il ne saisisse pas l'enjeu politique qu'elle lui donne.

« Les négociations entre le NCB et le NUM reprirent le 9 septembre... Je craignais toujours que M. MacGregor et l'équipe du NCB ne renoncent sans le vouloir aux principes de base pour lesquels nous nous battions. Lors des pourparlers de juillet, ils étaient déjà passés du principe de fermer les puits "non rentables" à la notion beaucoup plus douteuse de fermer les puits qui ne pouvaient pas être "développés avantageusement"... ***Je soupçonne M. MacGregor de s'être dit que, dès qu'il aurait réussi à faire reprendre le travail aux mineurs, il pourrait restructurer son secteur comme il l'entendait, quels que soient les termes précis de l'accord auquel il aurait abouti... Il était crucial pour l'avenir du secteur minier et du pays tout entier que la revendication du NUM — le refus de fermeture des puits non rentables — soit mise en échec, visiblement...*** » (souligné par nous).

Ensuite, au congrès des TUC, une large majorité adopte une résolution affirmant le soutien du TUC à la grève des mineurs, stipulant notamment que tout travailleur devrait respecter les piquets de grève du NUM. Un certain nombre de dirigeants syndicaux, celui de la sidérurgie, celui du syndicat des électriciens, qui dit que cette résolution conduit *"à la grève générale"*, s'y sont violemment opposés, le président du Labour, Neil Kinnock, a dénoncé les violences... des mineurs, mais la majorité des délégués, si modérés soient-ils, comprend qu'avec la défaite des mineurs, c'est tout le mouvement syndical qui est menacé.

Thatcher poursuit : *"En dehors des premiers jours de la grève en mars, ce fut une des périodes où je fus la plus inquiète. Certains, à Whitehall, craignaient qu'un mouvement ne commence à se constituer en faveur de M. Scargill. On ignorait quel effet aurait la résolution de soutien du TUC au NUM. On approchait de l'automne, et les activistes risquaient de reprendre du poil de la bête."*

Enfin, le personnel de surveillance et de maîtrise des mines vote pour la grève à 82,5 %.

Dès le 11avril, ils s'étaient prononcés pour la grève (7 638 pour, 6 661 contre), mais les statuts du syndicat, la NACODS, exigeaient une majorité des deux tiers. La grève doit prendre effet après un délai d'un mois.

Thatcher raconte : *"Cependant, l'événement le plus important avait été une circulaire diffusée par le NCB aux membres de la NACODS (National Association of Colliery Overmen, Deputies and Shoifirers, Association nationale des porions, aides-porions et boutefeux). La loi exigeait que le charbon ne soit extrait qu'en présence d'employés de la sécurité qualifiés — dont la grande majorité était affiliée à la NACODS. En avril, des membres de la NACODS votèrent la grève, mais ils n'atteignaient pas les deux tiers exigés par le règlement syndical. Jusqu'à la mi-août, le NCB avait employé des mesures variées à l'égard de la NACODS : dans certaines zones, des syndiqués avaient été autorisés à ne pas se présenter aux puits en grève où il n'y avait rien à faire ; dans d'autres, on leur avait demandé de venir chaque jour franchir le cordon des grévistes. La circulaire du NCB généralisait désormais cette deuxième pratique, menaçant de ne plus payer les membres de la NACODS qui refuseraient de s'exécuter (...). C'était une erreur grave... et elle faillit provoquer une catastrophe."*

La grève doit commencer le 28 octobre, mais *"le mardi 24 octobre, la direction de la NACODS finit par renoncer à appeler à la grève. On ne sait trop ce qui se produisit."*

sé... Ce que cette défaite établit fut qu'il n'était plus question de laisser la gauche fasciste faire de la Grande-Bretagne un pays ingouvernable. Les marxistes avaient voulu (...) remettre en cause les lois de l'économie. Ils échouèrent..."

Disposent-ils encore de *"ce droit de veto ultime"* ? Dans un sens, non. Le charbon n'est plus la seule source d'énergie. Surtout, Thatcher a déjà affaibli les syndicats, qui ont laissé passer sans réactions les lois antisyndicales de 1980, 1982 et 1984 (11) ; nombre de leurs bastions ont été démantelés (aciéries, chantiers navals, docks) ou en partie soustraits à leur influence (routiers, ports francs). Elle croit, et c'est ce que répète la presse, avoir maté les syndicats et la classe ouvrière. C'est faux, elle va en faire l'expérience, n'obtenant qu'à l'arraché le soutien de son propre camp, constamment inquiet de la violence de l'affrontement qu'elle a provoqué. Parce que leur survie est en jeu, les travailleurs se sont saisis de l'occasion de se battre qui leur était donnée. Comme le dit Scargill, le combat des mineurs *"dépasse certainement très largement le cadre de notre syndicat. Il s'agit du droit à travailler."* C'est pour cela qu'ils peuvent gagner... mais qu'ils ne peuvent gagner seuls. Pas "comme à Saltley", mais en appelant les TUC à la généralisation de la grève ou, au moins, à l'entrée d'autres secteurs dans la grève. Ce que Scargill ne fait pas.

Classe contre classe

Ce n'est plus parce qu'il pourraient empêcher l'économie de fonctionner que les mineurs sont, en 1984, un danger pour l'ordre établi. Ils sont un danger parce que leur lutte, unie, organisée, pour le droit au travail, permet à des millions de travailleurs de s'organiser à leurs côtés, pour battre ce gouvernement qui les condamne au chômage et à la misère. La grève des mineurs délimite deux camps suivant une ligne de classe (ce que la bourgeoisie anglaise a toujours tenté d'éviter), le pays se polarise, en arborant l'autocollant *"Coal, not dole"* ("Le charbon, pas le chômage") (12), on choisit son camp. Cette grève, voulue par Thatcher, entraîne une mobilisation sociale qu'elle n'a pas prévue. C'est dans cette mobilisation que se forme une nouvelle génération de militants. De nouvelles forces (les femmes, les jeunes) s'engagent dans la lutte sociale et politique. A peine la grève des mineurs finie, il y a à Londres une grande manifestation de la fonction publique, à laquelle participent, ce qui est nouveau, des enseignants. En avril, c'est une grève de plus de 150 000 lycéens contre les "stages"...

Des femmes de mineurs ont pris l'initiative d'organiser des "groupes de femmes contre la fermeture des puits" (13) au départ pour assurer le ravitaillement des piquets et des familles de mineurs, très vite leur mouvement se structure, s'élargit. Des femmes, jusque-là vouées aux tâches ménagères, prennent la parole dans les meetings, en Grande-Bretagne et à l'étranger, organisent leurs propres manifestations (dont l'une de plusieurs dizaines de milliers dans le Yorkshire), rédigent tracts et journaux, participent aux piquets. A la fin de la grève, de nombreux comités perdurent, poursuivent la lutte contre la fermeture des puits, la défense de leurs villes et de leurs régions, entretiennent la mémoire de la grève, de cette immense expérience de solidarité et de lutte.

Dans les villes, les structures locales intersyndicales (Trade Councils) reprennent vie et se mobilisent. Partout s'organisent des comités de soutien aux mineurs, les conseils municipaux tenus par des militants de gauche du Labour centralisent souvent toute cette activité. Cinq ans plus tard, ces conseils joueront un rôle important dans la lutte contre la poll tax. Une nouvelle fois, une mobilisation massive s'organise, exacerbée par la haine que Thatcher a accumulée contre elle, son parti décide de l'écarter : le 28 novembre 1990, elle doit quitter, les larmes aux yeux, le 10 Downing street.

(11) 1980 : interdiction des "piquets volants" et des grèves de solidarité ; 1982 : responsabilité financière du syndicat pour les dommages induits par une grève "illégale" ; 1984 : obligation du vote à bulletin secret pour déclancher une grève.
(12) En fait, "dole", c'est l'allocation de chômage, donc le sens est : le travail, pas l'aide sociale.
(13) Women Against Pit Closures (WAPC).

Le 25, les biens du NUM sont mis sous séquestre, le 28, la presse (9) joue à nouveau l'amalgame mineur-terroriste : *"Le* Sunday Times *révéla qu'un permanent du NUM s'était rendu en Libye et avait demandé personnellement appui au colonel Kadhafi. Le NCB profita de ce moment pour lancer un mouvement en faveur de la reprise du travail. On annonça que les mineurs qui auraient repris le lundi 19 novembre auraient droit à une prime de Noël substantielle. Le NCB fit une campagne de lettres pour attirer l'attention des mineurs en grève sur cette offre (...). Le 29 décembre, Peter Walker fut en mesure* (d'annoncer) *(...) qu'il n'y aurait pas de coupures d'électricité pendant toute l'année 1985."*

Désormais privés de perspective, le NUM ayant tout misé sur la capacité des mineurs à bloquer l'économie, notamment l'électricité, les mineurs commencent à reprendre le travail, mais ce n'est que le 27 février que *"le chiffre magique fut atteint : plus de la moitié des adhérents du NUM ne faisaient plus grève. Le dimanche 3 mars, le congrès des délégués du NUM vota la reprise du travail."*

Le 3 mars, en effet, à une courte majorité (98 voix contre 91), une conférence de délégués décide la reprise du travail. Certes, ils rentrent la rage au cœur, criblés de dettes, sans avoir arraché l'annulation du plan de fermetures. 700 ont été licenciés et d'autres sont condamnés ou inculpés. Mais ils rentrent en bon ordre, derrière les drapeaux de leur syndicat. Le NUM n'a rien signé, il n'a pas "légitimé" les licenciements. Dans les régions où la grève a été pratiquement totale jusqu'à la fin (Kent, Galles du Sud, Yorkshire) ou, en tout cas, jusqu'en janvier (Ecosse), le sentiment dominant n'est pas celui d'une défaite, *"notre tour viendra"*.

Si la presse internationale titre sur la défaite écrasante (10), historique, des mineurs, la presse anglaise est beaucoup plus réservée, comme d'ailleurs Thatcher elle-même : *"Même à ce stade, on n'était pas certain que les activistes ne trouveraient pas une nouvelle excuse pour se remettre en grève l'hiver suivant. Nous prîmes donc des mesures pour reconstituer les stocks de charbon et de pétrole, et continuâmes à observer les événements dans les Charbonnages avec la plus extrême attention."* Au sein du Parti conservateur, certains n'hésitent pas à critiquer le budget qui ignore toujours le problème du chômage.

N'a-t-elle pas pris de grands risques et payé bien cher sa "victoire" ? Elle a mené une véritable guerre, ouverte et secrète (déployant dans les mines un réseau d'indicateurs et de provocateurs). Des villages miniers quadrillés par une police militarisée, comme en Irlande du Nord, toute la région du Nottinghamshire pratiquement coupée du pays, un pays en état de siège avec des barrages routiers, la police ayant le droit d'arrêter n'importe quel véhicule et de lui faire rebrousser chemin. Le coût de la grève a pu être évalué à 30 milliards de livres actuelles (Seumas Milne, *Guardian*, 12 mars 2009), il était, en tout cas, totalement disproportionné par rapport à son objectif affiché. Thatcher tente de se justifier en concluant : *"La grève des mineurs fut toujours beaucoup plus qu'une question de puits non rentables. C'était une grève politique. Et son issue eut donc une portée qui dépassa de beaucoup la sphère économique. De 1972 à 1985 (...), aucun gouvernement ne pouvait vraiment résister à une grande grève, en particulier une grève du syndicat des mineurs... Même après que nous eûmes entrepris la réforme des syndicats et surmonté des conflits de moindre importance, comme la grève des métallos, beaucoup, à gauche et en dehors de la gauche, continuaient à croire que les mineurs disposaient du droit de veto ultime et qu'ils s'en serviraient un jour. Ce jour était advenu et il était aujourd'hui pas-*

(9) *"Peter téléphonait lui-même régulièrement aux rédacteurs en chef des journaux pour exposer notre point de vue"* (Peter Walker, ministre de l'Energie, avec qui elle gère directement la grève). Son "point de vue", largement repris dans la presse en effet, est que les mineurs sont des "fascistes", des "terroristes", des "voyous" ("mob"), payés par "l'étranger", Moscou (Gorbatchev lui-même), les syndicats afghans (!), la Libye...

(10) En France, *Libération* : *"364 jours pour rien"*, *Le Monde* : "Reddition sans condition, victoire totale de M^me^ Thatcher".

ANNEXE

Le "Rapport Ridley"

Il s'agit en fait d'une note de 28 pages, interne au courant du Parti conservateur auquel appartient Margaret Thatcher, datée du 8 juillet 1977 et consacrée pour l'essentiel à définir une politique dont l'objectif à long terme est la "dénationalisation", les secteurs rentables devant être privatisés et les secteurs non rentables disparaître. La première partie est consacrée à l'administration du secteur public pour l'aligner progressivement sur le fonctionnement du secteur privé. La seconde partie est consacrée aux mesures préalables à la dénationalisation (fin du monopole, fragmentation) à prendre une fois la transformation du secteur public réalisé, et à ses modalités possibles. C'est donc une politique à très long terme, qui sera engagée dès 1979 en Grande-Bretagne pour se poursuivre sous Major et Blair. Elle nous est bien connue, puisqu'elle a été mise en œuvre toute l'Europe après l'adoption du traité de Maastricht.

Une annexe confidentielle de 4 pages, titrée *"Countering political threat"* ("Contenir [1] la menace politique"), est consacrée aux "ennemis" susceptibles de faire obstacle à cette politique, nommément les syndicats, et particulièrement celui des mineurs. Cette annexe ayant été divulguée par *The Economist* (27 mai 1978) est généralement ce qu'on a retenu de ce rapport. Elle détaillait une stratégie en 5 points.

"1) Nous devrions nous laisser une certaine liberté dans notre politique de retour sur investissement pour certaines augmentations de salaires supérieures à la normale dans des secteurs sensibles...

2) Nous pourrions tenter de provoquer la bataille dans une industrie non sensible et où la victoire est possible. C'est ce qui arrivé quand nous avons gagné contre les travailleurs de la poste en 1971. Nous pourrions gagner dans les chemins de fer, BLMC, le service civil et l'acier. Une victoire remportée dans un secteur choisi par nous découragerait une attaque dans un secteur plus sensible, cela découragera une attaque dans un secteur où nous sommes davantage vulnérables.

3) Ces stratagèmes peuvent se révéler insuffisants et nous devons nous préparer à renforcer nos défenses dans toute industrie particulièrement sensible. Dans l'électricité (ou le gaz), nous ne pouvons vraiment pas nous le permettre, nous devons absolument éviter de provoquer les travailleurs dans ce secteur. Par chance, il n'y a guère de licenciements à effectuer dans ce secteur.

Le plus probable est une confrontation dans le charbon. Nous devrions constituer des stocks aussi élevés que possible, particulièrement dans les centrales électriques. Nous devrions faire des plans pour nous préparer à pouvoir rapidement importer du charbon. Nous devrions nous arranger pour que certaines compagnies de transport recrutent d'avance un noyau de chauffeurs non syndiqués pour nous aider au transport du charbon en cas de besoin. Nous devrions aussi installer un système permettant de passer du charbon au fioul dans toutes les centrales électriques aussitôt que possible. (Il envisage ensuite des mesures pour faire face à une grève dans les docks et le transport routier.)

4) La meilleure mesure pour prévenir toute grève, que ce soit dans le public ou le privé, est de priver totalement les grévistes de ressources (2)*, de faire tout financer par les syndicats...*

5) Nous devons pouvoir faire face aux piquets violents. Là aussi, il ne s'agit pas seulement du secteur nationalisé. Il est vital pour notre politique que dans l'avenir nous saisissions une occasion de vaincre la violence qui défie la loi les piquets. Le seul moyen est de disposer d'importantes équipes de police mobiles, équipées et préparées à défendre la loi contre la canaille du type des mineurs de Saltley.

C'est aussi une sage précaution de tenter de faire recruter par des compagnies de routiers des routiers non syndiqués préparés à franchir les piquets sous la protection de la police. Ils seraient toujours prêts à être utilisés dans les situations critiques qui déterminent généralement l'issue de tout conflit de ce genre.

Conclusion : ces cinq politiques sont accessibles et, sagement utilisées, assureront une bonne défense, surtout que l'abandon d'une politique des salaires ne donne pas prise à la grève."

Il conclut en se disant confiant que ces mesures devraient être suffisantes *"pour tenir le fort jusqu'au moment où notre stratégie à long terme de fragmentation commencera à produire ses effets"*. Toutes ces recommandations ont été appliquées à la lettre par Margaret Thatcher.

(1) "Counter", en anglais, c'est à la fois parer, bloquer (un coup) et riposter.

(2) Pendant la grève des mineurs, pour la première fois, les femmes et les enfants de grévistes perdront tous leurs droits à des aides sociales ("benefits"). Par exemple, les enfants de mineurs n'ont plus droit aux repas gratuits à l'école ou à l'allocation pour acheter leur uniforme.

Chronique des falsifications

Famine ukrainienne et génocide

DANS le dernier numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier*, vous critiquez l'interprétation que fait Nicolas Werth de la famine ukrainienne, qualifiée par ce dernier de *"génocide par la faim"*. La critique est justifiée, mais, me semble-t-il, mal argumentée ici.

Selon l'auteur de l'article des *Cahiers*, *"un génocide, c'est l'extermination ou la tentative d'exterminer un peuple ou un groupe ethnique ou social entier"*. Nicolas Werth affirmant que *"le Holodomor a été très différent de l'Holocauste, il ne se proposait pas l'extermination totale de la nation ukrainienne"*, mais qu'il est *"le seul événement européen du XXe siècle"* pouvant être comparé au génocide arménien et à l'Holocauste, les *Cahiers* en concluent que, pour Nicolas Werth, *"ce n'est pas un génocide, mais c'est un génocide quand même"*.

En fait, selon la définition retenue par l'Assemblée générale des Nations unies en décembre 1948, *"le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après commis dans l'intention de détruire, en* ***tout ou en partie*** (souligné par moi), *un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :*

a) meurtre de membres du groupe ;

b) atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ;

c) soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ;

d) mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe ;

e) transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe."

A défaut d'avoir raison, Nicolas Werth est donc parfaitement cohérent dans sa comparaison entre la famine ukrainienne et l'Holocauste.

Il est incontestable qu'au cours de la famine de 1932-1933, la bureaucratie stalinienne a usé de méthodes particulièrement féroces contre la paysannerie ukrainienne. Plusieurs districts ont été délibérément privés de ravitaillement pendant de longs mois, des barrages ont été installés par l'armée pour empêcher l'exode de centaines de milliers de paysans et la famine a été suivie d'une purge massive au sein de l'intelligentsia et du Parti communiste ukrainien.

Pour ces raisons, de nombreux auteurs ont vu dans la famine une entreprise d'extermination (pas seulement les nationalistes ukrainiens hystériques ou les "historiens" anticommunistes). Dans sa nouvelle *Tout passe*, l'écrivain Vassili Grossman parlait du décret qui *"exigeait qu'on fasse périr de faim les paysans d'Ukraine, du Don et du Kouban, qu'on les fasse périr avec leurs petits enfants"*. Il est vrai, par ailleurs, que la mémoire de cette famine a fait l'objet d'une récupération ignoble de la part de ceux qui veulent y voir un équivalent "communiste" du génocide juif.

Ce qui justifie que cette famine ne puisse être considérée comme un génocide, c'est qu'elle n'a pas été l'aboutisse-

ment d'un mythique "projet d'extermination" de la part de Staline, mais la conséquence d'un enchaînement au cours duquel la bureaucratie a instrumentalisé une famine pour briser la résistance de la paysannerie ukrainienne, fortement rétive à la collectivisation, et ses traditions nationalistes. A partir de la seconde moitié de 1933, la résistance étant brisée, les staliniens ont de nouveau acheminé des grains vers l'Ukraine, ce qui invalide l'hypothèse d'une volonté d'extermination.

Le *"Holodomor"* est aujourd'hui une source intarissable de falsifications et de non-dits de la part de ceux qui veulent enterrer l'héritage d'octobre 1917. Ce qui nécessite d'autant plus d'être précis dans la critique.

Charles Allain

A propos du film *Une histoire italienne*... Pas si fou !

L'ÉTÉ passé, je sortais à peine de l'horrible lecture des *Bienveillantes*, dont je me demande toujours si ses panégyristes médiatiques l'avaient lu intégralement (ce livre ayant été présenté comme *"l'histoire d'un homme ordinaire pris dans la tourmente de l'Histoire"* !). Pour quelques jours à Paris, je suis allé au cinéma à l'occasion de la projection du film *Une histoire italienne* (titre original *Sangue pazzo* : "Le sang fou").

Je n'avais pas lu les présentations en dehors de celles, sommaires, affichées dans l'entrée du cinéma. Après recherche, toutes donnent à peu de choses près ceci (*Télé-Obs*) :

"En 1945, à la Libération, un couple d'acteurs vedettes du cinéma mussolinien est capturé par des partisans. Les comédiens font l'objet d'un procès sommaire.

Le 30 avril 1945, cinq jours après la Libération, la banlieue de Milan s'agite. Deux cadavres ensanglantés viennent d'être découverts. Il s'agit des corps d'Osvaldo Valenti et de Luisa Ferida, des vedettes du cinéma de l'ère mussolinienne. Soupçonné de fascisme, le couple a été au cœur d'un procès sommaire avant d'être exécuté par les partisans."

Ou encore (le plus souvent repris sur les différents sites Internet de cinéma) :

« A l'aube du 30 avril 1945, cinq jours après la Libération, on retrouve à la périphérie de Milan deux cadavres ensanglantés. Une pancarte fraîchement peinte les identifie : Osvaldo Valenti et Luisa Ferida, exécutés quelques heures auparavant par les partisans. Mais qui étaient Osvaldo Valenti et Luisa Ferida ? Adulé du grand public, le couple, aussi célèbre à la ville qu'à l'écran, faisait partie des acteurs de premier plan du cinéma des "téléphones blancs" que le régime fasciste avait voulu encourager. Parfaits dans les rôles du voyou séduisant et de la femme perdue et sans âme, ils scandalisaient la petite bourgeoisie italienne en incarnant ces personnages anarchisants et dissolus. »

Certains journaux sont plus explicites.

Le Figaro : *"L'écrivain et réalisateur à succès de* Nos meilleures années, *grande fresque sur l'Italie de l'après-guerre à nos jours, revient en arrière et se penche sur la période trouble de la fin du régime fasciste, lorsque l'Italie est en proie à la guerre civile, après l'armistice de septembre 1943. Il y raconte l'histoire vraie d'un couple de comédiens, Osvaldo Valenti et Luisa Ferida, qui avaient adhéré à la république de Salò et tourné quelques films à Venise, dans les studios de la Giudecca, que Mussolini comparait à Cinecittà. Arrêtés par les partisans, ils furent fusillés sans autre forme de procès."*

L'Humanité : *"(...) Le réalisateur s'est permis bien des libertés, au demeurant autorisées à tout auteur de fiction, avec la matérialité des faits. Non pour*

innocenter ses personnages, mais pour organiser la structure dramatique de son récit."

La recette des nouveaux faussaires

La recette des nouveaux faussaires vient d'être exposée : ne rien cacher des turpitudes des "héros", et même, à l'instar de Littel dans *Les Bienveillantes*, en rajouter de manière à transformer peu ou prou le lecteur ou le spectateur en voyeur, pour montrer avec luxe de détails un homme et une femme esclaves de leurs pulsions, de leur passion, de leur ambition et de leurs lâchetés... Sans doute la définition de "l'homme ordinaire" pour ces gens-là ? Une histoire vraie, et dans le même temps la fiction autorise toutes les libertés. Ben voyons !

De la même façon que l'on émerge sonné et mal à l'aise des *Bienveillantes*, on sort désarçonné de la salle de projection.

Les acteurs jouent bien. Le scénario, relativement complexe, se suit sans mal. Où est le malaise ? D'une phrase : les deux héros (ou anti-héros), amoureux éperdus, ont été assassinés lâchement de plusieurs balles dans le dos, après un simulacre de procès, sur un discret signe de tête du chef des résistants communistes qui les avait pourtant laissés partir libres.

Ainsi, en quelques minutes de pellicule, la résistance et son procès expéditif sont donnés pour des répliques — de l'autre camp, certes — jumelles du régime fasciste et de ses horreurs.

Peu de temps auparavant, on ne nous aura pas épargné le courage de Valenti souffrant cruellement du manque de drogue, ni celui de sa compagne aimante faisant face elle aussi, tous deux cachés en attente de leur procès par les partisans à qui ils se sont rendus. Ce qui provoquera d'ailleurs le massacre de ces derniers par des nazis.

Le tour de force du cinéaste, c'est de parvenir, malgré la — longue — fresque déroulant la participation avérée de Valenti et de Ferida au régime fasciste, à rendre ces deux arrivistes mondains finalement sympathiques !

Nous voyons pourtant leur fascination — mêlée à un peu de répulsion — pour les exactions commises par leur hôte régulier, Pietro Koch, le chef de la police spéciale à Milan, dont le siège se trouve à la villa Fossati (la "Villa triste"), et dont il est dit dans un livre publié en 2000 (*La "Banda Koch"*, de Massimiliano Griner) que *« la cruauté des geôliers dépasse parfois celle des nazis et les conditions de détention dans les cellules de la "Villa triste" sont pires que celles des prisonniers de la Gestapo »*. Valenti filme les torturés agonisant derrière les barreaux.

La Ferida couche avec le sadique, afin qu'il procure à Valenti ses indispensables doses de drogue. Et Pietro Koch fournit effectivement les ampoules de morphine — la cocaïne n'a plus cours, c'est la disette — à Valenti. Et l'on voit comment il peut la lui procurer : sous les yeux de Valenti, il se fait remettre le stock d'un hôpital, après avoir assassiné l'infirmier responsable !

Les excellentes relations du couple avec les suppôts du régime de Salò valent à Valenti de devenir lieutenant de marine dans la Dixième Flottille (la Decima Mas), conçue et commandée par le prince Junio Valerio Borghese, héros sous-marinier décoré par Mussolini, qui, jusqu'en 1970 où il tenta un coup d'Etat pour renverser la République italienne, appartint à différents partis néo-fascistes, avant de finir sa vie exilé en Espagne franquiste — cela, évidemment, le film n'en parle pas, mais il n'est pas question non plus de l'appartenance à la Decima Mas, certaine d'après plusieurs biographies, de Luisa Ferida.

Bien sûr, Valenti plastronne en habit galonné, son travail consistant manifestement à traquer les anti-fascistes en ville et à remonter le moral des autres. C'est à cette occasion que sa grande popularité est affichée à l'écran : il signe de nombreux autographes... Il présente à qui veut l'entendre ses projets, et l'on devine quel grand cinéaste il aurait pu être...

Au cours d'une de ses missions, dans un bus, il reconnaît le résistant Golfiero. Golfiero est un riche aristocrate, homosexuel, ami et protecteur de la Ferida,

honnête : c'est lui qui arrachera la promesse d'un vrai procès pour le couple d'acteurs... Le personnage est totalement fictif ! Mais reprenons : Valenti est en mission d'épuration, ce qui lui faisait un devoir d'arrêter cet homme... Il lui permet de partir sans être inquiété. Voilà qui rappelle la grande liberté de comportement de Valenti au début du film, qui n'hésitait pas à brocarder en l'imitant Mussolini soi-même... Ce qui lui vaut l'attribut *"anarchiste"* de la part de plusieurs journalistes ! Dans plusieurs biographies, il est plus justement qualifié de *"parfait histrion"*.

Suzanne Déglon Scholer, responsable d'une rubrique (bien documentée) dans la *Tribune des cinéphiles* de juillet 2008, affirme : *"C'est l'histoire de deux êtres insouciants à qui le succès a souri et que leur goût du luxe et du confort a poussés dans les mauvais choix politiques."*

"Personne n'était innocent"

L'actrice Monica Belluci : *"Marco Tulio Giordana lève le voile sur une période très trouble*, précise-t-elle. *Une période difficile à comprendre aujourd'hui, où personne n'était innocent. L'Italie sortait de la Première Guerre mondiale appauvrie, en quête d'un sauveur, d'un homme providentiel, d'un père. Et ce fut malheureusement Mussolini (...). Au-delà de leur histoire d'amour passionnée et destructrice, Ferida et Valenti, qui incarnaient à l'écran des personnages troubles, des antihéros, sont devenus des artistes maudits, perdus. Les symboles d'une Italie que tout le monde voulait oublier."*

Mais laissons parler le cinéaste, Marco Tullio Giordana (il s'agit d'un article, trouvé comme les autres sur le Net, rédigé à partir d'une interview lors de la présentation du film au festival de Cannes durant l'été 2008) : *"Osvaldo Valenti et Luisa Ferida étaient des stars du 7e art italien dans les années trente. A la vie comme à l'écran, ils formaient un couple sulfureux, qui flirta avec le régime fasciste, à l'époque où celui-ci décida de concurrencer Rome et Cinecittà en jetant les bases d'un nouveau pôle cinématographique à Venise. Etaient-ils pour autant ces suppôts de Benito Mussolini ayant commis les atrocités qu'on leur attribua ? Méritaient-ils d'être exécutés, pour l'exemple, durant les jours forcément troubles qui précédèrent la Libération ?"*

Réponse du cinéaste : *« C'est vrai qu'Osvaldo Valenti et Luisa Ferida se sont compromis avec le fascisme dans les fameux "téléphones blancs", ces films qui lorgnaient sur le cinéma d'évasion hollywoodien. Mais je ne pense pas qu'ils étaient coupables de tout ce qu'on leur a mis sur le dos »*, estime Marco Tullio Giordana, qui rêvait depuis les années quatre-vingts de porter leur destin à l'écran.

La minoration systématique de l'implication, et jusqu'au bout, de Valenti dans le régime fasciste est frappante, mais aussi le silence concernant le point de vue du cinéaste.

Une exception, *Les Echos*, cités dans un blog par un internaute justement offusqué : *« Le père du réalisateur était résistant. Il avait l'habitude de dire :* "Les fascistes étaient nos ennemis, mais aussi nos frères." *Le fils a retenu la leçon. Aussi* Une histoire italienne *évite-t-il le manichéisme et tente-t-il de saisir, avec une empathie certaine, le ressort de ces deux personnages au destin tragique. Osvaldo Valenti et Luisa Ferida auraient en effet pu continuer leur carrière après-guerre, si, après l'armistice du 8 septembre 1943, ils avaient choisi le camp des vainqueurs aux côtés du maréchal Badoglio et des Alliés. »*

Complétée par la lecture d'autres articles, cette conclusion du journaliste permettrait par ailleurs de se faire une idée plus précise sur ses sympathies comme de ses empathies politiques...

Dans l'article déjà cité de *L'Humanité* : *"En septembre 1943, quand il faut choisir son camp, ils suivent sans états d'âme le Duce dans la folie de la république de Salò, dont Pasolini a rappelé au cinéma ce qu'elle fut. Pour pouvoir continuer à vivre dans la jouissance la plus décadente, ils se maquent avec tout ce que le pouvoir en déconfiture peut*

compter d'éléments troubles en marge de la loi. A la veille de la Libération, ils se livrent aux partisans, tentant de les convaincre qu'ils sont blancs comme neige, si l'on ose dire. Ceux-ci n'auront cure de cette trop tardive repentance. Ils sont fusillés ensemble à Milan dans la nuit du 29 au 30 avril 1945, le lendemain de l'exhibition des corps pendus par les pieds de Mussolini et de la Petacci, sa maîtresse."

Voilà qui est bien vu. Mais l'auteur, au lieu de s'interroger, comme on aurait pu s'y attendre, à propos de l'empathie prononcée du cinéaste pour ses deux personnages, prend le parti de rester sur le terrain esthétique pour conclure : *"En revanche, la réalisation déçoit."*

Tenter une lecture des intentions de l'auteur

A la lumière de la "leçon" historique finale, on peut tenter une lecture (*en italiques*) des intentions de l'auteur au cours du film.

Les deux acteurs fréquentent assidûment les allées et les salons du pouvoir mussolinien : *Un couple célèbre pris en otage par la cruelle Histoire qui se joue des destins des hommes ordinaires.*

Valenti se moque du Duce : *Anarchiste irrespectueux (mais courageux aussi).*

Valenti adhère à la république de Salò... *Par bravade au moment où d'autres se dégonflent* ... et devient officier de la Decima Mas : *Quand un acteur confond son métier et la vie, par amour de son métier.*

Valenti filme les torturés de la Villa triste : *Comme la passion des passions humaines peut mener loin.*

La Ferida se donne au plus abominable des bourreaux de Salò pour assurer la drogue à Valenti : *Jusqu'où une femme peut aller par amour.*

Valenti utilise la drogue volée devant lui aux patients de l'hôpital par un assassinat : *Valenti est addict, c'est dur, mais c'est ainsi.*

Les demandes d'autographes : *Le peuple aime le cinéma, la réussite et les uniformes.*

Valenti laisse partir Golfiero : *Quelle humanité ! (Et quel courage aussi.)*

Valenti et Ferida étalent ostensiblement leur tumultueuse passion : *Ils étaient amoureux, et pas hypocrites, eux.*

Des résistants sont tués pour avoir assuré la protection des deux acteurs : *Dommage collatéral en période trouble. D'ailleurs, les amis des résistants morts les vengent cruellement... C'est la guerre, et personne n'est innocent.*

A l'issue de leur procès, Valenti et Luisa partent presque confiants, main dans la main, croyant être libres : *Des ingénus amoureux... Mais voilà, l'époque ne permettait pas aux ingénus amoureux de vivre...*

L'assassinat dans le dos par les résistants : *Honteuse lâcheté.*

Depuis la lecture du livre de Michel Sérac *Défense des révolutions*, une évidence saute aux yeux : l'entreprise de Nolte se filialise, et l'objectif de certains directeurs de filiales consiste, drapés sans complexe dans les plis de la création libre, à illustrer ses "thèses" afin de les mettre à la portée du plus grand nombre. Qu'ils les aient lues importe peu : un processus international de réhabilitation réactionnaire est en cours.

Nul doute que nous retrouverons d'autres romans, d'autres films, des pièces de théâtre, des bandes dessinées, qui, par l'exposé méticuleux des horreurs des tyrans ou de leurs soutiens, chercheront à flétrir les résistants, ou, *a minima*, à renvoyer dos à dos les deux camps. Le "genre" a de l'avenir. L'Histoire y sera convoquée d'autant plus bruyamment avec son H majuscule qu'elle sera foulée aux pieds avec le plus grand mépris.

Je croyais avoir terminé la rédaction de cette contribution, dans laquelle, contrairement à ce que j'avais envisagé, les commentaires retrouvés prennent une grande place, et j'ai pris le temps de consulter des sites italiens dédiés à Valenti et Ferida... Ils sont nombreux, et complets. Et surtout, ils font référence à plusieurs livres, à des articles, écrits durant les deux dernières décennies sur le célèbre couple. Deux thèses s'affrontent, ce qui n'est pas le cas dans les commentaires à propos du film.

La première : ils étaient l'un et l'autre responsables et coupables, même si leur participation active aux tortures de la Villa triste n'est pas certaine. Ils ont donc été condamnés à mort malgré leur choix tardif de se rendre à la Résistance en promettant de rendre des services.

La seconde, reprise en particulier dans ce qui semble être le dernier livre sur le sujet : ils étaient innocents, innocents des crimes qui leur ont été imputés à la Villa triste. Ils ont été condamnés parce qu'il fallait faire un exemple avec des célébrités, alors que tant d'autres cinéastes et acteurs étaient eux aussi compromis dans les *telefoni bianchi* de Cinecittà.

L'auteur du film l'a avoué, et la majorité des commentateurs en France épouse son point de vue. C'est la seconde thèse, misérable montage, qui a été mise en scène.

"Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses" (Léon Trotsky).

Claude Ageron

Un ancêtre du *Livre noir du communisme*

LE *Livre noir du communisme* annonçait tranquillement comme "bilan du communisme" cent millions de morts. Ce calcul hautement scientifique, fondé à la fois sur des fantaisies arithmétiques, sur l'attribution des morts de la guerre civile (dans lesquels les blancs monarchistes n'ont rien à voir !), de la famine et des épidémies (y compris les victimes de la grippe espagnole) aux "bolcheviks" et sur l'attribution aux mêmes "bolcheviks" des crimes du stalinisme, n'est pas sorti du néant. On en trouve par exemple les prémisses dans un tract distribué par les nazis en Union soviétique pour accompagner leurs massacres de Soviétiques, de communistes et de Juifs, tract qui, par ailleurs, assimile déjà lui aussi bolchevisme et stalinisme. Le texte se trouve au dos d'un faux billet avec l'effigie de Lénine *(voir page suivante)*.

"Le bilan meurtrier du bolchevisme.

Tués pendant les années de révolution et de guerre civile (1917-1923)	*2 200 000*
Morts pendant les années de famine et d'épidémies (1918-1921 et 1932-33)	*14 500 000*
Ont péri dans les camps de travaux forcés	*10 000 000*
Liquidés par les expéditions punitives	*6 000 000*
Liquidés dans les provinces frontalières et conquises	*3 277 000*
Tués et mutilés pendant les années de cette guerre (1941-1944)	*18 000 000*
Total	*54 665 000*

12 000 000 de Russes ont déjà échappé à l'anéantissement bolchevique en se rendant ou en se constituant prisonniers.
Prends ce tract et sauve ta vie avant qu'il ne soit trop tard.

Laissez-passer."

N. B. : On remarquera que les nazis n'hésitent pas à faire figurer dans le "bilan meurtrier du bolchevisme" les Soviétiques et les Juifs abattus par eux-mêmes (les 18 millions de victimes de la guerre...). La technique resservira.

Убийственный баланс большевизма! (1917—1944 гг.)

В годы революции и гражданской войны (1917—1923) убито	2 200 000 чел.
За годы голода и эпидемий (1918-21 и 1932-33) умерло	14 500 000 чел.
В лагерях принудительных работ погибло	10 000 000 чел.
Карательные экспедиции уничтожили	6 688 000 чел.
В пограничных и захваченных областях ликвидировано	3 277 000 чел.
За годы этой войны (1941-44) убито и искалечено	18 000 000 чел.
Всего	54 665 000 чел.

12 000 000 русских уже спаслись от большевистского уничтожения путем сдачи или перехода в плен.

Возьми этот листок и спасайся прежде, чем будет поздно!

ПРОПУСК
Passierschein

345—6 44

LE MESSAGE DU TSAR

Louis XVI. — Nicolas! Fais que ta parole soit tenue, si non...

Composition de J. Linse (*Nederlandsche Spectator*, de La Haye, novembre 1905).

Les Historiales de Rhône-Alpes : *"Le nouveau spectacle des Historiales nous fait revivre les débuts de la République"*

"PLUS grand spectacle historique de Rhône-Alpes. Douze ans d'expérience. Trois cents bénévoles sans qui les dix soirées de représentation ne pourraient exister. Ils ont confectionné les décors, les costumes..." Près de cent acteurs et figurants. Ces derniers, déjà en costume, accueillent les spectateurs avant chaque représentation...

Cette année, la publicité a atteint des sommets. Le spectacle est affiché partout : dans la revue départementale, régulièrement dans le journal local, sur les cloisons vitrées des abris-bus, annoncé régulièrement à la radio, à la télé régionale... Difficile en Isère, et manifestement au-delà, de passer à côté de l'événement. Il faut dire que Serge Revel, maire de la commune, créateur, écrivain et co-metteur en scène du spectacle, est l'un des vice-présidents de l'assemblée départementale.

Le nombre de spectateurs par saison varie selon les sources : 15 000 attendus dans la revue du conseil général, 8 000 selon le président de l'association dans le programme, 10 000 annoncés publiquement le soir du 21 juillet sur place... Le billet d'entrée, valant 16 euros, est délivré uniquement sur réservation (1). C'est un indéniable succès, bâti sur les succès des années précédentes.

L'an passé, une gloire locale devenue mythe grâce à une chanson populaire ayant traversé les siècles : Mandrin. Son épopée de contrebandier avait été traitée, avec un certain talent, sous forme de question : bandit ou héros ? Cette année, une ambition : "revisiter" — nous verrons que le mot convient parfaitement — la période historique s'ouvrant avec la proclamation de la IIe République en 1848 et se refermant avec la Commune de Paris, en 1871. Le titre : *"Gavroche, l'enfance d'une République."* Sur l'ancienne motte castrale, face aux bancs du public, l'ambition historique est réaffirmée sur un rideau de scène blanc masquant une partie du décor : *"L'Histoire en histoires."*

21 juillet 2009, sur le site historique de Château-Vieux, à Pressins : pendant que les spectateurs s'installent, les plus jeunes des acteurs et figurants bénévoles proposent le programme : une revue très documentée vendue 2 euros (une page sur deux couverte d'encarts publicitaires) balayant sur papier glacé les vingt-trois ans annoncés. Par deux fois, le président de l'association prend la parole au micro, en particulier pour rappeler que l'on peut acheter l'excellent dernier livre de Serge Revel.

Arrivé à 21 heures, j'ai eu le temps de lire attentivement la brochure-programme, le spectacle commençant à 22 heures. Deux constats après 18 pages 21 x 29,7 de lecture : après avoir été cité deux fois dans l'introduction, Victor Hugo devient le grand absent, n'apparaissant qu'une fois. Le véritable héros ? L'omniprésent prince-président devenu Napoléon III, présenté le plus souvent sous un aspect très positif *"malgré le régime autoritaire mis en place"* et *"malgré les expéditions militaires désastreuses"*. La conclusion s'impose as-

(1) Citation du président de l'association s'exprimant dans la revue-programme, afin de disposer d'un autre aspect, non dénué d'intérêt : *"Aménagement du site, création du décor, des costumes, demandent un travail considérable qui, s'il était rémunéré, rendrait impossible cette réalisation. Il en est de même pour la centaine d'acteurs amateurs qui donne vie au spectacle."*

sez facilement, mais encore sous forme de question : faudra-t-il crier *"Vive l'empereur"* ? Première impression, donc : désagréable.

Lorsque la séance commence ce soir-là, tous les bancs sont occupés, comme chaque soir. Je vais commencer par la fin, mais la marche falsificatrice va crescendo.

La fin : la Commune, et le massacre des communards. Le dernier tableau, très réussi — une jeune femme aux généreux seins nus sur une barricade, drapeau tricolore en main, manifestement inspirée du célèbre tableau de Delacroix, accompagnée de Gavroche — ne pourra effacer ce qui constitue, de mon point de vue, une ignominie.

Pour la seconde et dernière fois, il sera donné aux spectateurs de rire bruyamment. Le procédé est efficace : à un moment parfaitement inattendu, un acteur se déculotte jusqu'aux genoux et montre largement ses fesses au public ! Une audace scénique aujourd'hui anodine... mais regardons-y de plus près : cet homme déculotté, parfaitement insouciant de la mort, rigolard et faisant rigoler (ça marche), est un communard qu'un officier envoie avec célérité au peloton d'exécution. Et le drame devient grossière farce ! D'autant que le premier des communards envoyé contre le mur, face au public, était... un moine en robe de bure ! Grotesque, évidemment. Pour qui connaît l'Histoire. Mais où est-elle, l'Histoire si fièrement annoncée ? Si l'on ajoute l'un des jeunes héros, pitoyable anarchiste, qui braille abominablement *L'Internationale* sur une barricade en s'exposant inutilement au feu commandé par son frère devenu versaillais, le tableau est presque complet. D'autant que *L'Internationale* n'avait pas encore été écrite, et encore moins mise en musique : il fallait d'abord pour cela que son auteur ait pu échapper aux griffes des versaillais.

Le premier rire massif a été provoqué à la lecture des réalisations sociales de la Commune. Lorsque, dans la liste, sans explication aucune, on a entendu : *"Interdiction du travail de nuit dans les boulangeries."* L'intention de l'auteur apparaissait, claire : ces communards étaient de doux rêveurs marchant à côté de leurs pompes. Car tout le monde sait que pour avoir du bon pain le matin, il faut travailler la nuit, n'est-ce pas ?

Qu'ajouter ? Qu'on ne s'ennuie pas durant deux heures. C'est vrai, c'est plutôt bien fait malgré quelques faiblesses. Mais encore ?

Que c'est un prélat ami du peuple (dont j'ai oublié le nom), aux côtés de Lamartine, qui le premier annonce à la foule dubitative ou ravie l'indispensable combat pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Que la mise en scène, sauf pour l'ouverture avec la mort de Gavroche chantant le célèbre poème de Victor Hugo (ce qui prouve que les lieux se prêtaient parfaitement à plusieurs choix de mise en scène), impose aux spectateurs d'être du côté des fusilleurs, notamment face aux insurgés de la Commune.

Que les applaudissements spontanés jaillissent après un feu d'artifice, donné en l'honneur du mariage de Louis Napoléon et d'Eugénie, arrivés sur la scène à cheval — sur de vrais chevaux — magnifiquement vêtus (Comme c'est beau !) !

Que l'un des personnages principaux, anarchiste, aux observations ou aux pronostics politiques souvent justes, est un pilier de bistrot plutôt sympathique, avec une propension prononcée pour les gestes obscènes (Comme il est drôle !). Que les interdictions napoléoniennes de certains artistes semblent encourager une grande liberté. C'est ainsi que dans le cabaret préféré de *"l'anarchiste à la grande gueule, cocasse et attachant"* (c'est ainsi que la revue du conseil général le présente), des lectures publiques des poèmes de Beaudelaire sont données. Le "personnage attachant" est naturellement arrêté, mais il s'agit de la réponse policière appropriée à ses provocations — toujours outrées et inutiles, cela va de soi. Que l'embarquement du prévenu est évidemment l'occasion pour celui-ci de se débattre de manière désopilante entre les deux gendarmes : l'arrestation par la soldatesque impériale doit donner l'occasion d'un souvenir joyeux au spectateur (Comme c'est drôle !).

A savoir : il n'y a dans ce spectacle aucune place pour improviser sur le texte, même pas l'intonation, puisque celui-ci est enregistré, les acteurs opérant en playback. Et qu'on ne mette pas en avant la liberté artistique ! Il ne s'agit pas d'un roman transposé en pièce de théâtre, dont l'Histoire serait la toile de fond. Il est proclamé partout, et en introduction au spectacle par l'auteur lui-même, que l'Histoire est la trame. Il est donc justifié de parler de falsification. Une falsification cléricale et

pro-impériale. Bien dans l'air du temps... Malheureusement.

Laissons la parole au président de l'association : les "Historiales", reconnues d'intérêt général depuis cette année, tendent *"à la création d'un grand festival de l'Histoire en histoires"* : *"Il s'agit donc d'une formidable aventure humaine dynamisée par de très fortes personnalités convaincues que c'est en racontant notre Histoire commune au plus grand nombre que nous pourrons peut-être, ensemble, éviter certaines erreurs du passé et améliorer la vie de demain."*

Les spectateurs, dans leur immense majorité — en tout cas ce soir-là — semblent ne pas s'y être trompés : les applaudissements n'ont pas été nourris, et je n'ai pas été seul à ne pas applaudir du tout ; comme l'an passé, les bénévoles rassemblés s'attendaient à ce qu'une partie du public les rejoignent pour discuter... leur attente a été déçue ; le retour pédestre jusqu'au pied de la colline, animé après Mandrin, a été morne ; les deux boutiques dans lesquelles étaient proposés des objets souvenirs et le livre si souvent annoncé sont restées vides ou presque. Tant mieux.

Claude Ageron

La Fusillade des communards (tableau d'Edouard Manet, détail).

Notes de lecture

David King : *Sous le signe de l'étoile rouge*

Gallimard, 39 euros

IL s'agit d'un album de photos et documents (tracts, affiches, revues...) sur la révolution russe et l'URSS entre 1917 et 1953.

L'auteur raconte dans une brève introduction comment il a recherché et accumulé depuis 1970 ces témoins visuels de l'Histoire.

Photographe lui-même, passionné de la révolution russe, il a recueilli peu à peu et avec beaucoup de difficultés une masse de documents. Cette quête sur 40 années n'a pas manqué de rebondissements surprenants. Par exemple, il avait contacté, en 1971, un vieux stalinien anglais qui avait connu Lénine. Ce dirigeant du PC l'avait envoyé paître. Vingt ans plus tard, deux communistes anglais le contactent : pour payer les traites de leur journal, ils lui proposent d'acheter quelque chose qui peut l'intéresser. Bien enveloppée, ils sortent une tasse en porcelaine de 1923 sur laquelle est peint un portrait de Trotsky. C'est le vieux stalinien qui l'avait, cachée sous son lit depuis 70 ans.

Souvent, il a pu sauver des photos qui, stockées sans précautions, étaient vouées à finir dans quelque déchetterie.

Le livre comprend 550 photos ou documents, et l'auteur nous indique qu'il les a choisis parmi les 250 000 documents qui s'entassent chez lui. Une exposition à la Tate Modern a été organisée.

Quand on referme le livre, on n'a qu'une envie, c'est de se précipiter chez lui pour découvrir toutes ses merveilles.

Contrastes

Chaque photo est accompagnée d'une explication, la présentation est chronologique. Les contrastes sont brûlants.

L'ouvrage s'ouvre sur quatre photos double page : la misère des haleurs sur la Volga vers 1900 ; le tsar en goguette avec sa femme et deux de ses filles en 1909 ; des ouvriers et des soldats attaquent en février 1917 le siège de la police de Petrograd ; une tribune du Conseil des commissaires du peuple début 1918, avec Ouritsky, Trotsky, Sverdlov, Zinoviev, Lachevitch.

Le premier tiers du livre est composé de documents et photos de 1917 à 1924. On voit souvent Lénine et Trotsky, jamais Staline. Celui-ci n'a pas de rôle sur le devant de la scène et tisse sa toile en coulisse.

Puis, jusqu'en 1930, les documents montrent le caractère contradictoire de cette période, effort enthousiaste pour la reconstruction du pays que la bureaucratie capte, le culte de Staline commence, fort habilement dissimulé au début derrière le culte de Lénine. Une affiche de 1930, peut-être sans le vouloir, l'exprime de manière frappante (page 206). L'art lui aussi change : indépendant et foison-

nant, il soutient la révolution, puis défend l'URSS, et enfin sous contrôle, il est l'instrument de la bureaucratie gouvernementale ; les artistes, eux, s'alignent ou sont écartés avant d'être massacrés.

A partir de 1930, (vers la page 216), de nouveaux contrastes éclatent : les photos de la répression stalinienne de plus en plus violente côtoient les affiches idéalisant la "construction du socialisme" (photos d'identité des enfants arrêtés par le GPU, car leur parents ont été déclarés traîtres, et juste après une affiche-pompier vantant "les villes de culture socialiste").

De nombreuses pages sur les procès de Moscou, les photos d'identité prises par le GPU des accusés, avec en légende leur parcours. A côté de la photo de Meyerhold, le texte de la lettre où il décrit les tortures qu'on lui a fait subir.

Les photos de la Seconde Guerre mondiale commencent par celles de la signature du pacte Hitler-Staline et de l'assassinat de Trotsky. Elles montrent l'extraordinaire résistance des peuples de l'URSS et les pertes effroyables dues à la politique de la bureaucratie stalinienne.

On ne peut effacer toutes les traces

En sous-titre : *"Une histoire visuelle de l'Union soviétique de février 1917 à la mort de Staline."*

Il ne s'agit pas d'une histoire, mais plutôt de traces de l'histoire. A côté de chaque document, une légende ou un commentaire précise son contexte. Le texte de David King est court, précis, et donne des références exactes. Ce sont donc des éléments d'histoire fort utiles. Par ailleurs, on ne peut y trouver, et ce n'est pas le but, une histoire, c'est-à-dire une explication des événements par l'enchaînement des faits eux-mêmes. On n'y trouvera pas une explication du stalinisme, mais des éléments pour en comprendre l'origine et les mécanismes.

Dans son autobiographie, *L'impossible neutralité*, l'historien américain Howard Zinn explique que l'historien ne peut être neutre. Il raconte comment son propre itinéraire lui a permis de comprendre les luttes du passé, et donc d'en rendre compte.

On sait que la classe dominante, pour contrôler le présent, cherche à contrôler le passé. Cela est vrai dans toutes les civilisations, depuis la Haute Antiquité chinoise jusqu'aux think-tanks américains d'aujourd'hui.

On peut estimer que la sélection ou les commentaires de David King auraient pu être dans certains cas différents, mais sa recherche passionnée, dans son domaine, la photo, est un point d'appui précieux qui redonne les traces effacées de l'histoire. Ainsi, si l'on ne trouve pas d'explication du stalinisme dans le livre, la photo de la villa du grand guide où il feuillette des papiers avec son ami Beria est révélatrice.

Il en est des photos et des films comme de tout autre document d'archive : témoins parfois gênants, ils sont éliminés par ceux qui veulent réécrire l'histoire en fonction de leurs intérêts immédiats.

Récemment, ont été publiées des photos d'Hiroshima après l'explosion atomique, récupérées par un soldat américain, déposées dans une université pour ouverture après sa mort. En effet, les troupes américaines d'occupation du Japon ont fait une chasse systématique pour récupérer et éliminer tous ces témoignages photographiques. Ainsi pensait-on qu'il n'y en avait pas. En voyant la photo, publiée sur Internet, on comprend le souci des généraux américains.

Le livre de David King donne des images fortes et a un autre avantage : pour sa dimension, son prix est modéré.

Christian Coudène

Jeunesses socialistes, 1944-1948

Editions Amalthée, 2009, 23,50 euros

"CET ouvrage retrace l'histoire de jeunes militants, leurs combats et espoirs, leurs déceptions. Cette lutte est celle de toutes les époques. Pourtant, il ne s'agit pas d'un conflit générationnel : c'est une lutte pour sortir l'humanité de la préhistoire, toujours en guerre. Cette génération militante aspire à vivre pleinement au lendemain de la guerre, mais elle est rapidement privée d'action émancipatrice."
Jean-Jacques Ayme a écrit dans son volumineux ouvrage sur un épisode mal connu ou volontairement oublié pour certains : l'histoire du Mouvement des jeunesses socialistes entre 1944 et 1948. Une histoire brève, dont certains pourraient s'interroger sur son intérêt, qui pourtant concentre la plupart des problèmes toujours d'actualité pour tous ceux qui s'interrogent sur la nécessité d'une représentation politique de la classe ouvrière et de sa jeunesse.

Un immense espoir révolutionnaire déçu

Une richesse politique extraordinaire, une expérience quasiment unique, un immense espoir révolutionnaire déçu, un gâchis sans précédent, il est difficile de choisir le terme qui caractérise le mieux ces quatre années d'histoire des Jeunesses socialistes. Peut-être tous ces termes conviennent-ils ? La force des contradictions de l'époque a-t-elle empêché la construction d'une organisation de jeunes de masse ? Un combat que l'auteur rend passionnant en citant textes, journaux, résolutions et témoignages sans aucune retenue ni censure.

Milieu 1946, le journal *Jeunesse,* organe des jeunes de la SFIO, change de titre et devient *Le Drapeau rouge*, plus qu'un programme, une orientation sans équivoque. Au printemps 1947, des milliers de jeunes, chemise bleue, cravate rouge, défilent au mur des Fédérés aux accents de *L'Internationale* et de la *Jeune Garde*. Les Jeunesses socialistes revendiquent alors plus de 30 000 adhérents. Une organisation, personne ne peut le nier, qui est un véritable mouvement de masse, un mouvement révolutionnaire, l'expression positive des aspirations de millions de jeunes.

Deux ans après, il ne restera rien de ce mouvement ; cela mérite réflexion.

Il paraît nécessaire de faire le point sur la situation générale, politique, sociale et internationale dans cette période qui s'ouvre avec la défaite du nazisme et l'armistice de mai 1945. Sinon, il serait sans doute difficile de comprendre la ligne politique, les revendications et les combats des Jeunesses socialistes.

La défaite militaire du nazisme a entraîné la chute du régime de Vichy et ouvert une période révolutionnaire que chacun à sa manière, bourgeoisie et stalinisme, va s'efforcer de stopper.

Rappelons quelques éléments historiques : de Gaulle et le gouvernement provisoire d'Alger prennent les rênes, gouvernement d'union nationale où communistes, socialistes et gaullistes travailleront ensemble à la reconstruction de la France, sortie meurtrie de la guerre. Le départ de De Gaulle en désaccord avec la constitution de la IVe République ne modifie en rien cette politique d'union nationale. Il se constitue un gouvernement dit de tripartisme, où communistes, socialistes SFIO et démocrates-chrétiens MRP agissent ensemble.

La situation sociale et économique est très dure pour les salariés : bas salaires, crise du logement, inflation, hausse des prix, etc.

"Produire d'abord, revendiquer ensuite"

Pourtant, la lutte de classe ne faiblit pas et dès 1945 des grèves se déroulent dans de nombreux secteurs. Toutes sont condamnées au nom du *"Produire d'abord, revendiquer ensuite"* par le gouvernement et les directions des Partis communiste et socialiste. Les Jeunesses vont s'y investir notamment dans la grève des postiers de juillet 1946, dénoncée par les dirigeants de la CGT et du PCF comme menée par *"les hitléro-trotskystes"*, et en mai 1947, où ils se mettront au service des grévistes de chez Renault, leur apportant sono et camion.

Les guerres coloniales

Dans cette même période, les guerres coloniales vont prendre une ampleur qui aura raison de la IVe République dix ans plus tard. En effet, depuis le lendemain de la guerre, la France mène la guerre au Vietnam, réprime en Algérie et à Madagascar, et, de ce fait, augmente considérablement le budget militaire.

La Seconde Guerre mondiale a débouché sur un nationalisme qui, en France comme dans les autres pays européens, se traduit par un refus d'envisager l'internationalisme prolétarien comme un élément primordial de la reconstruction du mouvement ouvrier international, le peuple allemand étant jugé collectivement responsable du nazisme et de ses crimes. Nous sommes dans la perspective immédiate de la guerre froide. Le plan Marshall date de 1947, point de départ d'une politique stalinienne qui va modifier les rapports de toutes les forces politiques avec le PCF.

Face à eux, le gouvernement tripartite et ses ministres socialistes

C'est dans ce cadre que va se construire dès fin 1944 un Mouvement des jeunesses socialistes très officiellement membre du Parti socialiste SFIO, chargé de préparer l'avenir du parti, de former les cadres militants pour assurer la relève. Dans une période où le Parti communiste renonce à construire un mouvement de jeunes communistes pour miser sur l'Union des jeunesses républicaines de France (UJRF), mouvement qui se veut large, festif et non politique, et où la jeunesse catholique (JOC, JAC, JEC) doit faire face au souvenir tout proche de la politique pro-vichyste de l'Eglise, il est incontestable que la Jeunesse socialiste est le seul mouvement de la jeunesse qui apparaît comme politique. Il va très bien réussir.

En 1946, la gauche de la SFIO prend la direction du parti, Guy Mollet devient secrétaire général, et un jeune avocat de talent, Yves Dechezelles, son adjoint. La tendance humaniste et travailliste de Daniel Mayer est battue au congrès de l'été 1946. La nouvelle direction réaffirme la nature ouvrière du parti. Cet élément va permettre un développement des jeunesses, qui n'entendent pas rester sur la base des loisirs, des sorties champêtres, des bals ou des colleurs d'affiches au service des adultes. Ils vont développer toute une série de revendications propres à la jeunesse et vont s'investir dans les combats les plus importants du moment. Dans ces combats, ils trouveront face à eux le gouvernement tripartite et ses ministres socialistes. Certes, il existe des contradictions dans les rangs socialistes, certains refusant de s'aligner sur la politique gouvernementale ; cet état de fait bénéficiera pendant quelque temps aux jeunesses.

Dirigé par un bureau national énergique et composé de militants de talent, les Jeunesses socialistes vont se montrer internationalistes et combattre pour que la jeunesse ouvrière allemande reprenne sa place dans le mouvement socialiste international. Ils vont lutter contre les guerres coloniales et demander l'ouverture de négociations au Vietnam avec Ho Chi minh.

Partisans d'un service militaire court de six mois, ils vont lutter contre la préparation militaire obligatoire. Défenseurs de l'échelle mobile des salaires face à la vie chère, ils ne laisseront aucun secteur

revendicatif de côté, auront de nombreux adhérents militants dans les Auberges de jeunesse, mouvement qu'ils soutiendront.

Tout cela faisait tout de même beaucoup pour un parti SFIO dont l'ancrage à gauche s'estompait assez rapidement devant les problèmes concrets, ceux-là mêmes que posaient les jeunesses. Marius Mouttet était ministre des Colonies, Daniel Mayer au Travail, Depreux à l'Intérieur, Ramadier président du Conseil, tous SFIO...

Se débarrasser de ses jeunesses

Comment un Parti socialiste totalement lié à ses ministres et à la politique gouvernementale pouvait-il tolérer un mouvement de jeunesse qui ouvrait la voie au combat des masses, qui posait les revendications regroupant la jeunesse, qui posait le problème d'une organisation politique indépendante de la bourgeoisie et du stalinisme ?

La conclusion logique pour le parti fut de trouver la forme pour se débarrasser de ses jeunesses, et cela quelles qu'en soient les conséquences ; l'hésitation fut de courte durée, le bureau national fut exclu par la direction de la SFIO...

Avant de voir comment et pourquoi, un an après, il ne restait rien de ce mouvement de jeunesses, il faut en effet, constater qu'il s'est agi d'un véritable arrêt de mort du Mouvement des jeunesses socialistes de la SFIO, qui ne pourront jamais se reconstituer.

Il faut revenir sur un aspect qui mérite des commentaires, même si l'auteur n'y donne pas, à juste titre, une importance capitale : les Jeunesses socialistes auraient été manipulées par les trotskystes. Il est vrai qu'il existait une petite organisation, le PCI, et les JCI, son mouvement de jeunesse, dont les actions allaient souvent de pair avec les JS.

Il est aussi certain que le principal dirigeant des JS, Dunoyer (Essel), futur créateur de la FNAC, était trotskyste et travaillait avec Yvan Craipeau et les dirigeants du PCI. Manipulation ? Convergence ? Volonté commune de construire un grand mouvement révolutionnaire de la jeunesse ? Le bureau national a-t-il été exclu pour les problèmes politiques qu'il défendait ou pour ses liens avec les trotskystes ? Il suffit de lire les documents publiés par l'auteur pour répondre sans hésitation à cette question.

Après l'exclusion du bureau national et l'effort, non couronné de succès, de mise sous tutelle par la direction de la SFIO, les jeunesses continuent, l'organisation se maintient.

Les problèmes qui se posent alors sont ceux de la construction d'une organisation révolutionnaire.

Affronter la politique du stalinisme

Maintenir une organisation de jeunesse ? Construire un autre parti, et avec qui ? Comment faire le lien organisationnel avec ce qui se passe dans la SFIO ? Dechezelles, après avoir soutenu les jeunes, rompt sur la question coloniale et crée l'Action socialiste révolutionnaire avec quelques militants.

En même temps, les militants de la Bataille socialiste, avec Elie Boncour, Gilles Martinet et quelques autres partisans de la politique stalinienne, partent et constituent le Mouvement socialiste unitaire et démocratique (MSUD). Affronter la politique du stalinisme et défendre une unité organisationnelle deviennent des exercices très difficiles.

Tout une série de problèmes qui restent d'une actualité totale.

Quelle issue ? Que faire des jeunes ? Qui peut les gagner et les organiser ?

Ces questions se posent pour les dirigeants des jeunesses, mais aussi pour les trotskystes, dont nous avons évoqué le rôle.

La tendance dite "droitière" du PCI, Craipeau, Demazière, Parisot, auquel est lié Dunoyer, va s'engager dans la construction du RDR (Sartre et David Rousset), rompant avec la IVe Internationale. Ce mouvement, dont la constitution peut donner de grands espoirs à ceux qui cherchent une voie entre stalinisme et social-démocratie, ne va pas durer. C'est

une organisation sans programme, sans implantation ouvrière, équivoque vis-à-vis de la politique internationale de l'URSS et des Etats-Unis. Les jeunesses vont s'y dissoudre

L'autre tendance qui reste et dirige le PCI (Frank, Bleibtreu, Lambert) n'a pas été en mesure d'offrir un cadre organisationnel dans lequel auraient pu se retrouver les milliers de jeunes socialistes pas prêts à rejoindre la IV[e] Internationale, mais pas forcément condamnés à rentrer chez eux comme ce fut le cas.

Une actualité brûlante

Cette histoire est une leçon importante dans la compréhension de ce que peut être une transition organisationnelle dans la construction du parti révolutionnaire. Cet ouvrage est d'une actualité brûlante. Ajoutons qu'il donne une foule de détails dont l'intérêt ne fait aucun doute, et qui vous renseignera sur le passé militant de beaucoup qui seront au premier rang de l'activité sociale, économique et politique pendant des années.

Pierre Levasseur

Perles d'hier et d'aujourd'hui

La fabrique de l'inculture "Ma méthode", selon Xavier Darcos

Petit rappel des faits présents...

— Xavier Darcos, auditionné devant l'Assemblée nationale le 28 octobre 2008, a plaidé pour que *"ce que nous considérons comme devant être enseigné aux élèves soit prescrit par la représentation nationale"*. Devant l'émoi provoqué par cette déclaration et après de nombreuses protestations dénonçant une dérive dangereuse et inacceptable, traduisant la volonté d'ingérence du politique dans les programmes d'enseignement, le ministre de l'Education avait dû se rétracter dès le lendemain.

— Le 12 février 2009, lors d'une interview donnée à RMC, Xavier Darcos déclare : *"Vous savez, moi je recrute 14 000 personnes ; on va les trouver, les gens pour passer nos concours. Et aujourd'hui, un professeur sur deux qui est recruté par moi n'est déjà pas passé par des systèmes de formation des maîtres. Il a tout simplement une licence ou une maîtrise, et il se présente à nos concours et il les a. Donc, moi, je n'ai pas absolument besoin d'entrer dans des discussions sibyllines avec les préparateurs à mes concours. Je suis recruteur. Je définis les concours dont j'ai besoin. Je garantis la formation professionnelle des personnels que je recruterai. Après, chacun nous suit, ou pas."*

... et passés

A l'heure où Xavier Darcos se penche sur les "savoirs fondamentaux", se plaint de la mauvaise acquisition des connaissances, tente de régenter les programmes scolaires et décide de la méthode et des critères selon lesquels seront évalués et sélectionnés "ses" maîtres et "ses" professeurs des écoles, il est des plus instructif — et des plus joyeux — de se pencher sur un petit chef-d'œuvre commis sous la direction dudit, à savoir le manuel d'histoire de littérature du XXe siècle, édité en 1989 chez Hachette dans la collection Perspectives et Confrontations. Pas encore nommé au poste d'inspecteur général de l'Education nationale. M. Darcos, professeur agrégé de lettres classiques, enseignait alors auprès des classes préparatoires littéraires au lycée Louis-le-Grand, et c'est à ce titre qu'il prit la direction de la rédaction de ce manuel d'histoire littéraire, qui, s'il n'est certes pas destiné à connaître une grande postérité, mérite, cependant, de figurer en bonne place dans toutes les bibliothèques d'ouvrages comiques.

Ainsi, page 64, dans la petite notice de présentation consacrée au poète Max Jacob, on peut lire : *"Max Jacob (1876-1944), futur surréaliste et futur moine, après sa conversion spectaculaire de 1909..."*

Outre le fait que les deux états "futurs" du poète paraissent irrémédiablement incompatibles, on aimerait rappeler au "futur ministre de l'Education" que l'habit ne fait pas le moine et que si Max Jacob se retira plusieurs années à Saint-Benoît-sur-Loire, où il vécut une vie de retraite "quasi monastique", ce n'est pas pour autant qu'il porta la bure ni qu'il entra dans les ordres.

On aimerait surtout signaler à M. Darcos, pour qui surréaliste est certainement un synonyme de "n'importe quoi" ou d'"à peu près", que Max Jacob, en dépit de certaines amitiés et de nombreuses inimitiés avec les membres du groupe surréaliste, ne fut jamais surréaliste, pas

plus qu'il n'écrivit dans aucune des revues du groupe.

Il ne faut pas confondre : le Laboratoire central n'est pas la Centrale surréaliste !

Mais cela ne fait que commencer : page 82, c'est au tour du dada Tristan Tzara, bien connu pour ses pirouettes, d'en subir une spectaculaire sous la plume — décidément bien documentée — de M. Darcos. On apprend ainsi que *"c'est autour de Tristan Tzara (Samuel Rosenstock, 1896-1963), révolutionnaire allemand émigré"* (sic !), que s'organisent les premières séances du Cabaret Voltaire.

Sûr que le jeune Tzara-Rosenstock, né à Moinestri, en Roumanie, et de nationalité roumaine, aurait aimé ce nouveau pied de nez qui le fait, tout d'un coup, devenir Allemand, mais de là à en faire "un révolutionnaire émigré", c'est Vladimir Ilitch, son voisin de la Spielgelstrasse, à Zurich, qui aurait été content de l'apprendre !

Et le festival du rire continue.

Page 84, on apprend ainsi qu'à l'arrivée de Tzara à Paris, en 1920, *« les surréalistes, groupés autour d'André Breton, (...) tout en vouant un amour enthousiaste au "père-fondateur"* (sic), *dénoncent déjà les méfaits d'un certain nihilisme intellectuel »...*

Et même si n'est qu'à partir de 1921 (procès Barrés), et surtout 1922 (histoire du "Congrès de Paris" et publication de *"Lâchez tout !"*), que Breton se détacha de Dada, on est heureux de savoir que, dès 1920, celui-ci et ses amis étaient déjà les surréalistes qu'ils ne deviendront que quatre ans plus tard, en 1924.

Mais à quoi bon s'encombrer de chronologie, de dates, d'exactitude, de faits..., quand M. Darcos peut écrire, dans la notice consacrée à André Breton, page 87, que celui-ci était un *"lecteur de Rimbaud, de Lautréamont, un ami de Jarry et d'Apollinaire..."*.

Il est vrai qu'il s'agit là d'une histoire du XX^{e} siècle, et que M. Darcos, n'ayant sans doute pas eu le temps de bien revoir ses fiches, n'a pas mesuré qu'Alfred Jarry étant mort en 1907, il aurait eu pour ami un André Breton âgé tout au plus de 11 ans... Pour quelqu'un qui confessait ne pas aimer les enfants !

De même, le pauvre Antonin Artaud, mort au matin du 4 mars 1948, se voit classer (p. 142) parmi les *"écrivains les plus marquants des années 50 à 70"*.

Tout le reste (et il y a 495 pages) est de la même teneur comique. Il semble donc que ce soit en parfaite connaissance de cause que M. Darcos fustige le manque de connaissances fondamentales des élèves et des professeurs, puisque c'est lui et ses méthodes qui ont formé une bonne partie des élites de la nation. Allez savoir, ceci expliquant peut-être cela.

Eh oui, l'histoire de la littérature est parfois cruelle, c'est comme pour la conjugaison du passé antérieur ou l'utilisation de la règle de trois, cela exige aussi quelques "savoirs fondamentaux".

César Antipyrine

Florilège

• *"Je nommerais volontiers l'antisémitisme un snobisme du pauvre"* (J.-P. Sartre, *Réflexions sur la question juive*, p. 30).

• *"Si Céline a pu soutenir les thèses socialistes des nazis, c'est qu'il était payé"* (*ibidem*, p. 49). Précisons que Sartre ne met pas de guillemets à "socialistes".

• Lors de l'Assemblée générale de l'ONU, en 1960, Khrouchtchev interrompt à un moment un orateur en tapant sur son pupitre avec sa chaussure. J.-P. Sartre commente, admiratif : *"Par ce geste, M. K. a incarné la protestation populaire du prolétariat mondial devant l'imposture de la respectabilité diplomatique"* (Raymond Jean, *La singularité d'être communiste*, p. 47, Seuil, 1979).

• *"On dit que Platon aurait d'abord écrit des tragédies avant de les brûler. Moi, je n'ai rien brûlé"* (Alain Badiou, *Le Monde*, 22 mai 2009).

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire 0913 G 78360